

الشرق الأوسط

NOVEMBRE 1987

# LE MONDE

## diplomatie

N° 405 - 34<sup>e</sup> année DÉCEMBRE 1987

28 pages 15 F  
Algérie : 6 DA  
Arabie : 19,00 F  
Belgique : 85 FB  
Canada : 2,25 \$ C  
Cote d'Ivoire : 990 F CFA  
Espagne : 270 P  
E.U. : 2,50 \$ US  
Gr.-Bret. : 1,10 £  
Irlande : 1,70 £  
Italie : 3 500 lire  
Maroc : 14,50 dir.  
P.-Bas : 3,00 FF  
Suisse : 990 F CFA  
Tunisie : 1,50 PS  
Tunisie : 1 700 m  
Abonnements : voir tarif page 23

Nouveaux élan  
de la  
création africaine  
(Pages 22 à 24.)

Publication mensuelle — 5, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09

### QUAND LA CRISE ÉCONOMIQUE MENACE LA DÉMOCRATIE

## Le triomphe de la déraison

Par CLAUDE JULIEN

TOUTE logique a été mise hors jeu. Bien qu'il ait fait de l'équilibre budgétaire un dogme sacré, grâce auquel l'Amérique retrouverait sa puissance, le président Reagan a, au fil des ans, creusé les déficits. Sous le choc du « lundi noir », il se montre soudain prêt à s'attaquer au mal par une augmentation des impôts. Puis une légère remontée à Wall Street suffit à dissiper cette tardive sagesse. Une rechute l'incite heureusement à envisager quand même une ponction fiscale. Ballotté par des courants incertains, il y renonce au vu des résultats du commerce extérieur, un peu moins mauvais en septembre (- 14,08 milliards de dollars) qu'en août (- 15,7 milliards). Puis il revient à de meilleurs sentiments, etc.

veaux rapports stratégiques en Europe, et, l'esprit enfin dégagé, il se concentre sur l'essentiel : ces « affaires » aux relents nauséabonds...

De même que les cambistes ont l'œil rivé aux variations horaires du mark et du yen, de même une courte pensée épouse les fluctuations de la politique au jour le jour. Le plus fier capitaine,



Le président n'est pas seul à vaciller ainsi. D'un jour à l'autre, la simple perspective d'un accord budgétaire entre la Maison Blanche et le Congrès stimule la Bourse de New-York, un dérapage à Tokyo la déprime. Sous le régime d'économie-casino qu'il a mis en place, ce monde ultra-moderne, voué à la science, équipé de technologies éblouissantes, joue sur des coups de dé son destin économique. Il définit sa conduite selon les oscillations des joyeux financiers. Les ordinateurs lui sont au fond moins précieux que la valse magique des marchés effrénés. Alors que nécessité devrait faire loi, le hasard est roi.

Fort heureusement, la France, terre de raison, redécouvre Descartes. L'avait-elle oublié ? Un auteur le prétend. Il s'emploie donc à le réhabiliter. A peine son livre paraît-il aux vitrines des libraires que le pays tout entier, retrouvant l'irréfutable logique qui lui serait consubstantielle, démontre avec brio son sens du réel et sa rigueur intellectuelle. D'un revers de main, il balaye tous les problèmes de fond, chômage, racisme, déficits extérieurs, effort de modernisation, déboires de la Sécurité sociale, menaces sur le Golfe, nou-

dans ces conditions, ne saurait garder le cap. Navigation à vue, telle semble bien être la consigne. Rien de grand, rien de solide ne se fait pourtant sans effort continu, sans obstination, sans durée. L'heure est à l'improvisation, à l'intuition du moment. Les mauvais résultats ne pourront surprendre personne.

Qu'une boussole désorientée gouverne l'économie et l'intérêt national ne serait peut-être pas trop grave si l'on ne savait d'expérience que la déraison des élites désemparées engendre toujours la déraison populaire. Déjà, sous tous

les cieux, apparaissent les signes qui témoignent d'un retour en force du délire, des illuminations, de l'irrationalité (voir page 14 l'article d'Ignacio Ramonet). De la même manière, dans les années 30, l'effondrement économique (cohorte de chômeurs, files d'attente aux soupes populaires, familles à la rue) et la montée outre-Rhin de la menace militaire avaient fait resurgir les croyances ésotériques, les prophéties de Nostradamus et de sainte Odile, les pratiques divinatoires. L'incertitude du lendemain suscite un élan vers le surnaturel, l'inquiétude s'apaise dans l'évasion vers le trompeur réconfort de la magie.

Dans le chaos économique et le fracas des armes que l'on fourbissait, le pire, voilà un demi-siècle, se manifesta par l'explosion des plus viles passions. Avec leurs commandements de choc, les lignes fascistes exacerbaient les pulsions chauvines et racistes. Comme aujourd'hui, le débat d'idées faisait place à l'invective, s'estompait derrière les scandales, cédait sous l'insulte. Certains s'acharnaient à désigner des boucs émissaires : les « rouges », le Front populaire, Léon Blum et sa « vaisselle d'or », les juifs... Ainsi l'Europe cheminait-elle vers le plus atroce des conflits. Les charniers en sont à peine convertis, et, déjà, recourant aux mêmes vieilles méthodes, des irresponsables ramènent le chaland avec leurs slogans simplistes, salissent leurs concurrents, cultivent la haine de l'étranger.

Déraison sans excuse, mais non sans causes. Or les causes s'accumulent depuis trop longtemps pour qu'une population, moins résignée qu'on ne le croit, ne finisse par se poser des questions. Nous voyons déjà le « bout du tunnel », affirmait voilà deux lustres un président de la République — et le nombre de chômeurs allait tripler. Entre-temps, bien d'autres promesses ont porté les fruits que l'on sait. Du coup, les citoyens sont tentés de mettre en doute les compétences non seulement des chefs d'entreprise, mais aussi des responsables politiques. Dans les années 30, la foi en la démocratie avait ainsi été atteinte en même temps que la confiance en un système économique qui s'écroulait.

(Lire la suite page 10.)

### LA RÉFORME EN UNION SOVIÉTIQUE

## Fin de l'état de grâce pour M. Gorbatchev

La signature du traité avec Washington sur le démantèlement des euro-missiles est à coup sûr un succès pour la diplomatie soviétique. Cependant, engagé dans une réforme aux intentions radicales dans son propre pays, M. Mikhaïl Gorbatchev affronte ce qu'il nomme la « phase critique de la perestroïka ».

Les résultats économiques pour 1987 ne confirment pas les améliorations de l'année précédente et, à la direction du Parti communiste de l'Union soviétique, le « lâchage » obligé de M. Boris Eltsine, chef du parti à Moscou et ardent militant du renouveau, indique que — sans nécessairement perdre l'initiative — M. Gorbatchev a, pour la première fois depuis son arrivée au pouvoir en 1985, cédé du terrain face aux adversaires des changements radicaux.

Par JEAN-MARIE CHAUVIER

« KTO KAVO ? » (« Qui l'emportera ? ») : la célèbre question de Lénine est à nouveau projetée au cœur de l'actualité. Qui, des partisans ou des adversaires, actifs ou passifs, et désormais plus actifs que passifs, de cette perestroïka (restructuration) que M. Mikhaïl Gorbatchev est l'un des rares dirigeants soviétiques à qualifier de « révolution » (1) ?

La question n'est pas seulement posée au bureau politique, au sommet de la hiérarchie de l'État-parti. Elle l'est à tous les échelons de l'appareil et dans toute la société. Qui est avec qui, et pour faire quoi ? Question présumée il y a moins d'un an, lors des premiers bouleversements de l'ère Gorbatchev, elle a pris, spécialement au cours de l'été 1987, une consistance et une acuité sans précédent. D'une année, d'une saison à l'autre, que de changements !

Il est bien révolu le temps de l'immobilisme à Moscou. Si rien n'a réellement changé dans le mode de vie, le fonctionnement de l'économie, les apparences de la rue, le climat intellectuel et politique évolue, lui, d'un mois à l'autre. Une sorte d'état de grâce avait entouré M. Gorbatchev depuis son accession au pouvoir en mars 1985. Le premier secrétaire du Parti communiste devait, certes, livrer de rudes batailles pour installer « ses » hommes ou convaincre ses pairs, mais l'état lamentable de l'économie et l'absence de solutions imposaient un consensus au sommet en faveur du changement. Comme dernière chance pour le système d'éviter une crise grave.

Les intellectuels critiques pouvaient bien afficher leur scepticisme : les vagues de la glasnost (transparence), porteurs d'une renaissance culturelle, ne pouvaient qu'attirer toujours plus de sympathie, voire d'engagements personnels concrets. La plus grande partie de la population restait à l'écart, attendant de juger sur pièces en termes de mieux-vivre, mais le savoir-faire médiatique de M. Gorbatchev, ses succès sur la scène internationale, ses rudes paroles et parfois ses actes dirigés contre des bureaucrates bonnis, les maffiosi du parti, lui assuraient une indéniable popularité.

L'ensemble se donnait une façade d'unanimité que M. Gorbatchev lui-même entretenait, du moins dans ses discours publics, en gommant l'évidence des différenciations sociales face au changement, voire des oppositions politiques dont la réalité fut implicitement reconnue lorsqu'on reprocha à un dirigeant déchu, M. Boris Eltsine, d'avoir cherché à créer une « scission » dans le parti (2).

DEPUIS l'été 1987, l'état de grâce n'est plus, et l'horizon de la perestroïka s'assombrit. Les enthousiastes, les intellectuels critiques, déjà accoutumés à une liberté d'expression dont ils n'auraient pas rêvé il y a deux ans, sont lassés de la nouvelle « magie des mots », pressés de voir s'élargir le champ de la parole libérée mais, surtout, celui des actions concrètes.

(Lire la suite page 6.)

(1) Voir Mikhaïl Gorbatchev, *Perestroïka*, Flammarion, Paris, 1987, 89 F.  
(2) *Pravda*, 13 novembre 1987.

### DANS CE NUMÉRO : Une civilisation qui vacille

Le retour en force du réel — après le choc boursier du 19 octobre et devant les menaces de la récession — surprend tous ceux qui, sous l'effet d'hypnose de l'information-spectacle, s'étaient longtemps plongés sur les confortables nonchalance d'une « ère du vide et de l'éphémère ». L'abandon des impératifs logiques — en économie mais aussi en politique — a conduit à une crise de la pensée et, selon Claude Julien, au « TRIOMPHE DE LA DÉRAISON » (pages 1 et 10 à 13).

#### LA PAVANE DE L'IRRATIONNEL

Déraison ? Comment qualifier autrement le fait que, malgré le poids de son endettement, « LE TIERS-MONDE FINANCE LE DÉVELOPPEMENT DES PAYS RICHES » (pages 8 et 9) ? Et que dire lorsque ces pays, déjà opulents, découvrent « L'ART ET LA MANIÈRE DE CONVERTIR UNE DETTE EN PACTOLE » pour leur exclusif profit (pages 8 et 9) ?

De si déraisonnables attitudes ont permis le craquement boursier et favorisé la récession. Avec cela-ci, « VOICI REVENIR LE TEMPS DES MAGIENS » et ce goût pour les régressions destructrices qui sont « LES SIGNES DU DÉCLIN » (pages 14 et 15). D'autant que « LES LENDMANS INDUSTRIELS SEMBLANT HYPOTHÉQUÉS PAR LE LAISSER-ALLER LIBÉRAL » (pages 16 et 17).

#### CRAQUEMENTS À L'EST

Moins de déraison dans les pays de l'Est ? Pas sûr, si l'on considère qu'arrive « LA FIN DE L'ÉTAT DE GRÂCE POUR M. GORBATCHEV » et qu'à nouveau, en URSS, les opposants aux réformes sortent de l'ombre (pages 1, 8 et 7).

Ces mêmes forces, en Chine, freinent la marche « VERS UN TROISIÈME PAS HISTORIQUE » après le congrès du parti. Alors que des crises de plus en plus violentes éclatent entre « PÉKIN ET SES MINORITÉS », le pays hésite entre « SOCIALISME... OU TENTATION CAPITALISTE » (pages 3 à 5).

Pas d'hésitation de cet ordre à Cuba. Tout le pays continue de vivre, comme la petite ville de Cienfuegos, « A L'HEURE DE LA RECTIFICATION » (pages 20 et 21).

#### UNE SAVEUR D'IDENTITÉ

Déraison, encore, dans le Golfe face au « REMPART DU NATIONALISME DANS L'IRAN EN GUERRE » (page 18). Ainsi que dans l'oubli, par les nantis, d'un peuple menacé de famine en « ÉTHIOPIE, ENCORE » (page 28). Et dans l'interminable conflit du Proche-Orient, même si, pour une fois raisonnable, « L'EUROPE EST SOLIDAIRE POUR LA PAIX » (page 19).

Où est la raison, alors ? Entre autres, et comme paradoxalement, dans ces « NOUVEAUX ÉLANS DE LA CRÉATION AFRICAINE » (pages 22 à 24), chez des poètes comme Tchicaya U Tamsi, des cinéastes comme Souleymane Clusé, des écrivains comme Abdoulaye Mamani. Dans leur fervente recherche d'identité, et dans leur quête politique d'une culture qui exprime souverainement toute la condition humaine. Voir le sommaire détaillé page 28.

M 2136 - 405 - 15,00 F  
3792136015009 04050

Arabes

LE MONDE ARABE ET LE MONDE OCCIDENTAL

**TUNISIE : LA II<sup>e</sup> RÉPUBLIQUE**  
Comme à Paris naguère, un général inaugure une nouvelle République, à Tunis. Pourra-t-il exorciser les démons qui ont fait en quelques années d'une nation riante un pays crié ? Un dossier réalisé par Habib Boularès, Paul-Marie de La Gorce et Philippe Rondot.

**GAULLISME ET MONDE ARABE 20 ANS APRÈS**  
Que reste-t-il des relations privilégiées tissées par Charles de Gaulle avec le monde arabe ?

**URSS-LIBAN : LUNE DE MIEL**  
L'URSS de Gorbatchev séduit des chrétiens libanais naguère irréductiblement pro-occidentaux. Une étonnante convergence...

**BANQUES ARABES : LE REFLUX ?**  
Implantées à Paris dans une période de boom, les banques arabes sont aujourd'hui confrontées à des défis qui menacent leur existence même. Une enquête réalisée par Nabil Frangé, Jean Dabaghy et Pierre-Guillaume Ullmann.

**LES FRANÇAIS CONQUIS PAR L'ORIENT**  
Tahar Ben Jelloun, lauréat du Goncourt. Kenzî Mourad (*De la part de la princesse morte*) et Amine Maalouf (*Léon l'Africain*) battent des records de vente... Depuis quand, pourquoi, comment le public français est-il séduit par l'Orient ?

dans le numéro de décembre 1987  
en vente en kiosques et en librairies.  
Arabes, 78, rue Joffroy, 75017 Paris. Tél. : 46.22.34.14  
Abonnement : 300 FF. Étudiants : 250 FF

Novembre 1987











## LA CHINE APRÈS LE TREIZIÈME CONGRÈS

# Les minorités nationales au gré des

Par  
JEAN-PHILIPPE  
BEJA \*

LES images de la police tirant le 1<sup>er</sup> octobre 1987 sur une foule tibétaine désarmée ont rappelé au monde que le parti communiste chinois n'a toujours pas conquis « les cœurs et les esprits » des ethnies minoritaires qu'il domine. Vingt-huit ans après l'écrasement de la rébellion des Khampas, malgré l'indéniable assoupissement des contrôles qui a suivi la visite de M. Hu Yaobang (alors secrétaire du parti) à Lhassa en mai 1980, les Tibétains restent en majorité fidèles au dalaï-lama. Le Bouddha vivant, reçu à la commission des droits de l'homme du Sénat américain, n'a pourtant pas réussi à modifier la position du gouvernement américain. Ni l'Union soviétique, qui doit tenir compte de ses propres minorités nationales, ni les États-Unis ne sont prêts à envahir leurs relations avec la Chine au nom du droit du peuple tibétain à disposer de son destin. L'Inde non plus ne tient pas à accroître ses difficultés avec son grand voisin du Nord, et a rappelé au dalaï-lama le devoir de réserve qu'impose le droit d'asile dont il jouit sur son territoire (1).

Les manifestations de Lhassa, venant à la suite de celles des étudiants ouïgours contre les essais nucléai-

res (2), posent le problème de la politique du PCC à l'égard des minorités nationales.

Bien qu'elles ne représentent que 6 % de la population de la République populaire, ces minorités occupent plus de 60 % de l'espace. Elles sont installées dans des zones désertiques, arides ou montagneuses, au sous-sol souvent riche en matières premières que les autorités de Pékin ont été jusqu'à présent incapables d'exploiter en raison de l'arriération économique. Dans un pays aussi surpeuplé que la Chine, la possession de cet espace vital revêt une grande importance. Pourtant, les Hans rechignent à s'installer dans des zones où le climat est dur et dont les habitants leur sont hostiles. La plupart des transferts de population ont donc été effectués autoritairement par le gouvernement : « droitiers » puis ingénieurs des grandes villes de l'Est envoyés en Xinjiang après 1957, « criminels » de toute sorte dans les camps de travail nombreux au Xinjiang et au Qinghai, et enfin militaires présents massivement.

Les zones de peuplement des minorités ethniques se trouvent en effet aux frontières de la Chine, ce qui leur confère une formidable importance stratégique aux yeux de Pékin. D'autant que les relations de la République populaire avec ses voisins n'ont pas toujours été idylliques.

on se méfie de la « cruauté », des mœurs barbares des Tibétains, notamment en matière de funérailles, on a un regard amnésique pour les Coréens qui « aiment danser ». Les minorités, notamment celles du sud-ouest du pays (Thais, Naxis, Tibétains), servent aussi aux Hans à déjouer leurs fantasmes sexuels. D'innombrables jeunes instruits envoyés au Yunnan ou au Tibet racontent que, « là-bas », les femmes obéissent volontiers aux désirs des hommes ou, plus encore, qu'elles prennent l'initiative. Dans la mythologie populaire, les minorités se situent à

mi-chemin entre les Indiens des réserves et les Thaïlandaises décrites par les touristes occidentaux. Les ethnologues chinois eux-mêmes considèrent leurs cultures comme autant de fossiles restés en marge de la course vers la civilisation.

Avant 1949, la langue chinoise reflétait cette affirmation de la supériorité han puisque les idéogrammes qualifiant les groupes minoritaires étaient précédés du radical désignant les animaux sauvages.

Les communistes ont aboli cette pratique, mais ils ont fourni une justification théorique aux préjugés ambiants.

Plus encore que leurs prédécesseurs, et quelle que soit la tendance à laquelle ils appartiennent, ils ont pratiqué une politique d'assimilation fondée sur les critères définis par Engels (4) : les cultures des minorités ethniques sont situées sur les degrés inférieurs d'une échelle ainsi constituée : communisme primitif, esclavage, féodalisme, capitalisme et socialisme. Naturellement, les Hans, qui ont décidé d'instaurer le socialisme, se situent au sommet, et les minorités, qui jouissent théoriquement de l'égalité absolue, doivent « s'élever » au niveau de leur « grand frère » (5).

Comment maintenir le contrôle de Pékin sur ces régions en faisant l'économie d'une révolution des mentalités, en continuant à considérer les minorités nationales comme des « barbares de la périphérie » ? Depuis 1949, les dirigeants communistes ont répondu avec une remarquable constance : par la sinisation. Selon les époques, ce concept a rimé avec « transformation socialiste » (début des années 50), « création de l'homme nouveau » (vingt dernières années du règne de Mao) et, aujourd'hui, « modernisation ». En fait, le Parti communiste n'a pas de stratégie spécifique à l'égard des minorités. L'attitude de Pékin est entièrement déterminée par les fluctuations de la politique générale. On peut donc, dans ce domaine comme dans les autres, distinguer trois périodes dans l'histoire de la République populaire : la période « soviétique », la période maoïste et la période « réformatrice ».

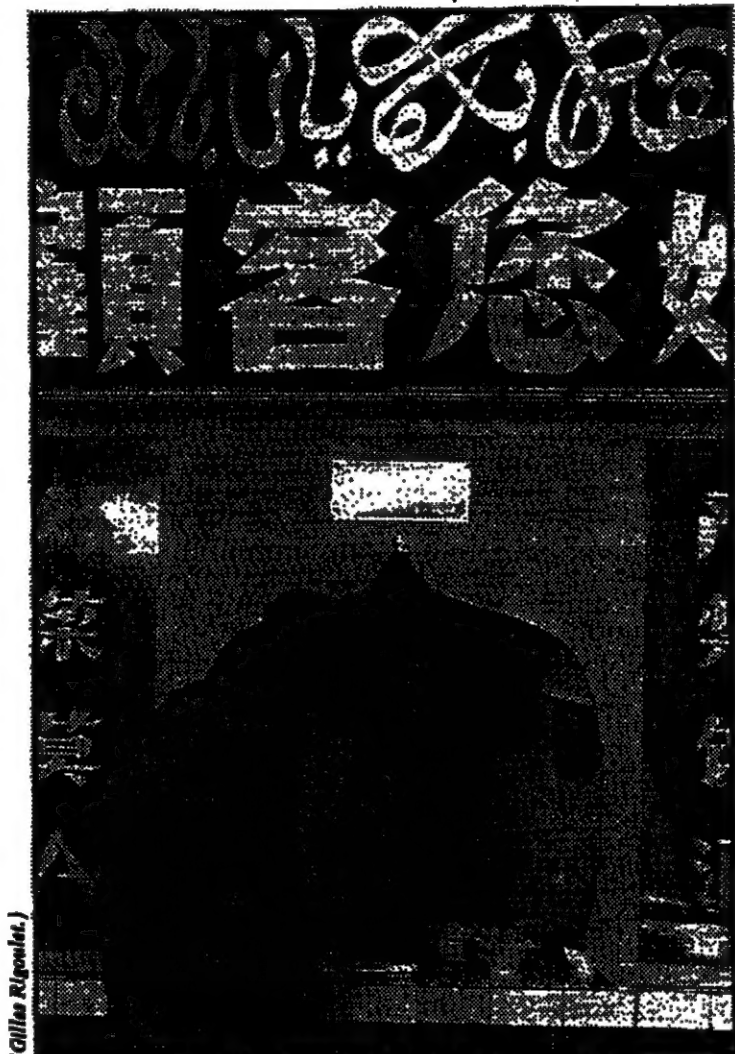
(1) Le 8 octobre 1987, un porte-parole déclarait à New-Delhi que l'Inde considère que « la région autonome du Tibet fait partie de la Chine », et que le dalaï-lama « a été informé qu'aucune activité de nature politique ne serait être conduite à partir du territoire indien ».

(2) Le Monde, 24 décembre 1985.

(3) Les accrochages avec l'Union soviétique de 1969 ont eu lieu en Mandchourie, mais les Mandchous sont nettement minoritaires dans la zone en question.

(4) Friedrich Engels, *Les Origines de la famille, de la propriété privée et de l'État*.

(5) Voir l'ouvrage relaté à Xichuang-Bureau, la Yunnan Shihai kexue (Sciences sociales au Yunnan), n° 1, 1984, et cette citation de Chen Yongchang à l'Assemblée nationale : « Tout le monde sait que si les diverses minorités nationales de Chine veulent rapidement occuper un rang similaire aux nations civilisées culturellement et économiquement avancées, elles doivent apprendre d'abord à absorber la science et la culture avancées de la principale nationalité de notre patrie et à s'assurer l'assistance du peuple han » (Renmin Ribao, 18 février 1958).



UN RESTAURANT MUSULMAN DANS LE NINGXIA. Pékin a autorisé les restaurants à servir la nourriture.

### Un racisme endémique

SUR les trois conflits armés qui ont opposé l'armée populaire de libération à des pays étrangers depuis 1949, deux ont eu pour théâtre des zones habitées par les minorités nationales : le Tibet, pour la guerre sino-indienne de 1962, le Yunnan et le Guangxi pour la guerre sino-vietnamienne de 1979 (3). Enfin, c'est dans la région autonome ouïgure du Xinjiang, au Lohar, que se trouvent les installations nucléaires de l'armée. Le contrôle de ces régions habitées par des populations à la loyauté douteuse constitue donc un impératif stratégique de première importance pour les dirigeants, quels qu'ils soient.

Tout au long de l'histoire de l'empire

du Milieu, les ethnies aujourd'hui minoritaires ont eu des relations difficiles avec les Hans. Ainsi, du treizième au quatorzième siècle, puis du dix-septième au début du vingtième, les Mongols et ensuite les Mandchous ont dominé l'empire du Milieu. Les Hans ont eu beaucoup de mal à asséoir leur domination sur les Ouïgours et les Tibétains. Encore a-t-elle connu de longues périodes d'éclipses, et de 1911 à 1950, le « Toit du monde » a joui d'une indépendance de fait. Cet héritage pèse sur les mentalités. Se croyant dépositaires de la culture, les Hans considéraient les minorités comme « arriérées ». Ceux qui reconnaissent leurs spécificités les ravalent au niveau du folklore, mais le plus souvent les stéréotypes régissent en maître : on se moque des Ouïgours qui mangent avec les mains,

## Socialisme... ou tentation

Par  
JACQUES  
DECORNOY

NE « première » en Chine : la « zone économique spéciale » de Shenzhen, proche de Hongkong, a décidé en juillet de céder à bail des terres pour cinquante ans à des Chinois ou à des étrangers. Shanghai et Tchéou Hainan ont aussitôt fait connaître leur intérêt pour de telles transactions. Or, fait significatif, alors même que le congrès du PC était réuni, un responsable annonçait que Hainan deviendrait « zone économique spéciale » et pourrait céder des terres à des étrangers (1). Cependant, les éléments « conservateurs » du PC n'ont pas caché leur mécontentement, estimant ces pratiques contraires à la Constitution et les rapprochant du système des concessions dont bénéficiaient les étrangers dans les ports avant 1949.

Autre « première » : une société pékinoise (bénéficiaire), fabriquant des boîtes de vitesses et désireuse de développer ses activités, a racheté une entreprise (déficiente) spécialisée dans les pièces détachées. M. Qin Yuanwen, directeur de la compagnie, déclare : « Le rachat d'entreprises est certes très commun en Occident, comme le sont les faillites, les fermetures et les ventes aux enchères. Mais, dans notre société socialiste, la question se pose de savoir si des entreprises appartenant à l'Etat peuvent être achetées sur une base commerciale. L'estime logique l'achat et la vente d'entreprises (2) ». Voici, note Time Magazine, une nouvelle pratique capitaliste en Chine, qui s'ajoute à d'autres, comme le licenciement d'ouvriers, la vente d'actions et la possibilité pour les paysans de fixer les prix de vente de leurs produits. Bien sûr, M. Qin a agi avec l'accord des autorités ; bien sûr, il n'est pas propriétaire de l'entreprise. Cependant, il ne cache

pas que sa décision visant à améliorer la rentabilité de la société qu'il dirige s'inspire des méthodes en usage dans le monde capitaliste.

En ce même mois de septembre 1987, une délégation de la Banque mondiale étudie à Pékin les plans de réforme économique, et s'en félicite. Elle apprend notamment, rapporte le Financial Times du 4 septembre, que les autorités, abandonnant la vieille politique d'autosuffisance, projettent de diversifier les productions agricoles dans les riches provinces côtières et ainsi de faire davantage dépendre l'économie des importations de céréales, et donc du marché mondial. La Chine, déclare le premier ministre, veut « introduire chez elle toutes les méthodes communément utilisées sur le plan international pour développer l'économie des produits de base, mais dans les conditions du socialisme ».

Le problème est clairement posé, en apparence du moins : « les conditions du socialisme » doivent être respectées. Les exemples évoqués incitent pourtant à la réflexion. Si un chef d'entreprise actif, porté de surcroît par un marché (local ou étranger) demandeur, rachète une autre société plus ou moins mal gérée, il se montre certes efficace, mais que reste-t-il du socialisme, de la recherche d'un développement équilibré et d'une satisfaction générale des besoins ? Ces besoins peuvent-ils être définis selon les normes de la rentabilité, ne peuvent-ils être hiérarchisés dans une société d'un milliard d'hommes encore globalement pauvres ? Et quel est le poids du « socialisme » dans une politique s'inspirant de plus en plus du mécanisme du négoce mondial où les prix (ceux des céréales, en particulier) sont, que l'on sache, fixés à Chicago plus souvent qu'à Shanghai ?

Ces questions, à partir d'autres exemples, Michel Chossudovsky, qui enseigne l'économie à l'université

d'Ottawa, les résume en une formule plus générale, qui fournit le titre de son dernier ouvrage : « Vers une restauration du capitalisme ? Le socialisme chinois après Mao » (3). Un livre qui provoque, heurté : le chercheur canadien estime en effet que la Chine a rompu avec le socialisme et s'intègre à pas de géant dans le système capitaliste. Pour lui, la rupture s'est faite lorsque, en octobre 1976, la « bande des quatre » a été évincée du pouvoir, et elle a été officialisée lors des réformes de 1978 et 1979. Autrement dit, la dérive « droitiste » a été la conséquence de l'échec de la révolution culturelle, échec lui-même provoqué notamment par la persistance, dans les années qui ont précédé ce chambardement, de puissants courants, au sein de l'appareil de l'Etat et du parti, favorables à l'épanouissement d'une économie en fait capitaliste, même si elle est qualifiée de socialiste. Nulle part en tout cas, dans son livre, Michel Chossudovsky n'assimile la révolution cultu-

relle (sur les « excès » de laquelle il passe un peu vite) à un tel quel redécouverte des habits du président Mao.

L'auteur passe en revue les divers aspects de la stratégie mise en place par M. Deng Xiaoping et ses amis. L'agriculture ? La privatisation de facto de la terre, des machines, du cheptel ne peut, au nom de la rentabilité et de l'« économie » chère à la Banque mondiale, que rendre plus riches les provinces riches, et appauvrir les régions pauvres. La Chine entre dans « le monde de l'agro-business ». L'industrie ? Le pouvoir des managers et des ingénieurs est de plus en plus grand. La « modernisation » réintègre ce secteur dans le monde capitaliste.

(1) Far Eastern Economic Review du 15 octobre, et International Herald Tribune du 30 octobre 1987.

(2) Time Magazine, 14 septembre 1987.

(3) Michel Chossudovsky, *Towards Capitalism Restoration ? Chinese Socialism after Mao*, Macmillan, Londres, 1986, 252 pages, 6,95 livres.

## capitaliste

La réforme économique mise en œuvre en Chine est une tentative de libéralisation des échanges et de développement des entreprises privées. Le régime de Pékin et de l'embouchure du Yangtsé a décidé de l'économie de marché. Elle élimine les entreprises étatiques au profit de la concurrence d'un marché libre, mais elle laisse à un régime supérieur, national, le monopole des affaires étrangères et des affaires industrielles de la Chine. La réforme de la production de biens de consommation de masse ou de services de biens de consommation de masse, la libération de celle des biens de consommation courante. L'industrie

### Confucius et

MICHEL CHOSSUDOVSKY analyse dans le titre du capitalisme la révolution actuelle, notamment l'action dérivée, selon lui, des bourgeoisies chinoises d'Asie du Sud-Est. Le capitalisme étranger (et même d'origine chinoise) trouve en Chine un terrain d'essai non seulement pour ses produits, mais aussi pour ses méthodes de gestion et de production. Les entreprises étrangères ont été autorisées à s'installer dans les zones de production d'exportation de produits de haute technologie. La question des coûts n'est d'ailleurs pas la seule à être prise en compte. Plus important, écrit l'auteur, les chocs technologiques, les transferts de technologie, etc., ne sont pas des échanges égaux. C'est dans un tel contexte qu'il faut analyser les rapports économiques entre Pékin et Washington. L'attitude de la Chine à l'égard des régimes du Sud-Est asiatique ne doit pas être jugée uniquement en fonction des intérêts des bourgeoisies chinoises, mais aussi en fonction de la situation de la bourgeoisie locale et des relations de la bourgeoisie locale avec la bourgeoisie chinoise. Quelle subit la « bourgeoisie

REVUE  
des  
SCIENCES MORALES  
& POLITIQUES

Sommaire du n° 3 - 1987

Laurent Schwartz  
De certains processus mentaux dans la découverte des mathématiques.

David Molho  
La création de la mode féminine.

René Huyghe  
L'art de notre temps. Intellectualisme et symbolisme inconscient.

Pierre Massé  
L'aléatoire et la pensée économique.

Philippe Bourard  
La création humoristique.

Jacques Séguéla  
La « pub » : un mensonge qui dit la vérité.

Jacob Kaplan  
Le nouveau regard chrétien sur le judaïsme.

Vente au numéro : 95F (France) - 120F (Export)  
Par abonnement (1987) : 4 n° 347F (France) - 462F (Export)  
tarifs valables jusqu'au 31 décembre 1987  
CDR Centrale des revues - 11, rue Gossin - 92543 Montrouge Cedex - France

gauthiervillars

Recherches  
internationales

N° 25 - AUTOMNE 1987

FAIRE DE LA POLITIQUE EN PAYS SOCIALISTE

Actes de la journée d'études de l'IRM du 13 juin 1987 (G. Marcos, F. Cohen, J. Radanyi, M. Lesage, N. Marie, L. Robel, M. Dion, E. Charvin, J. Legrand, E. Toulouze, G. Fournial, M.-C. Desrochers, S. Bouffier, D. Uzumli, A. Roux)

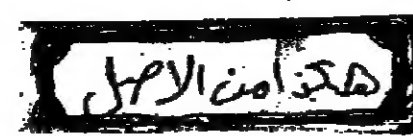
Le numéro : 80 F.  
Abonnement : 4 numéros par an, 180 F.

Bon de commande

Le numéro 25 de Recherches internationales  
Un abonnement à partir du numéro 25.

NOM ..... Prénom .....  
Adresse .....  
Ville ..... Code postal .....  
Profession ..... Année de naissance .....  
Bulletin à retourner à : SEPIRM, 64, bd Auguste-Blanqui, 75013 Paris  
Chèque à l'ordre de : SEPIRM.

● ATLAS ÉCONOMIQUE DE LA CHINE. — En français, anglais et chinois, un très intéressant atlas économique établi par Pierre Gentelle, qui montre clairement l'état de développement — et de sous-développement — de la Chine, globalement et région par région (Payard-Reclus, Paris, 1987, 112 pages, 180 F.).





# DU PARTI COMMUNISTE

## variations de la politique générale

LE CONGRÈS  
gré des

Plus encore que leurs préférences, c'est la volonté de la tendance à la gauche du PCC, celle qui a conduit à la politique d'assimilation fondée sur les critères définis par Engels (4) : les peuples des minorités ethniques ont subi les degrés inférieurs de l'oppression, esclavage, féodalisme, capitalisme et socialisme. Naturellement, le socialisme, se situant au sommet de la hiérarchie, qui jouissent de théories théoriques de l'égalité absolue, doivent « élever » au niveau de leur « grand frère » (5).

Comment maintenir le contrôle de la révolution sur ces régions en faisant l'homme nouveau ? L'attitude de Pékin a consisté à considérer les minorités nationales comme des « barbares » et à les transformer en « civilisés » (6). Depuis 1949, les dirigeants communistes ont répondu à cette situation remarquable comme à une « tâche » à accomplir. Selon les époques, le concept a rimé avec « transformation socialiste » (début des années 50), « création de l'homme nouveau » (vingt dernières années du régime Mao) et, aujourd'hui, « modernisation ». En fait, le Parti communiste a mis de la stratégie spécifique à l'égard des minorités. L'attitude de Pékin a été déterminée par les besoins de la politique générale. On peut donc, dans ce domaine comme dans les autres, distinguer trois périodes dans l'histoire de la République populaire : la période « soviétique », la période « socialiste » et la période « réformatrice ».

(1) Le 10 octobre 1957, un parti-pays a été créé à New-Delhi sous le nom de « région autonome du Tibet » (la région autonome du Tibet fut créée en 1959 et est en fait la région autonome du Tibet). Le 10 octobre 1957, un parti-pays a été créé à New-Delhi sous le nom de « région autonome du Tibet » (la région autonome du Tibet fut créée en 1959 et est en fait la région autonome du Tibet).

(2) Le 10 octobre 1957, un parti-pays a été créé à New-Delhi sous le nom de « région autonome du Tibet » (la région autonome du Tibet fut créée en 1959 et est en fait la région autonome du Tibet).

(3) Le 10 octobre 1957, un parti-pays a été créé à New-Delhi sous le nom de « région autonome du Tibet » (la région autonome du Tibet fut créée en 1959 et est en fait la région autonome du Tibet).

(4) Friedrich Engels, *Les Origines de la famille, de la propriété privée et de l'Etat*, 1884.

(5) Voir l'ouvrage de Pékin, *La Région autonome du Tibet*, 1959.

(6) Voir l'ouvrage de Pékin, *La Région autonome du Tibet*, 1959.

Dans un premier temps (1949-1955), Pékin va tenter de se concilier les élites locales en leur donnant des postes honorifiques dans les nouvelles instances administratives, le pouvoir réel appartenant aux militaires et aux communistes hants, et de les convaincre de partager leurs terres. Le concept d'« autonomie » des régions minoritaires (6) sert cet objectif en fournissant de nombreux postes sans pouvoir réel à tous les niveaux aux élites traditionnelles. En même temps, on envoie dans des instituts de minorité nationale des jeunes qui apprennent le chinois et s'initient à la politique du PCC. Ils devaient prendre la relève des élites traditionnelles. En général, cette intégration des notables traditionnels dans les

zones peuplées de minorités structurées (Ouzgours, Kazakhs, Bais) se passe sans trop de heurts. La réforme agraire est réalisée avec un peu de retard, et l'on commence à installer les coopératives. Cependant, en 1957, les intellectuels ouigours, par exemple, se plaignent de la politique d'assimilation et de la présence militaire chinoise au

Xinjiang, et demandent la création d'une République du Turkestan. A cette époque, le Tibet représente une exception, puisque l'accord signé le 23 mai 1951 entre le gouvernement du dalaï-lama et les représentants de Pékin stipule que le système sociopolitique restera inchangé.

pendant des incidences sur la vie des minorités ; la pratique religieuse, les cérémonies traditionnelles sont à nouveau tolérées, et, à partir de 1980, du Xinjiang au Tibet en passant par le Yunnan, mosquées et monastères sont restaurés, souvent aux frais des fidèles.

Le renouveau de tolérance renforce le sentiment d'identité des ethnies et, paradoxalement, leur sentiment envers la domination chinoise. L'afflux de touristes occidentaux, la multiplication des contacts avec les compatriotes qui ont émigré depuis 1949, ont fait prendre une conscience encore plus aiguë aux minorités ethniques de l'arriération économique de la Chine. Depuis 1982, les heurts entre ethnies minoritaires et Hants se sont multipliés (ou, du moins, la plus grande ouverture nous permet-elle d'en avoir connaissance) : incidents d'Alsu ou Xinjiang en 1981 (9), où une bagarre a dégénéré en véritable pogrom antichinois, manifestations nationalistes au Tibet à l'occasion des visites des délégations du dalaï-lama (10), manifestations des étudiants originaires du Xinjiang contre les essais nucléaires et la présence de l'armée chinoise en décembre 1985. Seul le Yunnan est épargné, Vietnamiens et Laotiens se comportant de manière encore plus agressive à l'égard des ethnies minoritaires au-delà de la frontière.

### La révolte de 1958-1959 au Tibet

EN fait, dès 1956, les Chinois commencent à effectuer une réforme agraire dans la périphérie de la région, partageant les terres des monastères et obligeant les moines à se marier et à cultiver leurs champs, provoquant ainsi l'indignation d'une population très attachée à ses traditions.

Hoïs (musulmans) de Shadian, au Yunnan, d'élever des porcs les conduira à prendre les armes (8). Il faudra que Hua Guofeng se rende sur place et ordonne à l'armée d'intervenir au canon contre les villages pour mettre un terme à la rébellion. Au Yunnan, les Chinois interdisent aux montagnards de cultiver le riz sec. Et partout sont détruits les lieux de culte alors qu'ils représentent le principal lieu de transmission de la culture nationale. En 1976, le ressentiment, manifeste ou latent, à l'égard des Hants est évident dans la plupart des ethnies minoritaires.

Ces destructions sur le plan culturel n'ont eu aucune contrepartie en matière de développement économique, les seuls investissements importants étant des routes stratégiques, ou l'extraction du pétrole, qui ne profite nullement aux minorités. De 1958 à 1977, le niveau de vie des populations périphériques a baissé. Cependant, les pratiques sociales traditionnelles, bien que contraintes à la clandestinité, sont demeurées vivaces.

Le parti communiste peut-il accepter un tel compromis ? Les opinions au centre ne sont sans doute pas unanimes, et il est à craindre que militaires et « conservateurs » s'accrochent mal d'une telle situation. Les Tibétains ont fait perdre la face à l'armée chinoise en septembre-octobre 1987. En août 1987, dans son autobiographie, M. Hu Yaobang a regretté son attitude trop « libérale » au Tibet (12). On peut redouter que ses généraux et leurs mentors ne cherchent à faire payer cette insulte aux responsables de la politique d'ouverture.

### Quatre alphabets ouigours en trente-trois ans...

LES vicissitudes de l'alphabet ouigour sont une excellente illustration de l'histoire des communistes chinois à l'égard des minorités nationales. A la Libération, l'alphabet arabe, enseigné dans les écoles coraniques, était l'unique véhicule de la culture ouigour. En 1956, conscients que cette situation donnait un avantage exorbitant aux élites religieuses et risquait d'aliéner l'hostilité à l'égard des Hants, les dirigeants le remplacèrent par l'alphabet cyrillique, en vigueur dans les républiques turcophones de l'URSS. Cette mesure avait l'inconvénient de couper les jeunes de leurs traditions, mais elle leur permettait au moins de communiquer avec leurs cousins du Nord.

A partir de 1958, et surtout de 1966, Mao met en œuvre son projet de « communisation » à outrance de la Chine. Cette impatience révolutionnaire conduit les dirigeants du PCC à considérer les particularismes culturels des minorités comme autant d'obstacles sur la voie du socialisme. Cette politique est vécue dans les zones périphériques comme une tentative de sinisation à outrance. Elle va se poursuivre, avec des hauts et des bas, pendant vingt ans et fera des ravages encore plus considérables chez les ethnies minoritaires que chez les Hants. La volonté de sédentariser par la force les nomades kazakhs et turkmènes conduit de cent mille à deux cent mille d'entre eux à s'enfuir en Union soviétique. Toujours en 1958, une révolte des Huis ayant pour but d'établir une république islamique est déclenchée par l'imam Ma Zhenwu. L'armée la matraqua dans le sang (7).

C'est dans ce contexte, finalement très semblable à celui de la Chine de l'intérieur mais auquel vient s'ajouter l'élément national, que M. Deng Xiaoping décide de changer d'attitude. Pourtant, si le programme de modernisation qu'il met en œuvre à partir de 1978 prend en compte les réalités sociales, tant dans l'intérieur que dans les zones minoritaires, il n'en considère pas moins que les particularismes représentent un obstacle avec lequel le pouvoir central ne doit composer que provisoirement. La nouvelle politique a

La nouvelle stratégie n'a pas permis de convaincre les peuples périphériques de la nécessité de demeurer au sein de la grande famille chinoise, qui, pour eux, s'apparente trop à la famille confucianiste où le père dispose d'un pouvoir absolu. La politique d'ouverture a encore renforcé les frustrations des jeunes cadres locaux, qui se plaignent de n'avoir jamais l'occasion d'être envoyés à l'étranger par le gouvernement, tout en dénigrant le bas niveau de l'éducation dispensée dans les « régions autonomes » ou dans les instituts des minorités nationales. Au Xinjiang, les Ouzgours regardent de plus en plus vers l'URSS, vers leurs frères d'Afghanistan ou même vers la République islamique iranienne. Pourtant, la revendication d'indépendance semble complètement irréaliste. Les plus intelligents des dirigeants des

minorités, comme le dalaï-lama (11), cherchent aujourd'hui à obtenir des communistes qu'ils se comportent comme les empereurs qui les ont précédés à Pékin : qu'ils laissent leurs armées aux frontières, mais autorisent les ethnies minoritaires à vivre selon leurs traditions, sous la direction de leurs élites naturelles qui feraient serment d'allégeance à la Chine, comme ce fut plus ou moins le cas au Tibet, de 1950 à 1956.

Le parti communiste peut-il accepter un tel compromis ? Les opinions au centre ne sont sans doute pas unanimes, et il est à craindre que militaires et « conservateurs » s'accrochent mal d'une telle situation. Les Tibétains ont fait perdre la face à l'armée chinoise en septembre-octobre 1987. En août 1987, dans son autobiographie, M. Hu Yaobang a regretté son attitude trop « libérale » au Tibet (12). On peut redouter que ses généraux et leurs mentors ne cherchent à faire payer cette insulte aux responsables de la politique d'ouverture.

JEAN-PHILIPPE BÉJA.

(6) Après une période d'abstention, les Chinois ont abandonné l'idée de créer des républiques sur le modèle soviétique garantissant la liberté (illusoire) de sécession. Certains dirigeants des régions autonomes doivent appartenir aux minorités nationales, mais ils doivent agir dans le cadre de la politique décidée par Pékin. La plupart des régions autonomes ont été créées dans les années 50 : Xinjiang en 1955, Zouang et Hui en 1958. Le vide du concept d'autonomie apparaît de façon évidente avec la création, en 1965, de la région autonome de Tibet, fondée alors que toute forme de pouvoir tibétain autonome a été écartée. Rappelons que le recensement de 1982 montre qu'à l'exception du Tibet toutes les régions autonomes sont peuplées majoritairement de Hants.

(7) Raphael Dinnelli, « The Muslim Minority in the People's Republic of China », *Asian Survey*, août 1981.

(8) *Guanchajia* (The Observer), revue de Hongkong, décembre 1978, et *Le Monde*, 11 et 13 octobre 1978.

(9) *Guanchajia*, juillet 1981.

(10) *Far Eastern Economic Review*, 8 août 1980.

(11) Dans l'interview publiée par *Le Monde* datée 18-19 octobre 1987, le dalaï-lama adopte une attitude extrêmement mesurée qui montre une connaissance profonde de son adversaire.

(12) *Zhengming*, octobre 1987, et *The Financial Times*, 15 octobre 1987.

La brouille sino-soviétique s'envenimant, dès 1968, Chou En Lai proposait d'adopter l'alphabet latin, qui, selon lui, convenait mieux aux inférieurs du ouigour. Cette mesure fut généralisée en 1980. Naturellement, on prit bien soin d'adopter une romanisation différente de celle en vigueur en Turquie. Le rêve des communistes chinois était enfin réalisé : les jeunes Ouzgours n'auraient plus l'esprit pollué par les œuvres « féodales » ou « réactionnaires ». En 1982, les autorités ont enfin rétabli l'usage de l'alphabet arabe. C'est un changement d'alphabet en trente-trois ans ! Qui se soucie du gâchis causé à plusieurs générations d'Ouzgours ?

La répression de la révolte des Khampas en 1958-1959 met un terme à l'autonomie dont jouissait encore le Tibet, et provoque l'exil du dalaï-lama et la destruction systématique de la culture locale : les militaires chinois ne se sont pas contentés de raser plus de deux mille cinq cents monastères, dépôts de cette culture, ils sont allés jusqu'à interdire aux Tibétains de cultiver l'orge, qui constitue l'essentiel de leur alimentation, pour le remplacer par le blé d'hiver, Pékin ayant décidé qu'il était plus nourrissant. La volonté de changer les habitudes alimentaires semble du reste faire partie d'un plan de destruction des particularismes puisque, en 1975, l'obligation faite aux

### La tentation capitaliste ?

Les rapports sociaux sont fondés sur l'effort, et le modèle de formation est celui des universités américaines. La politique des salaires et de l'embauche confirme ce diagnostic. L'économie de marché ? Elle élimine les entreprises faibles (au lieu de les hisser à un niveau supérieur), accroît les disparités régionales (au profit des villes industrielles de la côte), favorise la fabrication de produits de luxe ou de semi-luxe, ou de biens destinés à l'étranger, au détriment de ceux des biens de consommation courante. L'industrie

### capitaliste ?

Les rapports sociaux sont fondés sur l'effort, et le modèle de formation est celui des universités américaines. La politique des salaires et de l'embauche confirme ce diagnostic. L'économie de marché ? Elle élimine les entreprises faibles (au lieu de les hisser à un niveau supérieur), accroît les disparités régionales (au profit des villes industrielles de la côte), favorise la fabrication de produits de luxe ou de semi-luxe, ou de biens destinés à l'étranger, au détriment de ceux des biens de consommation courante. L'industrie

lourde ne peut que pâtir de cette situation, au profit d'une industrie légère, dépendante, de surcroît, de la technique et du capital étrangers (ou chinois d'outre-mer). Une société duale se met ainsi en place, dont bénéficient de petites poches de citoyens pensant et consommant comme à Hongkong. Après tout, la colonie britannique n'a peut-être pas à se soucier trop de l'échec de 1997, dans la mesure où, avant même le rattachement au continent, elle « déteint » sur la frange urbaine côtière de la mère patrie.

### Confucius et Taylor

MICHEL CHOSSUDOVSKY analyse aussi le rôle du capital étranger dans l'évolution actuelle, et notamment l'action décisive, selon lui, des bourgeoisies chinoises d'Asie du Sud-Est. Le capitalisme étranger (et chinois d'outre-mer) trouve en Chine une main-d'œuvre non seulement inabordable, mais qui coûte trente fois moins cher qu'en Occident, et est aussi bien meilleur marché qu'en Corée du Sud, à Taiwan ou en Malaisie. Une chemise fabriquée en Chine, et vendue 15 dollars à New-York, inclut dans son coût de production un salaire de 0,45 dollar et n'aura pas rapporté davantage à son entreprise d'origine. La question des coûts n'est d'ailleurs qu'un des éléments du problème. Plus généralement, écrit l'auteur, les choix économiques (investissements, transferts de technologie, etc.) ne sont pas le fait des Chinois, mais des entrepreneurs étrangers. Et c'est dans un tel contexte qu'il faut analyser les rapports stratégiques entre Pékin et Washington, et l'attitude de la Chine à l'égard des régimes du Sud-Est asiatique au sein desquels les bourgeoisies chinoises jouent un rôle considérable. Des « alliances de classe » se tissent de la sorte, mais, contrairement à ce qu'il s'est passé dans d'autres pays du tiers-monde où la bourgeoisie locale est « cliente » d'un pouvoir capitaliste extérieur, qu'elle subit, la « bourgeois-

tie d'Etat » chinoise a bien choisi de s'engager dans la voie actuelle. Dans ces conditions, les relations sociales fondées sur « l'autoritarisme confucien et le taylorisme occidental » ne peuvent guère être décriées, ni vécues, comme une étape en direction du socialisme. La base sociale du régime est active, mais, selon Michel Chossudovsky, elle est essentiellement constituée par une sorte de classe moyenne urbaine qui représente environ 20 % de la population des villes, soit 6 % du milliard de Chinois. Ce livre ouvre un débat de fond sur le type de projet de société qui se dessine pour la Chine. Michel Chossudovsky ne s'attarde guère sur les questions démographiques. Or, même si l'on met entre parenthèses l'interrogation sur la nature réelle du système, et ce qu'elle implique comme vision des rapports humains, comment croire que le mode de vie d'une classe sociale privilégiée, de Hongkong ou de San-Francisco, peut être étendu à une énorme masse rurale, en pleine expansion de surcroît ? Un tel type de développement suppose des choix sociaux bien précis et la cooptation de contradictions dans la société, avec leur cortège de mesures répressives ; l'acceptation, aussi, d'un divorce de plus en plus évident entre le discours officiel et la réalité vécue par la majorité de la population.

JACQUES DECORNOY.

**PEUGEOT - CD - TT - SODEXA**



**Quand le lion présente ses lettres de créance**

Quand on est en poste, le choix d'un véhicule requiert réflexion. Une marque réputée, un réseau compétent et dense, un passé historique dans la production comme dans la compétition sont autant de quartiers de noblesse. Pour le personnel diplomatique, Automobiles PEUGEOT a mis en place une organisation spécialisée, PEUGEOT SODEXA qui apporte une expérience et un savoir-faire internationaux : tarif préférentiel, facilités de règlement personnalisées, gamme de véhicules conformes aux normes en vigueur sur le territoire d'affectation, reprise du véhicule d'occasion, expédition dans le monde entier, formalités.

Avant de lettres de créance qui font de PEUGEOT SODEXA un partenaire fiable, sérieux, discret et efficace sur toutes les routes étrangères où le lion PEUGEOT est l'expression du rayonnement de la technique française.

PEUGEOT - CD - TT - SODEXA - SERVICE VENTES DIRECTES AUX DIPLOMATES  
magasin d'exposition PEUGEOT  
Bureau SODEXA - CD - TT - 136 Champs-Élysées - 75008 PARIS - Tél. : (1) 42.25.20.98  
Siège social SODEXA - 115 rue Danton - 92400 COURBEVOIE - Tél. : (1) 47.88.50.83 - Téléc. 615.072.F  
SODEXA - Filiale Automobiles PEUGEOT

(1) *Far Eastern Economic Review* 15 octobre, et *International Herald Tribune* 15 octobre 1987.  
(2) *Time Magazine*, 14 septembre 1987.  
(3) Michel Chossudovsky, *Towards Capitalism in China*, Clarendon Press, Oxford, 1986, 224 pages, 12,50 £.  
(4) *Le Monde*, 14 février 1986.



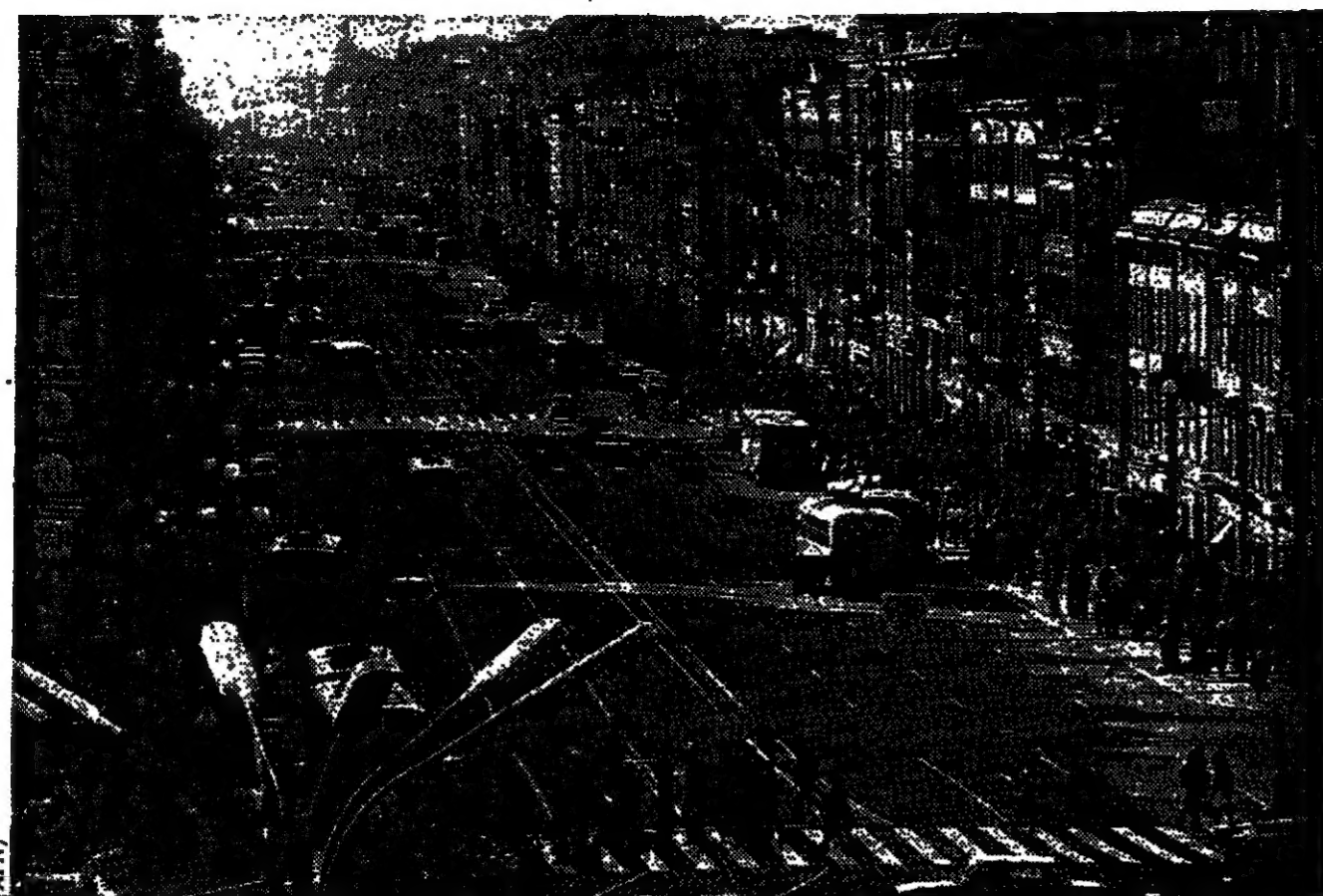
## LA RÉFORME EN UNION SOVIÉTIQUE :

## Fin de l'état de grâce

(Suite de la première page.)

Mais la politique n'est pas rectiligne... comme la perspective Nevski - (dit-on). Si le renouveau de la pensée politique officielle est de grande envergure, comme en témoigne le livre-programme de M. Gorbatchev (3), son discours du 2 novembre marque une courbe rentrante. L'occasion du sixième anniversaire de la révolution n'a pas été saisie pour une spectaculaire réhabilitation de l'histoire : reconnaissance du rôle de Trotski, de Boukharine et des autres compagnons de Lénine jetés aux oubliettes, effacement des infamies dont ils furent accablés lors des procès staliniens des années 30, hommage aux victimes des répressions. Des articles de presse et des conversations, au cours des derniers mois, alimentaient de tels espoirs.

Il ne pouvait, certes, être question d'une réhabilitation politique de Trotski ; mais celle, pénale, des condamnés des procès de 1936-1937 était à l'ordre du jour (4). Au lieu de ce « retour à la vérité » tant espéré, M. Gorbatchev a servi un jugement tempéré sur le stalinisme, sensiblement en retrait sur le rapport Khrouchtchev de 1956, dit « secret » (il fut largement diffusé par voie orale, lors de réunions de communistes et de sans-parti), et sur ceux, publics, soumis au vingt-deuxième congrès du parti en 1961. Sans doute M. Gorbatchev doit-il composer non seulement avec ses collègues, mais aussi avec une large partie de la population qui n'accepterait pas une condamnation « unilatérale » de Staline, associé aux exploits de l'industrialisation et à la victoire sur l'Allemagne nazie. Cette controverse déjà traditionnelle, et passablement simpliste, autour des « mérites » et des « erreurs » de Staline semble pourtant dépassée par les articles et les livres qui - tel le roman d'Anatoly Rybakov, *Les Enfants de l'Arctique* - tendent à restituer l'histoire des Soviétiques dans toute sa tragique complexité. Le réexamen des drames de la collectivisation forcée, en 1928-1932, est lui aussi entamé, notamment dans les écrits de l'historien Danilov ou du romancier Belov. Quant au

LA PERSPECTIVE NEVSKI À LÉNINGRAD  
« L'action politique n'est pas rectiligne ».

débat sur l'année 1917, il se polarise de manière révélatrice sur la révolution démocratique de février et sur le processus qui mène à la prise de pouvoir par les bolcheviks en octobre.

Y avait-il une autre voie ? A la veille d'Octobre... ou à la fin des années 20, au seuil de la collectivisation et de l'industrialisation accélérée ? Telles sont les questions qui sous-tendent plus ou moins explicitement la discussion. On comprend que ce qui est en jeu, c'est la légitimité historique du parti au pouvoir depuis 1917.

dente et graduelle dans son amorce, mais lancée sur une trajectoire telle que l'on ne pourra rien changer sans tout changer et, dès lors, sans toucher « au cœur du système », pour reprendre l'expression de l'économiste Abel Aganbegian.

L'ouvrage d'Abel Aganbegian, principal inspirateur de la réforme, est très explicite (8). Ses théories sont proches de celles que développait à Prague, en 1968, M. Ota Sik, en faveur du « socialisme de marché ». M. Aganbegian polémiquait avec les dogmatiques qui associent marché et capitalisme en rap-

pelant que le premier est bien antérieur au second. Son extension générale, en un système « où tout est à vendre et tout est à acheter », est hors de perspective pour l'économie soviétique, où bien des valeurs matérielles (et autres) restent contraintes au marché, défini comme « régulateur auxiliaire ». Mais les choix décisifs ne sont qu'esquissés

et reportés à plus tard : la réforme globale des prix, la suppression des organes centraux d'approvisionnement (Gosnab) au profit d'un véritable marché des moyens de production. D'ici là (1990 ?), ce sera la transition par un système hybride, où les entreprises publiques autofinancées (tout comme les secteurs privé et coopératif) continueront de se heurter à la tutelle des ministères (et autres administrations), aux pénuries d'approvisionnement.

La réforme est donc condamnée au « mariage contradictoire de la démocratie et du centralisme », exposée aux vicissitudes du compromis. « Je comprends, écrit M. Aganbegian, et, à bien des égards, je partage le radicalisme de certains camarades qui estiment que le mécanisme économique projeté et le système de gestion sont le fruit d'une lutte entre plusieurs avis, de jugements contradictoires et qu'ils constituent, à leur manière, un compromis entre ceux qui veulent changer de manière révolutionnaire le système de gestion et ceux qui sont favorables à un perfectionnement évolutif. Mais il faut tenir compte d'une autre chose. La responsabilité (...) est immense : il faut la stabilité. Nous sommes tous conscients que le moindre faux pas dans la refonte du mécanisme économique se traduira par des pertes de plusieurs milliards de roubles que notre pays devra seul supporter (9). »

Il n'y a pas que les roubles. La stabilité sociale est sérieusement affectée par la baisse des performances économiques. Les réformateurs ne se font pas d'illusions : la déstabilisation sociale ne peut que s'accroître avec les changements, il ne s'agit pas de la refuser, mais de s'en servir. C'est pourquoi la réforme est aussi sociale, et politique. Et en cela, elle débouche largement sur « exemple hongrois ». L'URSS ne connaît pas les contraintes (et les alibis) qu'impose un « grand frère ». L'espace à maîtriser est immense, et, de surcroît, multinational.

## Les pesanteurs et les craintes

COMMENT réagiront les divers groupes sociaux ?

C'est une lapalissade de dire que la réforme va léser, globalement, la « bureaucratie ». Mais qu'est-ce que la « bureaucratie » ? Un style de travail, une « maladie de l'organisation », une classe, ou des couches sociales ? Sur ce chapitre, les théories abondent désormais en URSS. On peut supposer que les dix-huit millions de fonctionnaires des appareils du parti, de l'Etat, de l'armée, du KGB, ne vont pas figurer comme le fer de lance du changement. Mais des fractions importantes de ces appareils seront nécessairement ralliées. L'autoréforme comme planche de salut, le patriotisme, les occasions d'ascension sociale, peuvent être des mobiles. Pour beaucoup, la *perestroïka* sera moins refusée que chargée d'espoirs contradictoires.

La résistance purement et durement conservatrice provient des couches les plus organisées liées au modèle centraliste autoritaire - dans les ministères, le secteur protégé de l'appareil

militaro-bureaucratique - et aux échelons intermédiaires tels que les *raïkoms*, les comités régionaux du parti, dont les ingérences dans la vie industrielle et agricole devraient logiquement diminuer. Le repositionnement du parti, face à une société civile naissante, est donc inévitable et crucial. Ce sera l'une des tâches soumises à la conférence nationale du PCUS, fin juin 1988.

L'idée d'une « technocratie » bénéficiaire de la réforme pêche par simplisme, elle aussi. L'autofinancement et l'autonomie des entreprises légent les intérêts des lobbies technocratiques qui orientent les décisions de politique technique, d'infrastructures, de localisations industrielles.

Qu'en est-il des directeurs d'entreprise ? Des enquêtes fragmentaires disent leurs aspirations à une autonomie qui accroîtrait leurs pouvoirs. D'autres révèlent l'inquiétude suscitée par le bouleversement des habitudes. Une enquête faite en 1985 ne recensait que 21 % de directeurs favorables aux réformes dans l'industrie électrotechnique (10). On rapporte aussi que

(3) Le premier exposé systématique - souvent marqué du style personnel de M. Gorbatchev - des « vues nouvelles » que la direction du PCUS propose aujourd'hui, pour « reconstruire » la société soviétique et ses relations avec le monde extérieur.

(4) La Cour suprême d'URSS aurait été saisie d'une demande de réhabilitation des victimes du procès « des Seize » (Kamenov, Zinoviev, en 1936) des « Dix-sept » (Radek, Piatkov, en 1937) et des « généraux » en 1937 (d'après la correspondance à Moscou du journal *le Soir*, Bruxelles, 3-4 octobre 1987).

(5) Tournant, rupture : un terme déjà utilisé par M. Gorbatchev lors du vingt-septième congrès du PCUS, en février 1986.

(6) Economiste et animateur d'émissions de la télévision.

(7) Lire à ce propos l'article de Gérard Roland dans *les Cahiers marxistes* (Bruxelles) de septembre 1987, ainsi que l'ouvrage de Gérard Duchêne, *L'économie de l'URSS*, La Découverte, Paris, 1987.

(8) Abel Aganbegian, *Perestroïka. Le double défi soviétique*, Economica, Paris, 1987, 80 p. L'auteur, connu depuis plus de vingt ans comme réformateur et directeur de l'Institut d'économie de Novosibirsk (Sibirie occidentale), expose non seulement la réforme dont il est l'artisan, mais sa propre vision prospective de l'économie soviétique et de son intégration à la division internationale du travail.

(9) Op. cit., p. 134.

(10) Cité, avec d'autres sources soviétiques, par Gérard Roland dans *les Cahiers marxistes*, op. cit.

## Jeter les fondations d'un monde nouveau

LES « gorbatchéviens » les plus radicaux ne redoutent pas ce débat : il devrait leur permettre de démontrer qu'il n'y avait pas qu'un seul modèle soviétique possible, que le léninisme de leur choix (le Lénine des dernières années, particulièrement hostile à la bureaucratie, ouvert à la libre coopération et au marché) permet de fonder, ou du moins d'inspirer, aujourd'hui, une nouvelle légitimité. Celle d'un communiste réformateur, démocratique.

Il y a donc, côté réformateur, une volonté de politiser la *perestroïka*, de ne pas la réduire à une « restructuration » purement économique et technocratique. Et pour cause. Aucune amélioration matérielle n'est concevable à court terme. Commencée sous Brejnev, la dégradation des performances économiques se poursuit, au risque de donner des arguments démagogiques aux adversaires des réformes. D'autant que celles-ci risquent de compliquer la situation. Bref, aucune promesse allé-

chante. Sauf celle... d'un nouveau monde.

Les objectifs, sinon toutes les modalités de la « réforme radicale » sont enfin clarifiés. C'est cela le nouveau *perelom* (5), comme le dit Lev Voznesenski (6), le tournant dans le tournant par lequel la *perestroïka* prend consistance et touche aux intérêts de larges couches de l'appareil et de la population. C'est, concrètement, la liquidation de l'économie du commandement mise en place sous Staline après 1928.

La réforme de l'entreprise, qui entre en vigueur en janvier 1988, opte sans équivoque pour les « trois A » - autonomie, autofinancement, autogestion. La tutelle du plan central sur la gestion courante est en voie d'abolition. C'est peut-être la plus grande nouveauté de 1987, et c'est autre chose qu'une modernisation du modèle soviétique existant, à l'exemple de la RDA. C'est plutôt la Hongrie qui a fait école (7).

Telle qu'esquissée désormais, la réforme présente ce paradoxe : pu-

## Prophétie sans risques

L'accord signé le 7 décembre par MM. Reagan et Gorbatchev n'est considéré que comme une première étape, destinée à être suivie de futures négociations portant sur la réduction d'autres types d'armements. Tout ou tard sera abordé le problème des armes conventionnelles, domaine dans lequel, d'après MM. Casper Weinberger et André Giraud, suivis par la plupart des commentateurs, l'URSS disposerait d'une « écrasante supériorité », notamment en matière de divisions blindées.

L'arrivée Sanguinetti rappelle ici (*le Monde diplomatique*, octobre 1987) que cette supériorité est un mythe, en raison de l'efficacité des armes occidentales antichars et de la vétusté de nombreux matériels soviétiques. Un rapport de l'Union de l'Europe occidentale confirme cette analyse.

Si un jour Moscou proposait d'éliminer environ la moitié de ses divisions blindées, combien de commentateurs oublieraient leurs incessantes mises en garde contre l'« écrasante supériorité » de l'URSS en ce domaine ? Prophétie sans risques : ils diront que Moscou veut se débarrasser de matériels obsolètes, tout juste bons pour la ferraille, et qu'il ne faut pas se laisser entraîner dans une négociation piégée...



CHAQUE MOIS  
TOUTE L'ACTUALITÉ POLITIQUE  
ÉCONOMIQUE, SOCIALE, CULTURELLE  
ET SCIENTIFIQUE DE L'U.R.S.S.

AU SOMMAIRE DU NUMÉRO DE DÉCEMBRE

REPORTAGE SUR LES CÉRÉMONIES DU 70<sup>e</sup> ANNIVERSAIRE DE LA RÉVOLUTION D'OCTOBRE

## LES MÉMOIRES DU MARÉCHAL JOUKOV

- « Ogoniok », une revue où fonctionnent la transparence (des journalistes parlent...)
- Les complots, trame après trame (des poètes s'expriment).
- Les primes soviétiques et son courrier des lecteurs (général de vos contradictions sur la restructuration).
- Echanges franco-soviétiques.
- LE REPORTER DU ROI LEVI
- EXPOSITION CHAGALL À MOSCOU

et de nombreux autres articles sur les révolutions soviétiques.

Leçons de ruine

## ABONNEMENT

Avec le supplément de Noël :

« OCTOBRE 1917 ET LA RÉVOLUTION : LA RÉVOLUTION SE POURSUIT »

(Texte intégral du rapport de M. Gorbatchev à l'occasion du 70<sup>e</sup> anniversaire de la révolution d'Octobre.)

1 AN (12 n°) France 100 F Étranger 125 F

2 ANS (24 n°) France 178 F Étranger 190 F

## EN CADEAU DE BIENVENUE (au choix)

- Des interviews de « décideurs » soviétiques (17 fascicules brochés) ou
- Les Républicains de l'URSS (15 titres) ou pour 1 an. Les 2 collections pour 2 ans. Renvoyer cette annonce.

Règlement par chèque postal (Paris 4183-78 F), chèque bancaire à l'ordre d'Études soviétiques, 14, place du Général-Carrère, 75017 Paris. Tél. : 45-57-98-18.

En vente chez les marchands de journaux : 11 F, (ou à l'adresse ci-dessus)

MINITEL 3615 CODE : URSS

## LA CULTURE FRANÇAISE... PARTOUT DANS LE MONDE

Commandez tous LIVRES ou DISQUES français de votre choix, disponibles chez les éditeurs, en joignant la valeur approximative (minimum 150 F) ou équivalent en toutes devises convertibles.

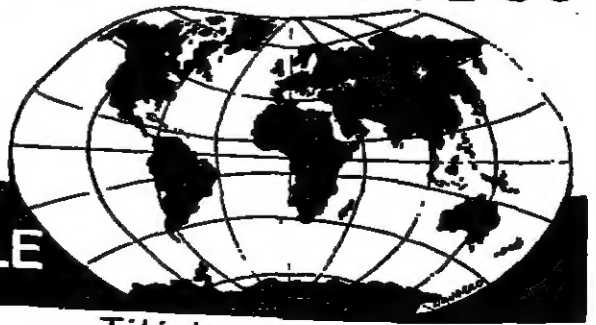
- DÉTAIX de 7 % sur le PRIX IMPOSÉ EN FRANCE pour les livres
- REMISE de 10 % sur les disques et cassettes
- Frais réels de port en recommandé (préciser AVION ou SURFACE).

## VOTRE LIBRAIRIE À DOMICILE

14, Place de Rungis - 75013 PARIS

Téléphone : 45-88-44-45

## inter-livres



DE L'URGENCE

pour M.

beaucoup d'annonces...  
pour M. Aganbegian...  
pour M. Aganbegian...  
pour M. Aganbegian...

## L'absence de structures

Autre point central...  
pour M. Aganbegian...  
pour M. Aganbegian...  
pour M. Aganbegian...

pour M. Aganbegian...  
pour M. Aganbegian...  
pour M. Aganbegian...

pour M. Aganbegian...  
pour M. Aganbegian...  
pour M. Aganbegian...

## UNE ÉPINEUSE CONTROVERSE

## Bolcheviks, socialistes

ALORS que l'Union soviétique célèbre...  
pour M. Aganbegian...  
pour M. Aganbegian...  
pour M. Aganbegian...

(1) Voir, par exemple, Victor Aganbegian...  
pour M. Aganbegian...  
pour M. Aganbegian...





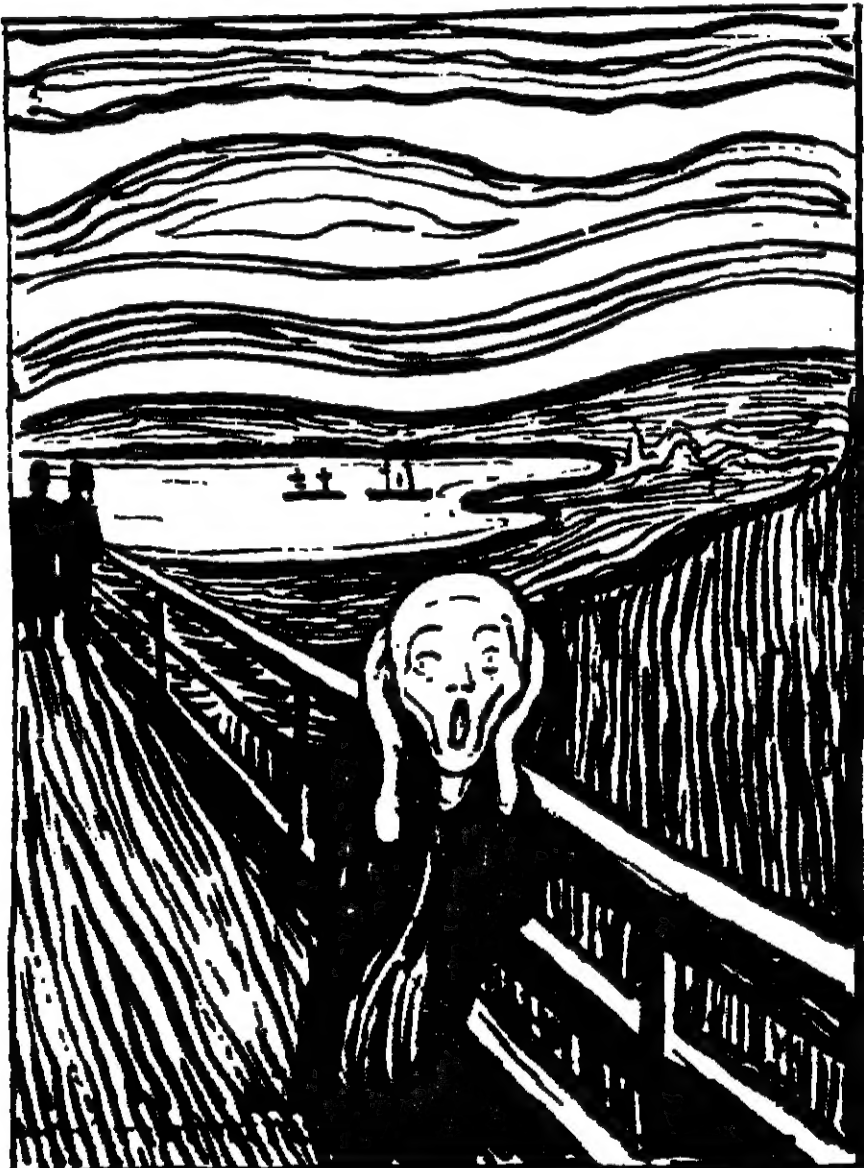


# LE TRIOMPHE DE LA DÉRAISON

S'ils l'ont vue venir, les responsables des politiques monétaires n'ont pas su éviter la crise financière. Comme l'ont fait parfois certains militaires, vont-ils maintenant se battre avec les armes de la précédente guerre ?

Le tiers-monde fournit au Nord de plus en plus de capitaux. La méthode qui consiste à convertir sa dette en prises de participation par des investisseurs présente de lourds inconvénients. Exprimant librement son point de vue non conformiste, Jean Gimpel parle de crise des innovations (voir page 14). Pis encore, nous assistons à une régression vers les pratiques magiques dont Ignacio Ramonet a détecté le retour en force (voir page 14).

Il s'agit bien d'une crise de la pensée, d'une crise de civilisation et de culture, qu'il importe de surmonter pour se donner une chance de ne pas se laisser engloutir dans une crise économique sans issue.



« LE CRI », D'EDVARD MUNCH

(Roger Viollet)

## DES ÉTATS-UNIS AU BRÉSIL

### Les évêques interpellent le pouvoir

DEUX cris d'alarme collectifs ont été poussés presque simultanément cette année par les évêques du continent américain, et tous deux interpellent le pouvoir. Signe que le malaise est généralisé : l'un vient des États-Unis, l'autre du Brésil.

Dans leur lettre pastorale, les évêques des États-Unis écrivent notamment : « Nous appelons à un nouvel engagement national pour le plein-emploi. Nous disons que le fait qu'un Américain ait sept fois plus de chance de mourir de faim qu'un Brésilien est un scandale social et moral, et nous appelons à des efforts concertés pour éliminer la pauvreté. Nous demandons instamment que toutes les politiques économiques soient évaluées à la lumière de leur impact sur la vie et la stabilité de la famille. Nous soutenons les mesures visant à enrayer la disparition des exploitations agricoles familiales et à résister à la concentration toujours plus grande de la propriété des ressources agricoles (...).

« L'heure est venue de faire une « nouvelle expérience américaine », pour rendre effectifs les droits économiques, élargir le partage du pouvoir économique, et rendre les décisions économiques plus responsables à l'égard du bien commun. Cette nouvelle expérience peut créer de nouvelles structures d'association et de participation économiques au sein des entreprises, au niveau régional pour toute la nation et au-delà de nos frontières. »

De leur côté, soulignant « la primauté du travail sur le capital », les évêques brésiliens déclarent :

- « la misère impressionnante dans tout le pays, qui se solda par des migrations provoquant de véritables gonflements tant des villes que des nouveaux pôles agricoles ;
- la succession des scandales et des actes de corruption, avec impunité pour les coupables ;
- la politique salariale qui maintient le pays au rang des salaires les plus bas du monde ;
- l'augmentation abusive des prix avec une inflation prétendument incontrôlable ;
- la croissance du chômage, fruit de la récession économique (...).
- la violence grandissante contre les cultivateurs, les paysans sans terre et les indiens en lutte pour la terre. »

(Sources : la Documentation catholique, 27 juin 1987, et DIAL (Diffusion de l'information sur l'Amérique latine, 18 juin 1987).

## L'art et la manière

Par  
FRÉDÉRIC  
F. CLAIRMONTE

LE grand craquement du 19 octobre 1987 a encore rajouté aux dramatiques difficultés d'un tiers-monde déjà appauvri et frustré. Les piliers du système financier et commercial ont été, sinon ébranlés, du moins sérieusement endommagés. Les paladins des responsables des banques centrales ne pourront prévenir, en 1988, l'aggravation de la situation économique, voire politique, dans le monde entier. Déjà, la dette du tiers-monde — plus de 1 000 milliards de dollars — joue un rôle essentiel dans l'ébranlement des fondations du système.

Au cours des mois à venir, le krach d'octobre affectera l'endettement des pays du tiers-monde, mais aussi leurs flux d'exportations et le niveau global de leur production. Les exportations de produits de base, exprimées en dollars, accusent de lourdes chutes bénéficiant aux économies capitalistes développées en aggravant les termes de l'échange et le niveau d'endettement des pays en voie de développement.

En 1985 et 1986, l'Amérique latine, l'Afrique et le Proche-Orient ont vu la valeur en dollars de leurs exportations décliner de 12 % à 20 %. En 1986, la valeur en dollars des importations de marchandises de quinze pays lourdement endettés était de plus de 40 % inférieure au niveau de 1981 (1). Selon tous les indicateurs, la situation ne cessera de s'aggraver en 1988.

Mais le tableau apparaît bien plus sombre si l'on ne se contente pas de l'analyser à partir des versions officielles sur la détermination des prix des matières premières. Voilà quelques années déjà, des experts de la CNUCED ont montré que la politique des prix entre le « centre » et la « périphérie » était aux mains d'une poignée de sociétés à vocations multiples ; de trois à six d'entre elles (selon les pro-

duits) contrôlent de 80 à 85 % du marché du cuivre, de 90 à 95 % de celui du minerai de fer, 80 % de celui du coton, du blé, du maïs, du cacao, du café et des palmiers-nains, de 70 à 75 % du sucre. Ces géants occupent une position idéale pour jouer la carte de l'extorquer de la sorte, de la sorte, extorquer de forts rabais qui apparaissent rarement dans les bilans officiels.

Autre facteur tout aussi négatif : les programmes d'aide à l'agriculture et la panoplie des mesures protectionnistes mises en place par les États-Unis, la CEE et le Japon et dont le coût dépasse

les 120 milliards de dollars. Aux États-Unis notamment, et depuis le début de la présidence de M. Reagan, les aides à l'agriculture ont été multipliées par six, passant de 4 milliards en 1981 à plus de 25 milliards à la fin de 1985. Dans ce domaine au moins, la « magie » du marché ne joue guère (2)... Cette tendance est renforcée par les bonds en avant des rendements agricoles en céréales et la surproduction qui en résulte. Les rendements mondiaux des céréales ont crû de 24 % entre 1975 et 1985, et ils avaient déjà augmenté de 31 % pendant les dix années précédentes.

### Une nouvelle colonisation

LA fin de 1986, la dette du tiers-monde, qui dépassait les 1 000 milliards de dollars, représentait la moitié des exportations de ces pays et croissait beaucoup plus vite. Ce n'est pas le montant absolu de la dette qui est monstrueux, mais son taux de croissance : 9,5 % (de 1980 à 1986) pour la dette totale, et 6,5 % pour le service de la dette. Les sommes que les pays du tiers-monde ne parviennent pas à payer aux banquiers (remboursement et intérêts) s'ajoutent aux dettes cumulées.

En 1980, le service de la dette absorbait plus des neuf dixièmes des exportations de matières premières. A la fin de 1986, il équivalait à 136 % de ces exportations — un fossé comblé en partie seulement par les ventes de produits et de services et des reports de remboursements de la dette. D'où, dans la quasi-totalité des cas, de sévères chutes du revenu national disponible.

Le déficit des paiements couvrant des pays pauvres est passé de 23 milliards de dollars en 1985 à 49 milliards en 1986. Le pouvoir d'achat de leurs exportations a baissé de 40 %, soit une dégradation de plus de 45 % des termes de l'échange, dont seule une fraction a été effacée par une augmentation de 9,5 % du volume des exportations (3).

Autre facteur défavorable pour l'avenir du tiers-monde : les investissements dans les pays lourdement endettés ont baissé de 24,5 % du PNB à moins de 17 % en 1986 (4).

Pour tenter de conserver leur pouvoir d'achat, ces pays ont mis sur le marché des quantités de plus en plus importantes de matières premières à des prix de plus en plus bas. Un phénomène qui a contribué à une élimination quasi totale de l'inflation dans les pays développés.

En 1986, le monde ne manquait pas de liquidités. Les marchés financiers internationaux étaient au plus haut,

(1) Rapport du GATT, Genève, 25 septembre 1987.

(2) M. Marcos Espinal, ministre équatorien de l'agriculture, déclarait : « Les pays industrialisés doivent prendre en considération plus sérieusement qu'ils ne le font la philosophie du marché telle qu'ils la prêchent. Les pays qui nous conseillent d'éliminer les aides, de réduire l'intervention gouvernementale et de libéraliser nos économies n'appliquent pas ces principes chez eux. » (Financial Times, 25 septembre 1987).

(3) Statistiques de la Banque des règlements internationaux.

(4) FMI, World Economic Outlook, avril 1987.

## Quand le tiers-monde

Par  
CLAIRE BRISSET  
et BOUDEWYN MOHR \*

EN quoi l'irruption de la crise sur le marché des changes et au sein des systèmes boursiers des pays industrialisés va-t-elle aggraver la situation des pays endettés ? Il est trop tôt pour mesurer toute l'étendue de ses effets. Il est sûr, néanmoins, que tout fléchissement de l'activité dans les pays développés — notamment aux États-Unis — se répercutera directement sur l'économie du tiers-monde ; que l'aide, perçue comme un luxe par des économistes à courte vue, risque de se raréfier encore davantage. Et que le sentiment de solidarité sera, lui aussi, mis à mal par cette crise.

Le 10 décembre, à Tokyo, sera rendu public le rapport sur la « situation des enfants dans le monde » que le Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF) élabore chaque année. De tels documents ne peuvent guère porter à l'optimisme : pauvreté, malnutrition, analphabétisme continuent d'entraver l'amélioration du sort des plus vulnérables — en l'occurrence, les enfants et leurs mères — des habitants du tiers-monde.

Pourtant, tout n'est pas sombre dans ce tableau. Des progrès substantiels s'affirment même dans un certain nombre de domaines, sanitaires notamment, comme en témoigne l'accélération fulgurante de la couverture vaccinale des enfants du tiers-monde. L'analphabétisme régresse significativement, notamment en Asie ; d'une manière générale, l'éducation progresse, ouvrant la voie à des prises de conscience plus globales, donc à certains espoirs pour le long terme. Tel est d'ailleurs le thème du rapport que l'UNICEF rend public en ce mois de décembre : aucun progrès, sanitaire, social ou économique, ne pourra s'inscrire durablement dans la réalité sans une diffusion massive de certaines connaissances de base, notamment auprès des femmes, laissées-pour-compte durant des siècles de tout accès au savoir scientifique.

Mais ces progrès sont fragiles : fragiles parce que récents, ils ont besoin d'être affirmés, entretenus, protégés ; fragiles surtout parce que sensibles à toute fluctuation de l'économie mondiale, ils peuvent constamment être remis en cause. L'endettement, sur ce point, menace en permanence ces maigres acquis.

En outre, étant donné la chute constante du cours des matières premières qu'elle exporte, elle paie aujourd'hui un service de la dette qui absorbe à lui seul 30 % de ses recettes d'exportation ; cette proportion atteint même 50 % à 60 % dans des pays tels que le Ghana ou le Niger. Entravé par cet écrasant endettement, le développement de l'Afrique noire est encore

freiné par des catastrophes naturelles aussi graves que la récente sécheresse, par les guerres, par le manque d'infrastructures. Se borner à réévaluer les dettes anciennes et à alléger quelque peu les taux d'intérêt, comme le proposait de Venise, est hors de proportion avec l'étendue du mal. Les banques privées, qui ne détiennent pourtant qu'un quart de la dette de l'Afrique noire, ont adopté une démarche de loin plus « réaliste ». Par exemple, le président de la première banque privée allemande, la Deutschebank, qui a déjà constitué un fonds de réserve considérable sur ses prêts au tiers-monde, n'a pas exclu l'éventualité d'un effacement pur et simple, pour sa banque, des créances sur le tiers-monde.

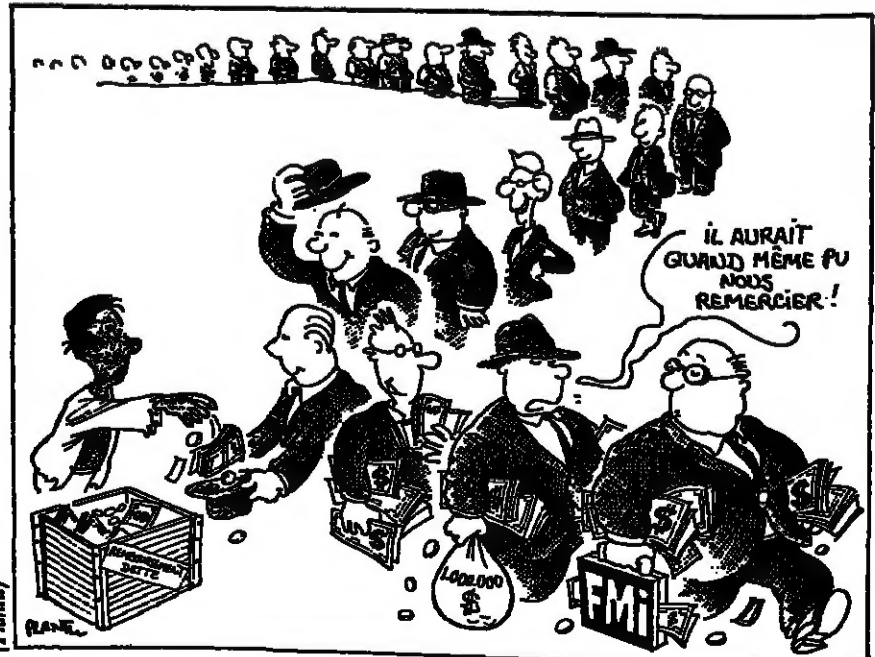
L'hypothèse d'un effacement de la dette bancaire de l'Afrique subsaharienne commence visiblement à entrer dans les esprits si l'on en juge par les provisions constituées à cet effet par de très grands établissements financiers d'Amérique du Nord et de Grande-Bretagne, et qui atteignent aujourd'hui les 15 milliards de dollars.

En Amérique latine, la structure de la dette est bien différente, ne serait-ce que parce qu'elle est contractée, à hauteur de 70 %, auprès des banques. Mais le service de cette dette, quoique considérable, y est de très loin plus supportable pour les économies qu'il ne l'est en Afrique noire. Les infrastructures

freinées par des catastrophes naturelles aussi graves que la récente sécheresse, par les guerres, par le manque d'infrastructures. Se borner à réévaluer les dettes anciennes et à alléger quelque peu les taux d'intérêt, comme le proposait de Venise, est hors de proportion avec l'étendue du mal. Les banques privées, qui ne détiennent pourtant qu'un quart de la dette de l'Afrique noire, ont adopté une démarche de loin plus « réaliste ». Par exemple, le président de la première banque privée allemande, la Deutschebank, qui a déjà constitué un fonds de réserve considérable sur ses prêts au tiers-monde, n'a pas exclu l'éventualité d'un effacement pur et simple, pour sa banque, des créances sur le tiers-monde.

L'hypothèse d'un effacement de la dette bancaire de l'Afrique subsaharienne commence visiblement à entrer dans les esprits si l'on en juge par les provisions constituées à cet effet par de très grands établissements financiers d'Amérique du Nord et de Grande-Bretagne, et qui atteignent aujourd'hui les 15 milliards de dollars.

En Amérique latine, la structure de la dette est bien différente, ne serait-ce que parce qu'elle est contractée, à hauteur de 70 %, auprès des banques. Mais le service de cette dette, quoique considérable, y est de très loin plus supportable pour les économies qu'il ne l'est en Afrique noire. Les infrastructures



## LES PAYS PAUVRES

### de conversion

Le tiers-monde fournit au Nord de plus en plus de capitaux. La méthode qui consiste à convertir sa dette en prises de participation par des investisseurs présente de lourds inconvénients. Exprimant librement son point de vue non conformiste, Jean Gimpel parle de crise des innovations (voir page 14). Pis encore, nous assistons à une régression vers les pratiques magiques dont Ignacio Ramonet a détecté le retour en force (voir page 14).

### REPONCTION INSUPPORTABLE

	1986
Le total	634
Le service de la dette	199
Le montant des intérêts	53
Le montant des remboursements	146
Le service des intérêts	779
Le service des remboursements	146
Le service des intérêts	779
Le service des remboursements	146

## subvention

Le tiers-monde fournit au Nord de plus en plus de capitaux. La méthode qui consiste à convertir sa dette en prises de participation par des investisseurs présente de lourds inconvénients. Exprimant librement son point de vue non conformiste, Jean Gimpel parle de crise des innovations (voir page 14). Pis encore, nous assistons à une régression vers les pratiques magiques dont Ignacio Ramonet a détecté le retour en force (voir page 14).

Le tiers-monde fournit au Nord de plus en plus de capitaux. La méthode qui consiste à convertir sa dette en prises de participation par des investisseurs présente de lourds inconvénients. Exprimant librement son point de vue non conformiste, Jean Gimpel parle de crise des innovations (voir page 14). Pis encore, nous assistons à une régression vers les pratiques magiques dont Ignacio Ramonet a détecté le retour en force (voir page 14).

Le tiers-monde fournit au Nord de plus en plus de capitaux. La méthode qui consiste à convertir sa dette en prises de participation par des investisseurs présente de lourds inconvénients. Exprimant librement son point de vue non conformiste, Jean Gimpel parle de crise des innovations (voir page 14). Pis encore, nous assistons à une régression vers les pratiques magiques dont Ignacio Ramonet a détecté le retour en force (voir page 14).

Le tiers-monde fournit au Nord de plus en plus de capitaux. La méthode qui consiste à convertir sa dette en prises de participation par des investisseurs présente de lourds inconvénients. Exprimant librement son point de vue non conformiste, Jean Gimpel parle de crise des innovations (voir page 14). Pis encore, nous assistons à une régression vers les pratiques magiques dont Ignacio Ramonet a détecté le retour en force (voir page 14).











SE ÉCONOMIQUE

mphe de

MENACE LA DÉMOCRATIE

la déraison

Le résultat fut double : dans un premier temps, à l'époque de l'argent facile, les prêts au tiers-monde servaient à financer des « éléphants blancs », grandes réalisations et gigantesques chantiers dont l'utilité restait douteuse. Peu important : un Etat étant réputé ne pas faire faillite, les banques couvraient largement leurs caisses. Plus l'Etat était dictatorial, capable de contenir le mécontentement des couches les plus pauvres, plus facilement il obtenait des prêts : le Brésil, l'Argentine ou l'Uruguay des militaires, les Philippines de M. Ferdinand Marcos, tant d'autres. Les banques ne sont pas chargées des forces de police, des salles de torture, des assassinats, des « disparitions », etc. A chacun son métier.

Deuxième temps : soudain, avec un déraisonnable retard, une sourde inquiétude débouche sur l'affolement. Car en 1982 les banques commerciales américaines ont prêté au tiers-monde 180 % de leurs avoirs et réserves, et certains débiteurs manifestent leur inaptitude à rembourser. Les banques se tournent alors vers le FMI pour lui demander de mettre de l'ordre là où elles ont elles-mêmes créé la pagaille, de les protéger des risques insensés auxquels elles se sont imprudemment exposées.

Constante logique du libéralisme en tout temps et en tout lieu : lorsque les affaires marchent, l'Etat est courtisé, on lui demande de s'abstenir de toute intervention, de respecter le libre jeu du marché ; lorsque la machine se détraque, le capital privé demande instamment à l'Etat (ou, en l'occurrence, à un organisme interétatique comme le FMI) de sauvegarder, bien entendu au nom de l'intérêt général, les intérêts privés qui se sentent menacés.

En vertu de cette admirable logique, on impose donc au tiers-monde des « plans d'ajustement » très sévères : privilège régulier, seul le pays le plus riche a le droit de cumuler déficit budgétaire et déficit commercial. Plus le laxisme des Etats-Unis sera grand, plus rigoureuse sera la discipline exigée des autres. C'est ainsi qu'en trois ans ce remède de cheval ramène les créances des banques américaines sur le tiers-monde de 180 % à 141 % de leurs avoirs et réserves (5). Situation un peu moins absurde (qui n'a rêvé de prêter, contre intérêts, l'argent qu'il ne possède pas ?), mais encore très périlleuse pour les banques. Le traitement a fait deux victimes : les populations de ces pays, qui, libérés de leurs dictatures dévoreuses de crédits, remboursent démocratiquement les dettes contractées par les pouvoirs militaires déchu ; les industries du monde développé, car les pays soumis aux « plans d'ajuste-



LE MARCHÉ DES DEVISES DE FRANCFORT

(Schurr-Collectif)

ment » ont de moins en moins les moyens de leur acheter quoi que ce soit.

Le laxisme avait conduit au gaspillage et aux détournements clandestins vers les paradis fiscaux. La rigueur à sens unique imprime aux échanges commerciaux un brutal coup de frein.

Le Monopole des entreprises

DANS le même temps, une autre forme de déraison permettait, sans aucun lien avec l'économie réelle, de multiplier par quatre l'indice Dow Jones. Comme des « flambeurs » à une table de casino, les cambistes se laissent griser en encaissant plusieurs fois leur mise. Les enfants qui « jouent aux marchands » s'achètent ainsi et se revendent sans cesse, en prélevant chaque fois un bénéfice, la poupée cassée, la voiture sans roues ou les pièces dépareillées d'une dinette et d'un jeu de construction. Mais ce sont des enfants, et ils réglent leurs sobriquets avec de la monnaie de singe, qu'ils émettent eux-mêmes.

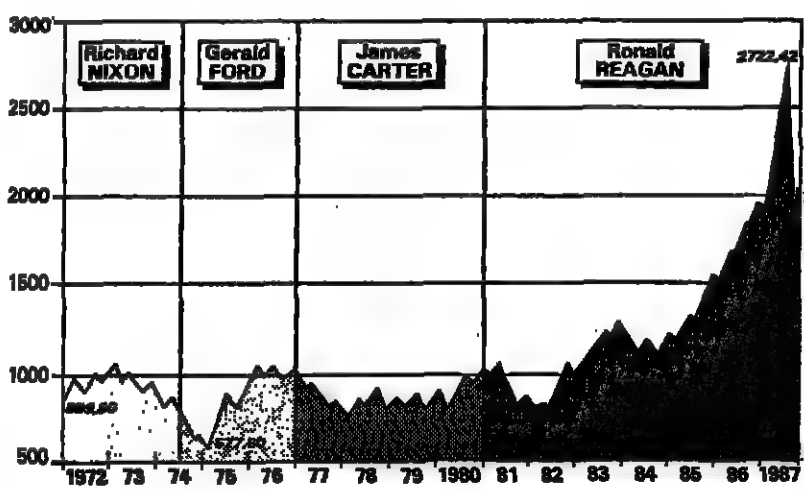
Pour la seule année 1986, ce Monopole des entreprises, aux Etats-Unis, a englouti 176 milliards de dollars, soit l'équivalent du déficit budgétaire de 1984 (6). Pour se protéger des oiseaux de proie qui, à tout instant, peuvent fondre sur elles après avoir acheté des actions aux petits porteurs, les sociétés

sont obligées de racheter leurs propres titres. Le géant IBM vient d'effectuer 1 milliard de dollars à ce type d'opérations qui, l'an dernier, aux Etats-Unis, a englouti 76 milliards de dollars (7).

Puisque, comme l'écrivait Adam Smith (8), voilà deux siècles, l'intérêt des hommes d'affaires « n'est jamais excentré de celui du public », il serait raisonnable de mettre bon ordre à l'activité des prédateurs déchaînés. Est-ce encore possible ?

Le raisonnement qu'il ne suffit pas de réduire progressivement le déficit budgétaire américain. Il importe tout autant d'interrompre la partie de Monopole qui a artificiellement fait grimper le Dow Jones. Jusqu'à présent, seuls ont été sanctionnés les fraudeurs avérés, les « insiders », ceux qui, comme M. Ivan Boesky et quelques autres, ont détourné à leur profit les informations dont ils disposaient pour commettre le « délit d'intérieur » (9). Ceux-là sont en prison, mais la fièvre qui les a portés à violer la loi continue de ronger en toute légalité les marchés financiers. N'en déplaise aux tenants du libéralisme, il faudra bien restaurer — et sans doute améliorer — les réglementations que le réaganisme a fait sauter. Ce ne sera pas la « révolution », ce sera pas le « socialisme ». Ce sera simplement un abandon du sauvagerie mercantilisme du XVII<sup>e</sup> siècle pour revenir à un capitalisme civilisé, moderne. Certains ont attendu le coup de semonce du lundi 19 octobre pour en prendre conscience. Ils n'en ont pas encore tiré les leçons. Dans ces conditions, il est donc prématuré de prêter une concertation à l'échelle mondiale.

WALL STREET, BOUSSE DÉSORIENTÉE



Face à un privilège exorbitant

LES appels à la coopération internationale avaient été lancés bien avant le « lundi noir », et, depuis, ils se sont intensifiés, spécialement en direction de l'Allemagne fédérale et du Japon. Tout effort de relance par ces deux pays ne pourra donner que de très incertains résultats aussi longtemps que le dollar lui-même ne sera soumis à d'autres règles que le bon vouloir américain. C'est autour du dollar, du yen et de l'ECU (et non du mark) que peut être restauré un certain ordre monétaire. Aucune théorie ne justifie que la devise d'un pays, quel qu'il soit, serve de monnaie de réserve internationale, que les prix de nombreux produits soient exprimés dans cette devise. L'expérience qui se poursuit depuis la conférence de la Jamaïque (1976) montre où conduit une pratique aussi



fédéral (10) prévu pour 1988. Celui-ci (quelque 1 080 milliards de dollars) comportera environ 290 milliards pour la défense, et, pour les seuls intérêts de la dette américaine, 150 milliards (11), soit une somme très supérieure au total de la dette accumulée par le Brésil en vingt ans, ou encore cinq fois le montant des réductions budgétaires (30 milliards) péniblement négociées pour 1988 entre la Maison Blanche et le Congrès.

(Lire la suite page 12.)

- (5) Jacques de Larosière, 3 février 1986.
- (6) Voir l'article de Frédéric Clairmont, « Dans la jungle des prédateurs », *Le Monde diplomatique*, novembre 1987.
- (7) Voir « La France et le mirage financier », *Le Monde diplomatique*, novembre 1987.
- (8) Voir *Le Monde diplomatique*, novembre 1987.
- (9) Cf. « L'argent », *Le Monde diplomatique*, mars 1987.
- (10) Pour toute comparaison internationale, il convient évidemment de rappeler que quantités de dépenses publiques dépassent le budget fédéral et sont à la charge de chacun des cinquante Etats de l'Union.
- (11) Cf. *Newsweek*, 9 novembre 1987.

LOUIS-FERDINAND CÉLINE, 1932

Souvenirs de crise à fleur de peau

Partis des Etats-Unis, la crise de 1929 atteint la France dès le début des années 30. Moins brutale qu'en Amérique, qu'en Royaume-Uni ou qu'en Allemagne, la dépression s'installe cependant en force avec son cortège de faillites, de chômage et de pauvreté.

Un romancier va décrire, mieux que tout autre, dans une langue neuve, corrosive et décapante, l'atmosphère glauque des basiliens courbés de cette époque : c'est Louis-Ferdinand Céline.

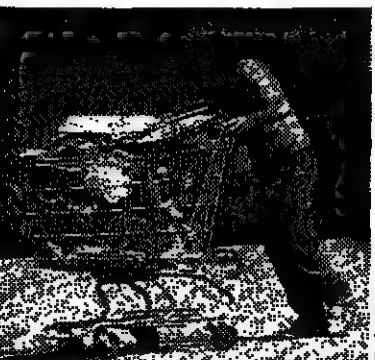
Dans son premier roman *Voyage au bout de la nuit* (1932), Céline, avant de sombrer quelques années plus tard dans l'antiférentisme et la collaboration, regarde les « humiliés de la crise » avec un humanisme féroce et révolté.

La lumière du ciel à Rancy, c'est la même qu'à Detroit, du jus de fumée qui trempe la plaine depuis Levallois. Un rebut de bêtises tenues par des gadoches noires au sol. Les cheminées, des petites et des hautes ça fait pareil de loin qu'au bord de la mer les gros piquets dans la vase. Là-dedans, c'est nous.

Faut avoir le courage des crabes aussi, à Rancy, surtout quand on prend de l'âge et qu'on est bien certain d'en sortir jamais plus. Au bout du tramway voici le pont poisseux qui se lance au-dessus de la Seine, ce gros égypte qui montre tout. Au long des berges, le dimanche et la nuit les gens grimpent sur les tas pour faire pipi. Les hommes ça les rend méditatifs de se sentir détrempé l'eau qui passe. Ils urinent avec un sentiment d'éternité, comme des marins. Les femmes, ça ne médite jamais. Seigne ou pas. Au matin donc le tramway emporte sa foule se faire comprimer dans le métro. On dirait à les voir tous s'effrayer de ce côté-là qu'il leur est arrivé une catastrophe du côté d'Argenteuil, que c'est leur pays qui brûle. Après chaque ancore, ça les prend, ils s'accrochent par grappes aux portières, aux rambarades. Grande détresse. C'est pourtant qu'un patron qui les veut chercher dans Paris, celui qui vous salue de crever de faim, ils ont énormément peur de le perdre, les lâches. Il vous le fait transpirer pourtant sa pitié. On en pu pendant dix ans, vingt ans et davantage. C'est pas donné.

Et on s'engouffre dans le tramway déjà un bon coup pour se faire la hache. Les femmes sont plus rélieuses encore que des moutards. Pour un billet en resquille, elles feraient stopper toute la ligne. C'est vrai qu'il y en a déjà qui sont seules parmi les passagers, surtout celles qui descendent au marché vers Saint-Ouen, les demi-bourgeoises. « Combien les carottes ? » qu'elles demandent bien avant d'y arriver pour faire voir qu'elles ont de quoi.

Comprimés comme des ordures qu'on est dans la caisse en fer, on traverse tout Rancy et on odore ferme en même temps, surtout quand c'est l'été. Aux fortifications on se menace, on gesticule, on grogne, on se mord, on se perd de vue, le métro avale tous et tout, les complexés détrempés, les robes décolorées, les bas de soie, les métrites et les pieds sales comme des chapeaux, les cols inusables et raides comme des termes, avortements en cours, glorieux de guerre, tout ça dégoûte par l'escalier au coaltar et phéniqué et jusqu'au bout noir, avec le billet de retour qui coûte autant à lui tout seul que deux petits pains.



QUELQUE PART AUX ETATS-UNIS EN 1937

nibre fois sans place, de tous les intrusant qu'il a fallu lire, cinq sous, cinq sous... des attentes à chercher du boulot... Ces mémoires vous ébranlent un homme, tout enroulé qu'il puisse être dans son pardessus « toutes saisons ».

La ville cache tant qu'elle peut ses foyers de pieds sales dans ses longs égouts électriques. Ils ne reviendront à la surface que le dimanche. Alors, quand ils seront dehors, faudra pas se montrer. Un seul dimanche à les voir se distraire, ça suffirait pour vous enlever à toujours le goût de la rigolade. Autour du métro, près des baignoires croustillantes, endémique, l'odeur des guerres qui traînent, des relents de villages mi-brûlés, mal cuits, des révolutions qui avortent, des commerces en faillite. Les chiffonniers de la zone brûlent depuis des saisons les mêmes petits tas humides dans les fossés à contre-vent. C'est des barbares à la manœuvre ces biffins pleins de litrons et de fatigue. Ils vont tresser au dispensaire d'à côté, au lieu de balancer les tramways dans les glaces et d'aller piser dans l'ocroït un bon coup. Plus de sang. Pas d'histoire. Quand la guerre elle reviendra, la prochaine, ils feront encore une fois fortune à vendre des peaux de rats, de la cocaïne et des masques en tôle ondulée.

(Louis-Ferdinand Céline, *Voyage au bout de la nuit*, Gallimard, coll. « Folio », n° 28, Paris, 1987.)

Des sommes

Le principal souci est le chômage, à la fois endémique et croissant. On croit pouvoir évoquer « l'endémique » et « un retour à (...) des niveaux de chômage » en 1983, mais le chômage (1984) n'est pas plus proche de la normale qu'en 1983. On ne peut pas parler de « crise de chômage » en 1984, mais on peut parler de « crise de chômage » en 1985. A Venise, en 1985, le chômage est de 17,813 000 en 1975 (somme de 17 813 000 en 1975).

d'économie-fiction

du rapport de la commission Brandt, qui, pour venir en aide au tiers-monde, préconisait notamment un « impôt international » sur les ventes d'armes, les dépenses militaires, les hydrocarbures, les minerais. Les Sept déclarent qu'ils accueillent ce rapport « avec intérêt » et qu'ils étudieront « soigneusement ses recommandations ». Promesse oubliée, rapport enterré : il n'en est même plus question lors du sommet d'Ottawa (1981). Mais, en compensation, le tiers-monde a droit à de plus longues considérations générales sur les bienfaits de l'« interdépendance » et de la « coopération », suivies d'un nouvel engagement à « augmenter le niveau de notre aide publique au développement ».

ment, et, au bout du compte, le Sud est devenu fournisseur net de capitaux pour le Nord (voir page 8).

APRÈS le chômage et le tiers-monde, un troisième thème a mérité d'être relevé. Il est mentionné pour la première fois au sommet d'Ottawa (1981), six mois après l'entrée de M. Reagan à la Maison Blanche : « La plupart d'entre nous devrions (...) recourir à la limitation des déficits budgétaires, au besoin en diminuant les dépenses gouvernementales. » A Venise (1982), M. Reagan signe avec ses partenaires la déclaration finale qui comporte cette phrase : « Nous appliquerons d'urgence des politiques monétaires prudentes et maîtrisées devant les déficits budgétaires. » Williamsburg (1983) : « Nous renouvelons notre engagement de réduire les déficits budgétaires structurels. » M. Reagan signe encore, comme il signera la même promesse lors des sommets de Londres (1984) et de Tokyo (1986), dont la déclaration mentionne en outre les déficits du commerce extérieur... On connaît la suite. Autant en a emporté le vent des sommets, jusqu'au « lundi noir » d'octobre dernier.

- (1) Etats-Unis, France, République fédérale d'Allemagne, Royaume-Uni, Japon, Italie, auxquels se sont joints le Canada depuis 1976, puis la présidence de la Commission européenne.
- (2) Ils se sont tenus à Rambouillet (1975), San-Juan-de-Porto-Rico (1976), Londres (1977), Bonn (1978), Tokyo (1979), Venise (1980), Ottawa (1981), Venise (1982), Williamsburg (1983), Londres (1984), Bonn (1985), Tokyo (1986), Venise (1987).





Nul n'envisage sérieusement que le tiers-monde puisse rembourser le principal de sa dette, et encore moins que les Etats-Unis parviennent à épargner leur. En raison du rôle privilégié du dollar comme monnaie de réserve internationale, les Etats-Unis sont dispensés de sacrifier leur croissance économique et leurs dépenses à l'étranger à la restauration de l'équilibre (de leur balance des paiements). Ce privilège constitue un atout essentiel pour le capitalisme américain dans la concurrence internationale. Conserver cet atout demeure un objectif primordial de la politique étrangère américaine (12). » Si extravagant que soit ce système, les appels à la raison et à la solidarité entre alliés ne pourront convaincre les Etats-Unis d'y renoncer. Parce qu'il s'agit d'une véritable épreuve de force, il y faudra aussi une

exceptionnelle volonté politique de la part de tous les pays ainsi condamnés à vivre au-dessous de leurs moyens et de leurs efforts.

Parmi ces pays, la Communauté européenne, première puissance commerciale, et le Japon ont un rôle capital à jouer. Ils ne pourront raisonnablement s'en acquitter qu'à la condition d'ajouter à leurs capacités économiques une bonne marge de liberté d'action politique. Celle-ci suppose que, prenant à leur charge leur propre défense, ils allègent leur dépendance militaire à l'égard de leur grand allié, et qu'ils trouvent ailleurs dans le monde des partenaires pour construire avec eux les bases d'une autre croissance. Ces partenaires se situent nécessairement dans le tiers-monde, si on peut en dire.

*« Certains ont pu penser que nous étions une institution de gestion de la dette, déclarait voilà quelques mois M. Barber Conable, président de la Banque mondiale. Ce n'est pas le cas. Notre but est le développement, et nous ne nous préoccupons de l'endettement que dans la mesure où il constitue un frein à la croissance (13). »*

Seule une croissance soutenue peut en effet atténuer le poids de la dette et, à terme, le ramener à des proportions économiquement acceptables. Une telle relance n'atteindra une cadence

suffisante qu'avec la participation active, négocier, ordonner, d'un certain nombre de pays du monde occupant une position stratégique. Par leurs déficits, les Etats-Unis, « ils ont absorbé chez eux les capitaux venant d'ailleurs, n'en ont pas moins financé l'activité mondiale. Confier maintenant ce rôle moteur à l'Europe et au Japon jusqu'à épuisement de leurs excédents n'accorderait au monde qu'un stérile surris. Comment consolider durablement l'édifice miné dont chacun voit bien qu'il craque dangereusement ? Une seule chance s'offre : élargir la base géographique et démographique de l'expansion. Toutes les prévisions annoncent un ralentissement d'activités en 1988. Alors que plus de deux milliards d'êtres humains manquent de l'essentiel, pourquoi les pays industrialisés laisseraient-ils chuter leur production, pourquoi accepteraient-ils de sombrer dans une récession majeure ?

## Foi libérale et profits spéculatifs

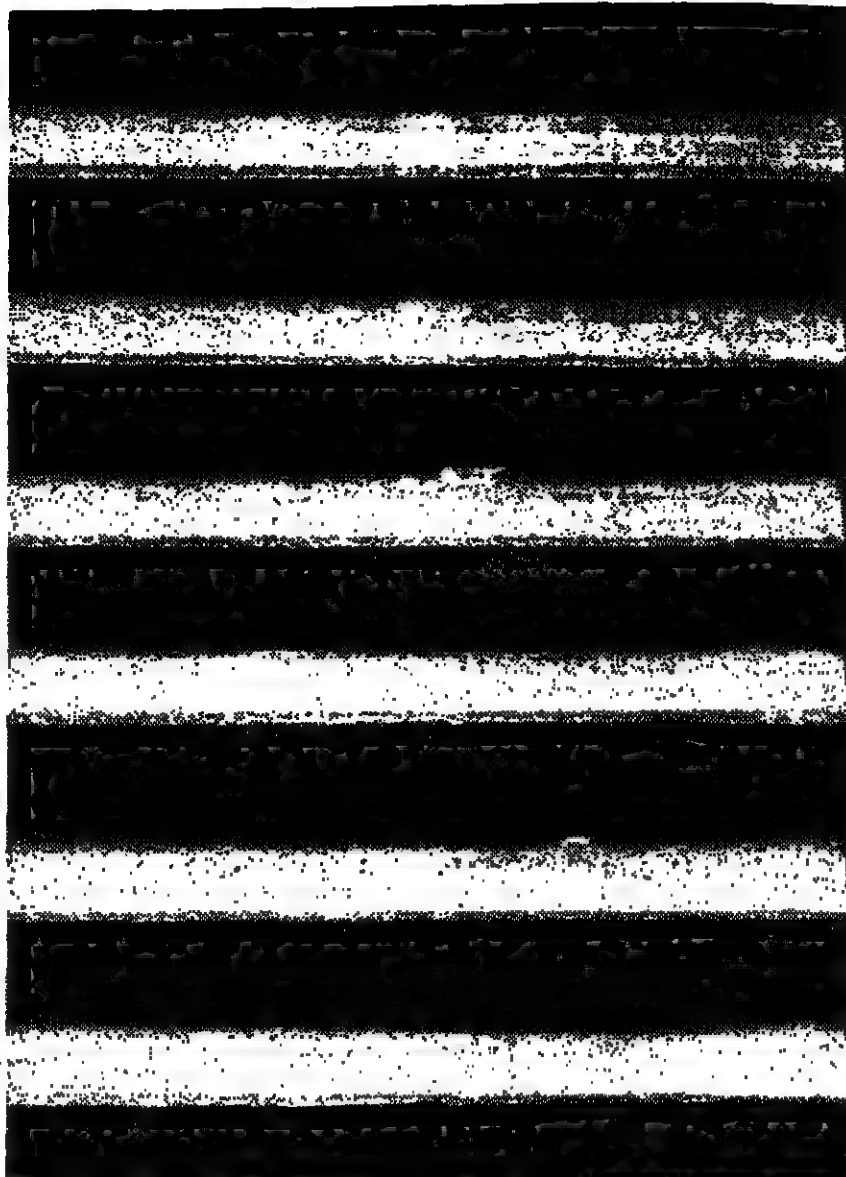
**M**AIS ces populations du tiers-monde ne sont pas solvables. Qu'elles commencent donc par payer leurs dettes et accroître leurs revenus. Ainsi réapparaît la logique de l'austérité, toujours prêt, croyant récupérer sa mise, à faire saisir les biens de son débiteur, à faire jeter à la rue le locataire qui n'a pas pu acquitter son terme. Plus attentifs à la création de richesses, le banquier et l'entrepreneur ne sauraient se résoudre à cette conception anti-économique. Leur souci est, dans la mesure du possible, de faire en sorte que leur débiteur puisse reconstruire les conditions grâce auxquelles il deviendra solvable. Ils savent que tel n'est pas aujourd'hui le cas.

En effet, le dernier rapport de la Banque interaméricaine de développement (BID) résume ainsi l'évolution de l'Amérique latine sur la période 1980-1986 : « L'effort d'exportation extraordinaire qu'a fait la région pour s'acquitter de l'alourdissement, tout aussi spectaculaire, du service de sa dette extérieure, a été quasiment neutralisé par la chute des prix de ses exportations (14). » Ainsi en va-t-il dans la plupart des pays sous-développés. Que cette situation se perpétue, et c'est l'impasse. Pour les nations avancées comme pour les régions pauvres.

Des baladins d'une « science » économique mal assimilée ont délibérément ignoré les réalités. Emportés par leur idéologie, ils ferment la porte à toute solution en proclamant avec ferveur leur foi dans le libéralisme. Leurs

## QUAND LA CRISE ÉCONOMIQUE

# Le triomphe de





MENACE LA DÉMOCRATIE

la déraison

Mais rien n'est plus naturel que cet effondrement. Secrétaire d'Etat chargé des droits de l'homme, le docteur Claude Malhuret affirmait péremptoirement voilà trois ans : « Les fluctuations des cours de ces produits ne dépendent pas de spéculateurs internationaux, elles dépendent du marché (18). » Voilà le maître mot lâché. M. Malhuret fonde toute son argumentation sur le seul cas du caoutchouc naturel, de plus en plus supplanté par les produits de synthèse. Il lui reste à expliquer comment les cours du sucre ont pu passer de 65,5 centimes de dollar en novembre 1974 à 2,35 centimes en juillet 1985, pour évoluer maintenant entre 6 et 7 centimes. L'usage des édulcorants n'a pas diminué au cours des deux dernières années, et, entre 1974 et 1985, l'offre et la demande de sucre n'ont pas varié de 1 à 30 sur les marchés. Les écarts de prix enregistrés tiennent au fonctionnement spéculatif du marché à terme, aussi bien pour les produits tropicaux que pour les minerais non ferreux. Si, à Chicago, la Bourse des céréales était soumise à d'aussi aberrantes fluctuations, l'Amérique serait ruinée. Grand producteur de céréales, elle a veillé, au grain. Les spéculations sur les marchés à terme déprécient les produits de base, ruinent le tiers-monde et, du même coup, en font un piètre client des pays industrialisés, dont l'activité se paralyse chaque jour davantage.

Changer de cap

LA passion idéologique doit nécessairement s'ajouter une bonne dose de suffisance pour pousser de simples amateurs à démentir les constats du FMI et de la Banque mondiale. Sans doute MM. Brauman et Malhuret n'ont-ils pas pris connaissance de ce plaidoyer de M. Michel Camdessus, successeur de M. de Larosière à la tête du FMI, qui invite les pays industrialisés à faire eux-mêmes des « efforts d'ajustement » afin que « les mesures de politique économique axées sur la croissance qu'adoptent les pays du tiers-monde produisent le plus d'effet possible ». M. Camdessus préconise « une stratégie de coopération pour la croissance ». Cette stratégie, ajoute-t-il, suppose que « les intérêts du reste du monde soient pris en considération » par les « principaux pays industrialisés (19) ».

N'en déplaise aux croisés de l'anti-tiers-mondisme, la Banque mondiale et le FMI, qui ne sont certes pas des organismes subversifs, se rejoignent pour demander avec insistance aux pays industrialisés, dans leur propre intérêt, des efforts cohérents axés sur trois objectifs :  
- S'ouvrir aux exportations du tiers-monde, alors que se renforce la tentation de leur opposer des barrières protectionnistes ;  
- Encourager les investissements productifs dans les pays sous-développés, alors que ceux-ci sont paradoxalement devenus fournisseurs nets de capitaux pour le Nord (voir page 8,



AU LENDEMAIN DU « LUNDI NOIR » DE WALL STREET  
La soudaine anxiété du petit spéculateur

l'article de Claire Brisset et Boudewijn Mohr) :

- Ne pas rester passifs devant la baisse des cours des produits de base, qui a certes contribué à réduire l'inflation au Nord mais au prix d'une réduction de la demande du Sud.

Si, enfin averti par le choc du « lundi noir », le monde développé veut éviter une crise majeure, il ne peut avoir de plus pressant souci que d'élargir ses débouchés naturels. Deux directions s'ouvrent à lui : les zones de pauvreté en son propre sein ; la demande insatisfaite dans l'ensemble du tiers-monde. Dans sa politique d'exportation, le Nord, jusqu'à présent, a surtout proposé au Sud de lui vendre ses excédents, même lorsqu'ils ne répondent pas à un besoin prioritaire. Ne peuvent-ils étudier ensemble les productions qui seraient les plus utiles, et en négocier aussi bien les moyens de financement

que les transferts de technologie qui permettraient de les mener à bien ?

Le sommet européen de Copenhague, début décembre, est nécessairement un échec s'il aborde son débat sur la crise dans une perspective strictement trilatérale : Europe, Etats-Unis, Japon. A défaut de faire entrer en jeu un quatrième pôle - les pays en voie de développement, - la concertation entre riches inspirera de plus en moins habiles replâtrages, mais elle ne débouchera pas sur des perspectives réalistes.

Réunis le 27 novembre à Acapulco, huit chefs d'Etat latino-américains (20) ont lancé un véritable cri d'alarme. Il n'a guère de chance d'être entendu à Washington, qui, à la mi-novembre, a imposé 105 millions de droits de douane supplémentaires sur les exportations du Brésil pour punir ce pays de s'obstiner à développer par lui-même une industrie informatique qui concurrence naturellement celle des

Etats-Unis (21). L'appel élaboré à Acapulco peut-il être compris par la Communauté européenne et le Japon ? Plus que tout autre, l'Europe y trouverait de multiples avantages. Sur le plan économique, elle pourrait engager avec les principaux pays d'Amérique latine un effort conjoint portant à la fois sur l'endettement, les flux de capitaux, les échanges commerciaux, les productions complémentaires, les investissements. Sur le plan politique, elle ne peut avoir de plus urgente priorité que de consolider les régimes démocratiques qui se sont instaurés sur les ruines économiques accumulées par les dictatures militaires ; à cette fin, l'Europe pourrait, pour ce qui la concerne, décider de « mettre entre parenthèses » la partie de la dette que les démocraties latino-américaines ont héritée des dictatures.

Des aménagements discrets et des combinaisons subtiles ne suffiront pas à éviter une crise majeure. Il est temps, grand temps, de changer de cap. « Disons-le carrément. Les Américains ont mal géré non seulement leur propre économie, mais aussi celle du monde (...). Les Américains ne peuvent pas espérer continuer à exercer seuls la direction des affaires mondiales. L'ère de l'hégémonie américaine doit prendre fin. » De tels propos prennent toute leur signification du fait qu'ils émanent d'un homme d'affaires japonais (22).

Mais que nul ne songe à simplement remplacer une hégémonie par une autre. Seul un nouveau type de relations - entre pays industrialisés, comme entre le Nord et le Sud - per-



mettra au monde d'éviter les plus dangereux écueils. L'Occident n'a pas été capable de l'imaginer par générosité et par solidarité humaine. Peut-il enfin sortir de son aveuglement, retrouver la raison, en considérant qu'il y va de son intérêt, inséparable de celui de la planète ?

CLAUDE JULIEN.

(18) Claude Malhuret, « Les importateurs du tiers-mondisme », Paris-Match, 22 janvier 1985.

(19) Allocution de M. Michel Camdessus, New-York, 26 octobre 1987.

(20) Il s'agit des présidents des quatre pays du groupe de Contadora (Mexique, Panama, Colombie, Venezuela) et des quatre pays du « groupe de soutien » (Argentine, Brésil, Pérou, Uruguay). Washington a tout fait pour tenter de dissuader ces huit pays de se réunir à Acapulco.

(21) International Herald Tribune, 14-15 novembre 1987. Sur les efforts déployés par Washington pour essayer d'empêcher le Brésil de créer son industrie de l'informatique, voir l'article de Jean-Michel Quatrepoint dans le Monde diplomatique, juillet 1986.

(22) Kenichi Ohmae, « As America Stumbles, Japan is Ready to Run », International Herald Tribune, 4 novembre 1987.

SUR LES CHEMINS DU VAL-D'OISE, 1987

Qui attend le charbon et le pain là-bas ?

Les victimes de la crise sont déjà parmi nous. Voici ce qu'a vu un automobiliste, aux alentours de Paris, l'hiver passé.

Enfilée dans une congère, la voiture est là, à patiner dans la neige au milieu des champs.

Au loin, une silhouette pliée en deux pousse une carriole qui semble ne pas vouloir avancer. Derrière eux, une seconde silhouette suit lentement, d'un pas lourd.

« Ah, ce sont les enfants qui habitent là-bas dans le bois, nous dit un homme en les voyant. Ils sont partis à 8 heures ce matin. »

Il est maintenant bientôt midi.

Jacques et moi, nous nous approchons. Le gros sac de charbon est bien plus lourd encore qu'il ne paraissait de loin. Son poids écorce la frêle carriole dans des grincements de planches, seul bruit qui rompt le silence pesant. Nous essayons d'engager la conversation : mais rien, pas un mot.

Une des fillettes, qui a encore le visage rond d'un enfant, serre entre ses bras quatre miches de pain. Elle a les pommernes et le nez rougis par le froid. Sa sœur, à peine plus grande, est arquée à pousser la carriole engeignée jusqu'au quart de la roue. Pousser, pousser encore, en silence, les mains raidies par la fer glaciale du brancard, la poignée calée au coin du ventre.

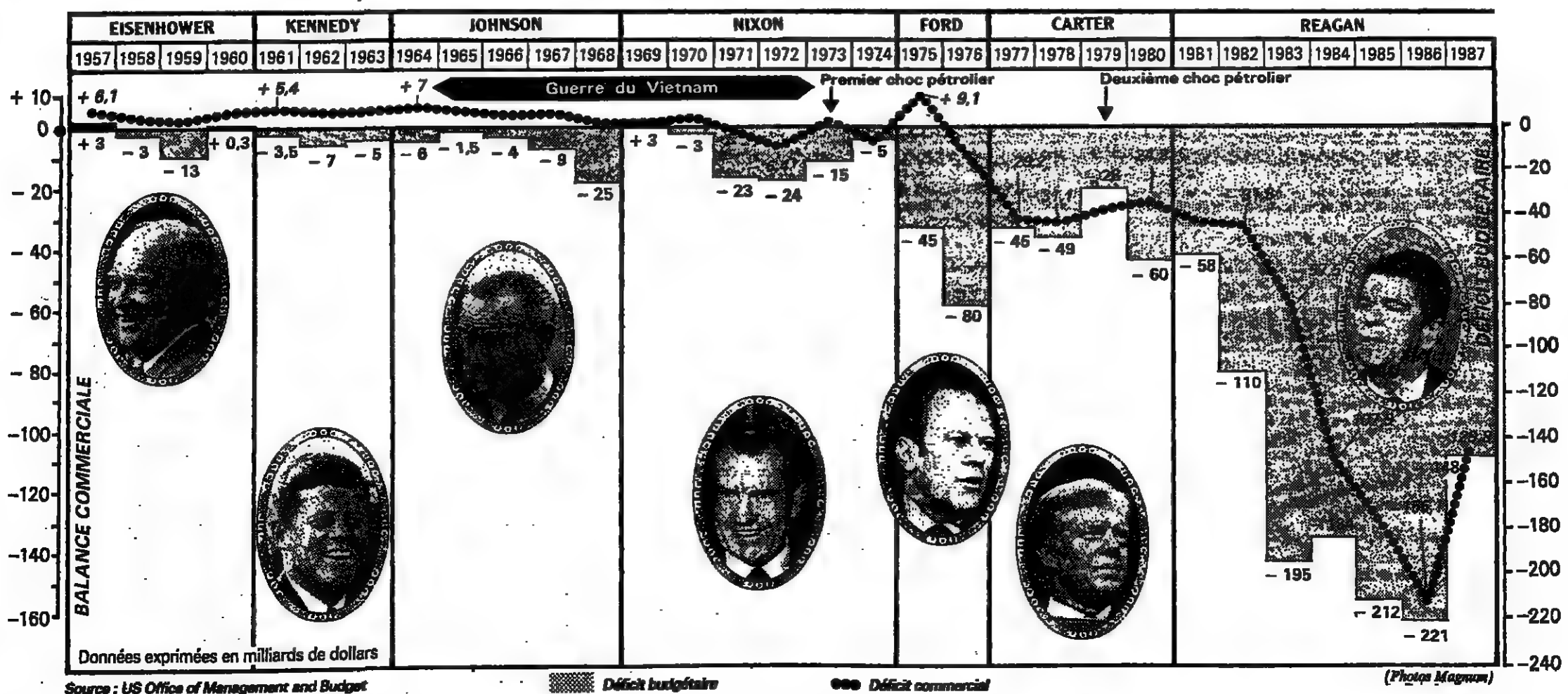
A la croisée du chemin, on se sourit. La voiture repart vers le macadam et la carriole poursuit son chemin vers le bois qui paraît si loin. Qui attend le charbon et le pain là-bas au fond d'une caravane ?

Le froid, c'est aussi des enfants qui poussent des carrioles. Les enfants, d'ailleurs, comment vivent-ils le froid ?

JEAN-CHRISTOPHE PISSON.

(Témoignage publié dans la revue de l'association Aïda à toute détresse-quart-monde, en mars-avril 1987.)

BAFOUANT LE DOGME DE L'ÉQUILIBRE, LES DÉFICITS AMÉRICAINS N'ONT CESSÉ DE SE CREUSER









# DE LA DÉRAISON

## temps des magiciens

niveau de vie, excessif, baisseront. Les gens travailleront plus dur, ils mèneront une vie plus morale. Les valeurs boursières trouveront un niveau d'ajustement, et les gens entrepreneurs ramasseront les débris abandonnés par les moins compétents (5).

Devant de telles déclarations, que chaque indigent perçoit comme cyniques, le doute s'installe chez beaucoup de citoyens ainsi que le scepticisme et la méfiance à l'égard de la classe politique. Dans de telles circonstances, les principes les mieux établis vacillent, menacent de s'effondrer. Et des propositions - antiparlementaires, antidémocratiques - qui naguère auraient été

rejetées avec la dernière énergie trouvent alors de nombreuses oreilles attentives.

Dans les années 1971-1973, à la fin de trente ans de croissance et de prospérité, le retour du spectre du chômage et de la récession fit reparaitre, dans le champ de l'imaginaire socio-culturel, de nouvelles fictions de crise comme, par exemple, les films catastrophes : *Tremblement de terre, 747 en péril, la Tour infernale*, etc. (6). Ces récits signalaient, assez précisément, l'entrée des sociétés industrielles dans une nouvelle ère d'angoisse sociale.

à d'abracadabrantes superstitions. Ils défient ainsi, sans se l'avouer, les critères d'une rationalité technoscientifique qui ne répond pas toujours à leurs hantises immédiates (chômage, SIDA, solitude...).

Dans des sociétés modernes ayant érigé en emblème le slogan « que le meilleur gagne », chacun cherche à se prouver - au-delà de ses contingences sociales objectives - qu'il peut être un « gagnant », un « battant ». Et cela au moyen des jeux de hasard.

Le hasard prend ainsi aujourd'hui la place du sacré. Il est à la fois fascinant et terrifiant. Autour de nous prolifèrent toutes sortes de loteries comme le Loto, le Tao-O-Tac, le Tapis vert... ; ou les jeux de pronostics comme, outre le tiercé, le quarté, le Loto sportif, télé-mago, portfolio... Et l'on assiste à l'explosion proprement délirante des jeux-concours proposés par tant de magazines, de marques de produits, de publications et de journaux. Sans parler des nombreuses émissions de télévision qui déversent - sous les yeux ébahis de tant d'exclus - une insolite pluie de millions sur les heureux élus...

Seul l'argent fait le bonheur, nous a-t-on répété ces dernières années, à l'époque du néolibéralisme triomphant, quand le seul but digne d'une vie (voyez, nous disait-on, Bernard Tapie)

était de s'enrichir. Le citoyen ordinaire n'avait d'autre possibilité d'atteindre le paradis sur terre qu'en gagnant à l'une des multiples tombolas magiques.

Mais, pour gagner, il faut avoir de la chance. Ce qui est, astrologiquement parlant, une affaire de « bonne étoile ».

L'incertitude du futur et la frénésie des jeux ont donc conduit les hordes de prétendants à la fortune vers les nouvelles générations de mages, de voyants et d'extralucides. Par téléphone, par Minitel ou simplement devant les caméras de la télévision (exemple : « Voyons ça ensemble », sur M6), ils prédisent l'avenir, précisent les chiffres porte-bonheur ou les couleurs de la chance...

Plus de vingt mille modernes sorciers, voyants, astrologues et autres aruspices officiels - avec l'aide de quelques dizaines de marabouts venus d'Afrique - suffisent à peine, en France, à répondre aux angoissantes demandes de quelque quatre millions de clients réguliers.

L'ésotérisme se trouve en pleine expansion ; la moitié des Français consultent régulièrement leur horoscope, et le tirage des revues d'astrologie ne cesse d'augmenter (deux d'entre elles dépassant les cent mille exemplaires).

### Boom de l'industrie divinatoire

Le boom de cette industrie divinatoire - tarots, cartes, talismans, chronomancie, guérisseurs, radiesthésie - correspond à une régression profonde de l'individu. Celui-ci en vient à admettre que le « ciel de naissance » peut déterminer, de manière absolue, sa biographie. Ainsi, le destin astral interprété par le voyant remplace en ces temps de superstitions la lecture des voies de la Providence effectuée naguère par le prêtre.

Le cinéma, une fois encore, reflète bien la nouvelle fascination pour les sorciers et les anges, les démons et les merveilleux. Ces derniers mois, des films comme *Le Nom de la Rose*, *Angel Heart*, *Le Moine* et *La Sorcière*, *Envoyés, les Anges du désir*, les *Sorciers d'Eastwick* et *Sous le soleil de Satan* sont venus rappeler - souvent avec beaucoup de talent - l'actualité

de thèmes qui heurtent frontalement la raison et la vérité.

L'obscurantisme séduit de plus en plus certains esprits rebutés par la complexité des réalités nouvelles, choqués par l'irrationalité débâcle économique. À la faveur de cet obscurantisme, se sont déjà épanouis à travers le monde les « révolutions conservatrices » et les divers fondamentalismes : islamique en Iran, puritain aux États-Unis, catholique en France, ultra-orthodoxe en Israël, etc.

Mais il pourrait demain, lorsque la récession qui menace aura amplifié les frayeurs, déclencher de plus graves pulsions destructrices. Et il sera tentant alors de chercher aux difficultés accrues de commodités boues émissaires. Que certains hommes politiques désignent déjà : « Nous risquons d'être, comme le peuple romain,



envahis par les peuples barbares que sont les Arabes, les Marocains, les Yougoslaves et les Turcs, a déclaré le ministre belge de l'Intérieur, M. Joseph Michel. Des gens qui arrivent de très loin et qui n'ont rien de commun avec notre civilisation (12).

Des idées sèches peuvent rendre ainsi dans des corps plus jeunes et devenir populaires. Dans les années 30, Thomas Mann en avait pressenti le danger : « L'irrationalisme qui devient populaire est un affreux spectacle. On sent qu'il en résultera fatalement un malheur ».

La déraison se nourrit d'ignorance et de peur, de crainte et d'espoir. Ce sont les nourritures de toute religion, de toute superstition. Et le traumatisme économique que subissent actuellement des sociétés malades de leur culture risque de transformer ces nourritures en élixirs. Pour une nouvelle barbarie.

KIMACIO RAMONET.

- (1) *El País*, Madrid, 7 novembre 1987.
- (2) *Le Monde*, 22 novembre 1987.
- (3) Sigfrid Kraussner, *De Caligari à Hitler*, Flammarion, Paris, 1987.
- (4) André Gisselbrecht, *Introductions à Mario et le Magicien*, Flammarion, 1983.
- (5) Cité par Jean Haffner, *La Grande Dépression*, Gallimard-Julliard, coll. « Archives », n° 64, Paris, 1976.
- (6) Cf. Ignacio Ramonet, *Le Chevaling-gum des yeux*, Alain Moreau, Paris, 1980.
- (7) *Le Monde*, 18 avril 1982.
- (8) *Le Monde*, 22 septembre 1984.
- (9) *Le Nouvel Observateur*, 14 août 1987.
- (10) En 1987, la Vierge est également apparue à au Caire, à Grouchovo (URSS), à Séville ainsi qu'en Argentine, en Yougoslavie...
- (11) Selon un sondage publié par *Le Monde* le 1<sup>er</sup> octobre 1986, 46 % de l'ensemble des Français « croient aux miracles ».
- (12) *Le Monde*, 1<sup>er</sup> novembre 1987.

### Renaissance des pèlerinages

AU cours des quinze dernières années, à mesure que se dégradait la situation économique et qu'augmentait le nombre des exclus et des laissés-pour-compte, les sectes modernes se multipliaient ainsi que les nouvelles superstitions et la foi en la drogue. Comme si, dans le mouvement lent des mentalités, entre le terrain gagné par la rationalité technique et celui perdu par la religion catholique, il restait une sorte de no man's land qu'occuperaient de nouvelles croyances ou des formes archaïques de religiosité.

La nouvelle pauvreté et les angoisses confuses qu'elle suscite expliquent, par exemple, en France l'extraordinaire renaissance des pèlerinages. Et, comme aux pires époques de désespoir populaire, certains fidèles croient même voir, à nouveau, des apparitions de la Vierge Marie.

En avril 1982, à La Taladière (Indre), une adolescente assure avoir vu la Vierge (7). Très vite, comme épidémie, se succèdent des milliers de pèlerins et d'innombrables de tout le pays, mais également de Belgique, des Pays-Bas, de Suisse et d'Italie. Ils se rassemblent dans le jardin où eut lieu l'apparition et attendent un signe du ciel...

En septembre 1984, Marie réapparaît à Montpinchon (Normandie) où trois témoins croient la voir « radieuse, cheveux blonds et bras tendus (8) ». Là encore, des milliers de désemparés arrivent dans l'espoir d'une nouvelle manifestation.

Si celle-ci ne se produit pas, ils iront en pèlerinage - comme trois cent mille

autres chaque année - à Kerinizen (Finistère) où vit toujours une vieille dame visionnaire, Jeanne-Louise. Pendant trente ans, la Vierge lui est apparue soixante et onze fois (9) et lui aurait dit : « Je veux rechristianiser la France afin qu'elle redevenue la lumière des peuples païens... »

D'autres pèlerins - un million et demi en 1986 - se rendent au 140, rue du Bac à Paris, à la chapelle de « la médaille miraculeuse ». Cette médaille que la Vierge - lors d'une apparition le 27 novembre 1830 - aurait demandé de faire frapper pour « accorder de grandes grâces » et que portait au cou Bernadette Soubirous, en 1858, lorsqu'elle-même vit la Vierge à Lourdes. A l'entrée d'une grotte où sont venus prier, l'an dernier, plus de quatre millions de pèlerins...

Cette renaissance de la religion populaire (10), du culte des saints guérisseurs - encouragé par la hiérarchie la plus conservatrice de l'Eglise - coïncide précisément avec le retour des temps durs. Alors, on se remet à espérer en la Providence et, littéralement, à croire aux miracles (11).

Mais on croit encore plus fortement aux vieux mythes païens du destin, de la fortune ; et, trois mille ans après les Chaldéens, on invoque le pouvoir des astres « qui régissent, d'une volonté inflexible, tout dans l'univers ».

Tout en sachant ces croyances incompatibles avec l'esprit scientifique, les citoyens, intimidés par les risques des temps nouveaux, adhèrent à leur raisonnement parfaitement illogique et

## modernité : les signes du déclin

année-là, le Congrès avait refusé de voter des crédits pour le SST (l'avion supersonique, le Concorde américain). Ce vote antitechnologique représentait un renversement complet de l'attitude des États-Unis à l'égard de la technique.

Alors que les États-Unis croyaient encore au « défi américain », une revue comme *Newsweek* publiait un article intitulé « Les États-Unis sont-ils encore compétitifs ? » ; un dessin montrait un cadre confortablement installé devant son poste de télévision ; sa femme, qui tient le récepteur du téléphone, lui dit : « Le bureau n'accepte pas ton absence. »

Le bicentenaire en 1976 de la naissance des États-Unis et de la publication de l'œuvre de Gibbon - le Montesquieu anglais - *Déclin et chute de l'Empire romain* provoqua maintes réflexions sur l'évolution des États-Unis. Un séminaire eut lieu à Washington en 1975 réunissant certains des grands historiens américains sur le thème : « Quelles sont les raisons de la chute de Rome ? Est-ce maintenant notre tour ? »

Le président Reagan fut sensibilisé à ces parallèles historiques par une campagne de presse contre M. Henry Kissinger qui était soupçonné d'avoir dit que les États-Unis avaient dépassé le point culminant de leur histoire. Il est intéressant de remarquer que le sujet de la thèse de M. Kissinger à l'université Harvard avait été : « Le sens de l'histoire : réflexions sur Spengler, Toynbee et Kant ». Dans une émission de télévision, M. Reagan s'attaqua violemment à M. Kissinger pour son défaitisme. Les propos de l'ancien secrétaire d'État l'encourageront à combattre la détente et à militer pour un réarmement massif afin d'éviter des tragédies semblables à celles du passé. Ce faisant, M. Reagan confirmera le bien-fondé de notre graphique où nous avions prévu que, comme toute société sur son déclin, elle investirait dans le militaire au détriment des investissements civils. C'est ce qui s'est passé en France dans les années qui ont immédiatement précédé la seconde guerre mondiale.

Cette même année 1976, j'écrivis un article « How to Help the United

States Age Gracefully » (Comment aider les États-Unis à vieillir en beauté) et qui fut publié par la *National Review*, une revue de la droite américaine qui lui consacra sa page de couverture mais en modifia le titre : *The*

*graying of America* - l'Amérique grisonnante. La revue demanda à l'un de ses dessinateurs de représenter l'oncle Sam tombant en pièces détachées.

À la suite de cet article, je reçus une lettre de William Casey, que M. Rea-



PAYSAGE D'USINES A PITTSBURG (ÉTATS-UNIS)  
La dégradation industrielle s'accroît, elle aussi, partout.

gan devait nommer directeur de la CIA et que j'avais connu à travers la résistance (8). Il m'écrivait pour me dire qu'il considérait que les États-Unis déclinaient non pas depuis 1971 mais depuis l'invasion manquée en 1961 de la baie des Cochons (Cuba). Convaincu qu'il y avait des cycles historiques - il avait chez lui plusieurs centaines de livres sur l'histoire des civilisations - Casey accepta mon idée d'organiser une conférence internationale où seraient invités les historiens des sociétés en déclin afin qu'ils nous indiquent les mesures qui avaient été prises pour enrayer le processus.

Walter Annenberg, l'ancien ambassadeur de M. Nixon à Londres, accepta de financer la conférence à l'Annenberg School of Communication sur le campus de l'USC à Los Angeles. Malheureusement, pour satisfaire les mem-

bres des différentes facultés, on devait discuter du déclin de l'Occident - trop vaste sujet pour un séminaire de trois jours - et non pas du déclin des États-Unis.

La conférence eut lieu en mars 1977. Parmi les personnalités politiques qui participèrent aux débats se trouvaient lord Hume, l'ancien premier ministre britannique, et Dean Rusk, le secrétaire d'État des présidents Kennedy et Johnson de 1961 à 1969. Les conférenciers rejetèrent l'idée selon laquelle le déclin de l'Occident serait inévitable. Il serait donc vain de proposer des solutions pour freiner les événements en cours. En écoutant les discussions de ces experts, nous songions à Sidoine Apollinaire, lettré et haut dignitaire romain qui était convaincu de la primauté du beau et de la pérennité de Rome.

### Une situation différente de celle de 1929

CE qui m'a tant inquiété ces dernières années, c'est que, dans le cycle millénaire de l'Occident, les États-Unis sont le dernier bastion. Au cours du cycle de l'Occident, de jeunes nations ont régulièrement pris le relais de nations sur leur déclin. L'Italie au quinzième siècle, le Portugal et l'Espagne au seizième siècle, la Hollande et la France au dix-septième siècle, l'Angleterre et l'Allemagne aux dix-huitième et dix-neuvième siècles et les États-Unis au vingtième siècle ont concouru à conserver l'élan. Mais, aujourd'hui, l'Occident n'a plus de nation jeune en réserve, et cet élan ne peut être maintenu ; le déclin de l'Occident est tragiquement lié à celui des États-Unis.

La crise mondiale dans laquelle nous pénétrons est une crise de civilisation. Nous ne sommes pas en 1929. Les États-Unis étaient alors une nation jeune et avaient le ressort nécessaire pour surmonter la crise. Ce n'est plus le cas aujourd'hui.

Il est peut-être difficile pour de nombreux Français d'accepter ce tragique scénario, car la France, qui, dans les années précédant la seconde guerre

mondiale, présentait de nombreux symptômes semblables à ceux des États-Unis aujourd'hui, connaît présentement une étonnante renaissance et qui fait même que le jeune Français d'aujourd'hui a un dynamisme, ou impulsion psychologique, quelque peu semblable à celui de l'Américain d'il y a quarante ans. Et la France est la nation de l'Occident la plus tournée vers les techniques de pointe.

Dans notre graphique de 1956, nous avons indiqué quelques-uns des facteurs qui redressaient le déclin séculaire de la France. Dans l'histoire des cycles, le renouveau de la France est un phénomène qui doit être assez exceptionnel. Le choc de la défaite de 1940 et de l'occupation, puis la Libération, le général de Gaulle et le plan Marshall, sont quelques-uns des événements qui contribuèrent à freiner le déclin. Ce qu'on peut et doit espérer, c'est que le renouveau de la France lui permettra de mieux s'adapter que nombre d'autres nations au déclin final de l'Occident.

JEAN GIMPEL.

(8) Jean Gimpel, *Ultime rapport sur le déclin de l'Occident*, p. 138.

l'OMPHRE  
nir le

frayeur, il me  
sible incompréhensible  
olitiques et leur mèn  
la tempête comme  
cs périls. En p  
des États-Unis  
foover, un ut  
en 1930 : « Je  
ure forme de g  
udre d'une n  
problèmes comm  
on directe, n  
ccès des innu

secrétaire au Trésor  
ui n'hésite pas à l'ou  
rise !... « Cela n  
e qui infecte le  
vie, trop étiré

André Schmitt - Maga

gie et

signe pas aux l  
regardant le dév  
et celles qui con  
l'ensemble de la  
nulle part de  
l'histoire de l'u  
nt juger de l'ap  
sur les crises l  
donner si les d  
me plus innu  
rarement l  
aux États-Unis  
re plus de p

outhern-Calif  
demandé au  
e exposer sa  
ne je leur prop  
za, l'œuvre de  
rales et le b  
ur du monde  
États-Unis, l  
dans l'indus  
n Age et un  
its-Luis.

le l'évolution  
en cours d'é  
de l'esprit de  
scure des m  
me plus innu  
sources d'esp  
taures, aggr  
put de résonn  
ouvelles techn  
dine de produ  
tats-Unis d  
ant : 1971. G

les Prologues  
de Paris, 1984  
n. oct., pp. 8-10  
« L'Homme et la  
1983, pp. 15-20  
Henri Lefebvre  
à la dérive

unions, des Revue  
nouveau, coll. L  
ars, 1979  
œuvre et publi  
l'OCDE, Paris  
la Revue de  
p. 231 et 238





Etrangères, quand ce n'est pas réfractaires, au monde de la recherche et de la production, les élites dirigeantes françaises ont laissé s'effriter les positions de l'industrie. Face aux prévisibles déconvenues qu'entraînerait une tertiarisation accrue de l'économie, des forces existent pour un redressement aujourd'hui compromis par l'absence de politique industrielle.

« O »

Par  
BERNARD  
CASSEN

U se situe la France en termes de compétitivité industrielle ? La ministre de l'Industrie a le regret de dire que son rang n'est pas bon. Prononcés en octobre 1986, ces propos de M. Alain Madelin, ministre de l'Industrie, des P et T et du tourisme (1) avaient le mérite de la franchise, voire d'une indiscutable capacité d'anticipation. En effet, il n'allait pas falloir attendre plus d'un an de gestion libérale de l'équipe de M. Jacques Chirac pour que, en mars 1987, événement sans précédent dans l'histoire de la V<sup>e</sup> République, le solde industriel de la France devienne et reste ensuite négatif — il s'est encore aggravé de 3 milliards de francs, en octobre, — alors qu'il était encore excédentaire de 90 milliards de francs en 1985 et de 35 milliards en 1986.

Le tableau que traçait M. Madelin, il y a un peu plus d'un an, est donc plus que jamais d'actualité. Il tient en quelques chiffres clés : de 1980 à 1987 la production industrielle est restée stagnante ; de 1980 à 1986, et alors que la demande mondiale de produits manufacturés progressait de 19 %, la France perdait au moins 10 % de ses parts de marché dans le monde alors que l'Italie en gagnait 9 %, la RFA 14 % et le Japon 23 % ; le taux de pénétration du marché intérieur par les importations industrielles est passé de 27 % en 1979 à 33,1 % en 1986, dont 59,5 % pour les biens d'équipement ménager.

Au vu de ces quelques indicateurs, le diagnostic se dessine : l'offre française de produits industriels est largement inadaptable à la demande intérieure, tout comme à la demande extérieure solvable, fondamentalement celle des pays membres de l'OCDE, ce qui fait dire à M. Jacques Lesourne, professeur au Conservatoire national des arts et métiers : « Le commerce extérieur français reste encore principalement excédentaire avec les pays du tiers-monde, et grâce à des industries parve-

nues à l'âge de la maturité. Tandis qu'il a tendance à être assez fortement déficitaire sur le terrain des industries d'avenir et avec les pays où le développement technique est le plus soutenu (2). » Les grands secteurs de l'excellence française (aéronautique, nucléaire, espace, télécommunications, matériel de transport ferroviaire, systèmes d'armes) s'appuyant soit sur un marché intérieur protégé, soit sur de « grands contrats » civils ou militaires, conclus le plus souvent avec des pays en voie de développement ou membres de l'OPEP — auprès desquels le recouvrement des créances est difficile et parfois impossible — ne sauraient cacher une réalité beaucoup moins rose dans les secteurs très pénétrés des biens d'équipement (informatique, machine-outil, mécanisme agricole, véhicules utilitaires, matériel de précision) et dans ceux de la grande consommation.

Cette logique des « grands projets », comme celle des « grands contrats » est celle d'une culture industrielle dominante en France, dont les racines historiques complexes ont déjà été analysées dans ces colonnes (3). Il s'agit d'une culture d'Etat déployant — pour reprendre une formule de Jean-Jacques Salomon — une « stratégie de l'arsenal », où les pouvoirs publics jouent à la fois le rôle de donneurs d'ordres, de banquiers et de clients, et dont l'encadrement est assuré par le « corporatisme monopoliste d'Etat », des énar-

#### La santé retrouvée des « nationalisés »

APRÈS son arrivée au pouvoir en 1981, et au prix d'une sérieuse révision idéologique qui allait la mettre quelque peu en porte à faux par rapport à sa base militante, la gauche découvrait l'« impératif industriel ». Elle entreprenait une politique volontariste de nationalisation des grands groupes dont certains, menacés de faillite, auraient sans cela été démembrés ou seraient passés sous contrôle étranger, le secteur privé n'y ayant investi que 5,5 milliards de francs entre 1976 et 1981, alors que les gouvernements de MM. Pierre Mauroy et Laurent Fabius allaient y injecter 50 milliards de francs.

Cette reprise en main directe de secteurs industriels en perte de vitesse — chimie, informatique, électronique professionnelle, sidérurgie — s'accompagnait du lancement de programmes technologiques dits « mobilisateurs » dans les filières identifiées comme décisives (électronique, matériaux, biotechnologies, etc.), ainsi que d'un accroissement significatif des budgets publics de recherche et d'aide à l'innovation.

Avec des résultats non négligeables dans la plupart des cas, puisque le « succès » des premières privatisations, dont se targuaient M. Edouard Balladur avant l'effondrement boursier du 19 octobre dernier, avait son origine dans la santé retrouvée d'entreprises dans lesquelles aucun « petit porteur » n'aurait investi un sou vaillant en 1981.

ques et des ingénieurs des grands corps techniques. Cette stratégie a permis à la France de se maintenir au premier rang mondial dans quelques technologies de pointe et, pour deux d'entre elles (aéronautique et espace), d'y impliquer le reste de l'Europe.

Dans les domaines non captifs des commandes gouvernementales, l'appareil productif a, en revanche, considérablement vieilli. Au cours des années 60 et au début des années 70, en effet, les investissements — d'un niveau très honorable, puisque entre 1963 et 1973 ils s'élevaient en moyenne à 7,6 % l'an — avaient globalement porté sur la substitution du capital au travail pour augmenter la productivité, au détriment de la recherche et de l'innovation : l'optimisation des potentialités existantes, « tirées » par des marchés en expansion, avait prévalu sur la préparation du lendemain. Mais, à partir du premier choc pétrolier, la faiblesse de l'investissement — chutant à 2 % en moyenne de 1973 à 1980, reculant même après le deuxième choc de 1979-1980 pour reprendre légèrement en 1984 — n'avait guère mis les entreprises françaises en état d'affronter les formidables mutations provoquées par l'introduction des technologies diffuses (électronique, productique, matériaux nouveaux, biotechnologies, etc.) dont les Etats-Unis, comme le Japon et la RFA allaient faire le moteur de leur croissance.

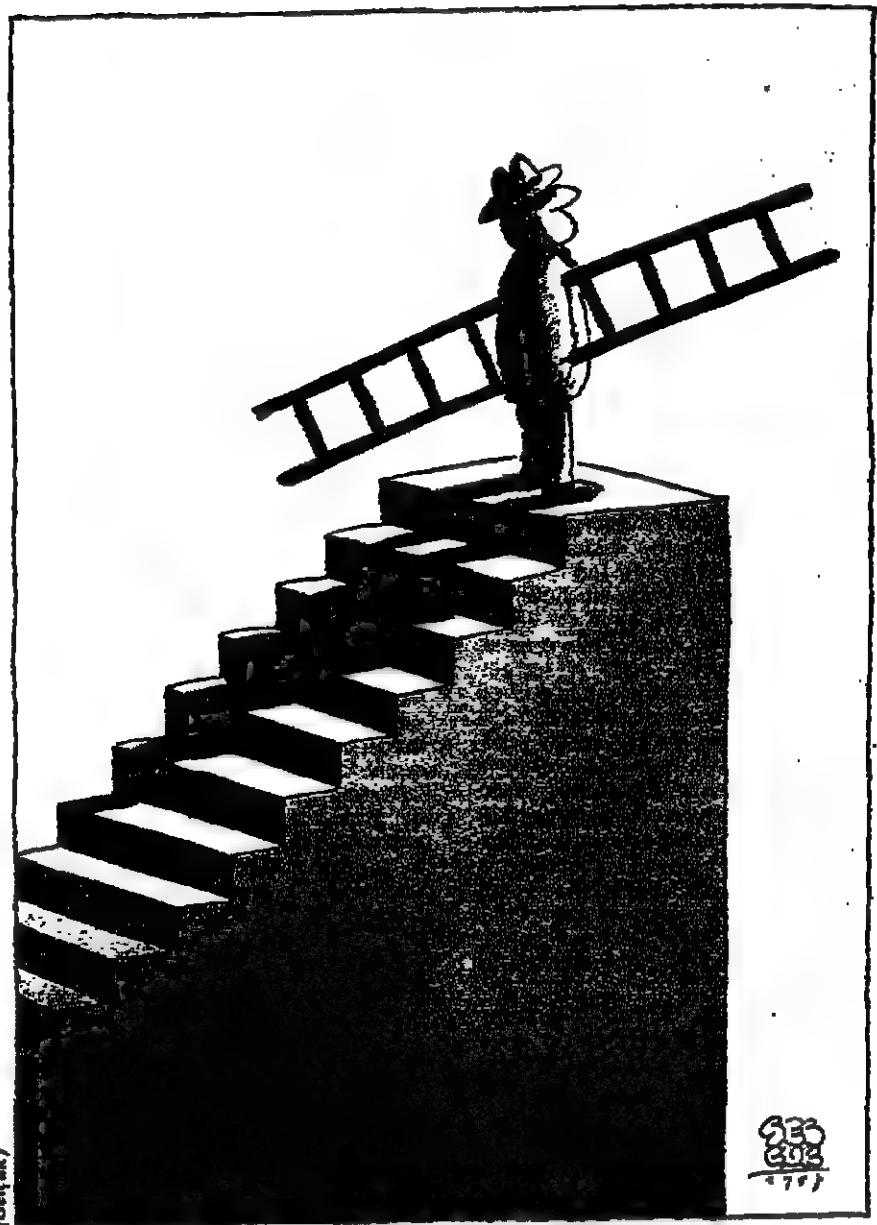
Avec aussi de sérieuses déconvenues, les « nationalisés » n'ayant pas — comme c'était escompté — constitué des locomotives de la croissance et de l'emploi ni davantage contribué à dynamiser le tissu des petites et moyennes entreprises (PME). Or c'est parmi ces PME, notamment celles de moins de cent salariés — qui représentent 96 % des cent soixante-cinq mille entreprises industrielles françaises — que l'emploi a le moins vacillé au cours de ces dernières années et que les innovations technologiques ont le plus volontiers fleuri (4).

De retour aux affaires en mars 1986, la droite allait immédiatement mettre en place les différents articles de foi de son bréviaire libéral consigné dans la plate-forme électorale RPR-UDF. Et, en premier lieu, ceux relatifs aux « libertés économiques » : abrogation de l'impôt sur les grandes fortunes, libération des prix et des changes, baisse de l'impôt sur les sociétés de 50 % à 42 %, suppression de la taxe sur les frais généraux et de l'autorisation administrative de licenciement, aménagement du temps de travail, etc. En s'imaginant que ces allègements des charges et des contraintes allaient mécaniquement provoquer l'investissement et donc la création, entre autres, des trois cent soixante-sept mille emplois promis avant les élections par M. Yvon Gattax, alors président du Conseil national du patronat français (CNPF), les ministres de M. Chirac cédaient à une vision purement économique de l'univers industriel sans en percevoir les pesanteurs culturelles.

A la pointe de cette croisade libérale, M. Alain Madelin croyait stimuler la bonne volonté « entrepreneuriale » lorsque, avec un ardeur dogmatisante, il démantelait lui-même les structures de son propre ministère et revendiquait avec fierté la diminution — de 10 % en 1987 et 12,5 % en 1988 — de ses crédits et moyens d'intervention. C'est une chose pour les dirigeants d'entreprise de peser contre l'Etat en général, c'en est une autre de renoncer à des aides

## DÉBATS ÉLECTORAUX ET

# Des lendemains industriels hypothéqués



directes ou indirectes qui sont pratiquées dans tous les pays au discours de façade le plus anti-étatique. Outre-Atlantique on a pu citer des chiffres variant entre 86 et 196 milliards de dollars, selon les méthodes de calcul, pour évaluer le montant des subventions fédérales directes à l'industrie au tournant des années 80, sans parler des retombées des programmes militaires, cependant que chacun des Etats de la Fédération, pris individuellement, mène de plus en plus des politiques interventionnistes pour revitaliser son industrie et se transforme en Etat-territoire (5). En RFA, la combinaison des aides du gouvernement de Bonn et de celles des Länder est tout aussi impressionnante, tant « en creux » (allégements fiscaux) qu'en « bosses » (subventions), soutenues à des programmes technologiques, contrats de recherche, etc.).

Alors que l'un des problèmes majeurs des PME est l'accès au crédit et que les taux d'intérêt réels français sont les plus élevés des grands pays industriels (6,9 % actuellement, contre 5,1 % en RFA, 4,9 % aux Etats-Unis, 4,8 % au Royaume-Uni, 4,5 % au Japon), M. Madelin supprimait le Fonds industriel de modernisation (FIM) créé par M. Fabius malgré l'opposition du ministère des finances, et qui prêtait chaque année 9 milliards de francs, à des taux bonifiés, aux entreprises de toute taille. Une manière de contourner partiellement le circuit bancaire, où la prise de risques industriels fait figure d'épouvantail. En RFA, ce sont 25 à 30 milliards de francs de prêts, sur des durées de dix à quinze ans, qui sont distribués chaque année à des taux inférieurs de 1,5 % à 2 % à ceux des banques.

#### Amputation du budget de la recherche

MAIS c'est en matière de soutien public à la science et à l'innovation que l'avenir a été le plus lourdement hypothéqué. A peine installé, le gouvernement de M. Chirac s'en prenait au budget de la recherche et, en particulier, amputait de 40 % les crédits 1986 de l'Agence nationale pour la valorisation de la recherche (ANVAR) et du Fonds de la recherche de la technologie (FRT). En 1987, toutefois, changement radical de discours : M. Chirac découvre brusquement que c'est « dans les laboratoires et les centres de recherche privés ou publics que se joue désormais pour une grande part notre compétitivité ». En fait, le budget 1988 de la recherche, censé traduire en actes ces fortes paroles, reste encore sensiblement inférieur à celui de 1986. Surtout, il est marqué par deux tendances presque caricaturales : le secteur militaire et les grands programmes civils (aéronautique, espace, télécommunications), domaines privilégiés du « plus d'Etat »,

connaissent une croissance sensible : à l'inverse, la recherche industrielle, destinée à irriguer les entreprises privées, stagne ou régresse : ni l'ANVAR ni le FRT ne retrouvent leur niveau de 1986, voire de 1985 ; l'Agence française pour la maîtrise de l'énergie (AFME) est laminée (6).

Ce désengagement public n'est nullement compensé par un effort accru du secteur privé. Les entreprises françaises restent, en effet, très en retard par rapport à leurs concurrents étrangers en matière de recherche industrielle. Comptant davantage sur l'Etat, elles contribuent donc moins que leurs homologues à la dépense nationale de recherche-développement (DNDR) : 43 % en 1986 contre 65 % au Japon, 57 % en RFA et 46 % au Royaume-Uni.

Si répartition sectorielle aggrave encore ces disparités : la priorité accordée aux grands projets de haute technologie, à forte valeur ajoutée de

matière grise, mais sans grand impact sur l'emploi (le secteur spatial n'occupe en France que douze mille salariés), n'aurait pas dû conduire à négliger, comme c'est le cas, des secteurs industriels représentant un grand poids économique, particulièrement sous l'angle de l'emploi : mécanique, textile, bâtiment et industries agricoles et alimentaires (7), ces dernières offrant de surcroît un intérêt particulier pour le commerce extérieur puisque, pour le seul mois d'octobre 1987, elles ont dégagé un excédent commercial de 3,2 milliards de francs.

Ces tendances lourdes, héritées de l'histoire du paysage technologique et industriel français, la droite, loin de les infléchir, n'a fait que les aggraver. Ses dirigeants, issus pour la plupart des professions libérales ou du monde technocratique de l'Ecole nationale d'administration, ont très rarement l'expérience concrète des entreprises. Tout au plus ont-ils, à temps perdu, présidé quelques conseils d'administration de grandes sociétés, comme M. Edouard Balladur, qui se proclame pourtant « industriel ». Largement ignorants de l'environnement réel du développement technologique et plus encore de celui de la production, pour ne pas parler du financement des PME, ils privilégient tout naturellement les décisions macro-économiques, financières ou strictement politiques à fort « effet d'annonce », qui bénéficient avant tout au cercle étroit des très grandes entreprises dont les dirigeants appartiennent au même monde politique et social que le leur. Leur propension naturelle les pousse à privilégier les services qui ont beaucoup plus de points communs avec

(1) Discours de conclusion de la première journée du colloque sur l'avenir industriel de la France, organisé les 7 et 8 octobre 1986 par la commission de la production et des échanges de l'Assemblée nationale, et dont les actes ont été publiés sous le titre *Quel avenir industriel pour la France ?* (Economica, Paris, 1987, 409 pages, 125 F).

(2) Jacques Lesourne, « L'équation française », *Le Débat*, n° 46, octobre-novembre 1987. Voir également les autres contributions au dossier « La France a-t-elle décroché ? », publié dans cette livraison.

(3) Voir Bernard Cassen, « Un nouveau maître à penser : l'entrepreneur », *Le Monde diplomatique*, août 1987.

(4) Voir Michel Devilliers, « Petites, moyennes entreprises, sur qui compter », *Quel avenir industriel pour la France ?*, op. cit.

(5) Voir « Une industrie subventionnée », *Le Monde diplomatique*, mars 1987, et Pierre Domergues, « Le Michigan laboratoire de l'Etat-territoire », *Le Monde diplomatique*, octobre 1986.

(6) Voir Claire Blandin, « La recherche industrielle devient une priorité du gouvernement », *Le Monde*, 25 mars 1987 ; André-Yves Portnoff, « La technologie, priorité redécouverte », *Science et technique*, octobre 1987 ; François Kourilsky, « La déroute de la recherche civile », *Le Monde*, 11 novembre 1987.

(7) Voir Yves Farge, « Développer de nouveaux produits », *Quel avenir industriel pour la France*, op. cit.

## EXPLORATION D

# par le laissez

Il est évident que l'industrie française est en crise. Mais la crise n'est pas la même partout. Elle est plus grave dans les industries de pointe que dans les industries de masse. Elle est plus grave dans les industries de haute technologie que dans les industries de basse technologie. Elle est plus grave dans les industries de recherche et développement que dans les industries de production. Elle est plus grave dans les industries de pointe que dans les industries de masse. Elle est plus grave dans les industries de haute technologie que dans les industries de basse technologie. Elle est plus grave dans les industries de recherche et développement que dans les industries de production. Elle est plus grave dans les industries de pointe que dans les industries de masse. Elle est plus grave dans les industries de haute technologie que dans les industries de basse technologie. Elle est plus grave dans les industries de recherche et développement que dans les industries de production. Elle est plus grave dans les industries de pointe que dans les industries de masse. Elle est plus grave dans les industries de haute technologie que dans les industries de basse technologie. Elle est plus grave dans les industries de recherche et développement que dans les industries de production. Elle est plus grave dans les industries de pointe que dans les industries de masse. Elle est plus grave dans les industries de haute technologie que dans les industries de basse technologie. Elle est plus grave dans les industries de recherche et développement que dans les industries de production. Elle est plus grave dans les industries de pointe que dans les industries de masse. Elle est plus grave dans les industries de haute technologie que dans les industries de basse technologie. Elle est plus grave dans les industries de recherche et développement que dans les industries de production. Elle est plus grave dans les industries de pointe que dans les industries de masse. Elle est plus grave dans les industries de haute technologie que dans les industries de basse technologie. Elle est plus grave dans les industries de recherche et développement que dans les industries de production. Elle est plus grave dans les industries de pointe que dans les industries de masse. Elle est plus grave dans les industries de haute technologie que dans les industries de basse technologie. Elle est plus grave dans les industries de recherche et développement que dans les industries de production. Elle est plus grave dans les industries de pointe que dans les industries de masse. Elle est plus grave dans les industries de haute technologie que dans les industries de basse technologie. Elle est plus grave dans les industries de recherche et développement que dans les industries de production. Elle est plus grave dans les industries de pointe que dans les industries de masse. Elle est plus grave dans les industries de haute technologie que dans les industries de basse technologie. Elle est plus grave dans les industries de recherche et développement que dans les industries de production. Elle est plus grave dans les industries de pointe que dans les industries de masse. Elle est plus grave dans les industries de haute technologie que dans les industries de basse technologie. Elle est plus grave dans les industries de recherche et développement que dans les industries de production. Elle est plus grave dans les industries de pointe que dans les industries de masse. Elle est plus grave dans les industries de haute technologie que dans les industries de basse technologie. Elle est plus grave dans les industries de recherche et développement que dans les industries de production. Elle est plus grave dans les industries de pointe que dans les industries de masse. Elle est plus grave dans les industries de haute technologie que dans les industries de basse technologie. Elle est plus grave dans les industries de recherche et développement que dans les industries de production. Elle est plus grave dans les industries de pointe que dans les industries de masse. Elle est plus grave dans les industries de haute technologie que dans les industries de basse technologie. Elle est plus grave dans les industries de recherche et développement que dans les industries de production. Elle est plus grave dans les industries de pointe que dans les industries de masse. Elle est plus grave dans les industries de haute technologie que dans les industries de basse technologie. Elle est plus grave dans les industries de recherche et développement que dans les industries de production. Elle est plus grave dans les industries de pointe que dans les industries de masse. Elle est plus grave dans les industries de haute technologie que dans les industries de basse technologie. Elle est plus grave dans les industries de recherche et développement que dans les industries de production. Elle est plus grave dans les industries de pointe que dans les industries de masse. Elle est plus grave dans les industries de haute technologie que dans les industries de basse technologie. Elle est plus grave dans les industries de recherche et développement que dans les industries de production. Elle est plus grave dans les industries de pointe que dans les industries de masse. Elle est plus grave dans les industries de haute technologie que dans les industries de basse technologie. Elle est plus grave dans les industries de recherche et développement que dans les industries de production. Elle est plus grave dans les industries de pointe que dans les industries de masse. Elle est plus grave dans les industries de haute technologie que dans les industries de basse technologie. Elle est plus grave dans les industries de recherche et développement que dans les industries de production. Elle est plus grave dans les industries de pointe que dans les industries de masse. Elle est plus grave dans les industries de haute technologie que dans les industries de basse technologie. Elle est plus grave dans les industries de recherche et développement que dans les industries de production. Elle est plus grave dans les industries de pointe que dans les industries de masse. Elle est plus grave dans les industries de haute technologie que dans les industries de basse technologie. Elle est plus grave dans les industries de recherche et développement que dans les industries de production. Elle est plus grave dans les industries de pointe que dans les industries de masse. Elle est plus grave dans les industries de haute technologie que dans les industries de basse technologie. Elle est plus grave dans les industries de recherche et développement que dans les industries de production. Elle est plus grave dans les industries de pointe que dans les industries de masse. Elle est plus grave dans les industries de haute technologie que dans les industries de basse technologie. Elle est plus grave dans les industries de recherche et développement que dans les industries de production. Elle est plus grave dans les industries de pointe que dans les industries de masse. Elle est plus grave dans les industries de haute technologie que dans les industries de basse technologie. Elle est plus grave dans les industries de recherche et développement que dans les industries de production. Elle est plus grave dans les industries de pointe que dans les industries de masse. Elle est plus grave dans les industries de haute technologie que dans les industries de basse technologie. Elle est plus grave dans les industries de recherche et développement que dans les industries de production. Elle est plus grave dans les industries de pointe que dans les industries de masse. Elle est plus grave dans les industries de haute technologie que dans les industries de basse technologie. Elle est plus grave dans les industries de recherche et développement que dans les industries de production. Elle est plus grave dans les industries de pointe que dans les industries de masse. Elle est plus grave dans les industries de haute technologie que dans les industries de basse technologie. Elle est plus grave dans les industries de recherche et développement que dans les industries de production. Elle est plus grave dans les industries de pointe que dans les industries de masse. Elle est plus grave dans les industries de haute technologie que dans les industries de basse technologie. Elle est plus grave dans les industries de recherche et développement que dans les industries de production. Elle est plus grave dans les industries de pointe que dans les industries de masse. Elle est plus grave dans les industries de haute technologie que dans les industries de basse technologie. Elle est plus grave dans les industries de recherche et développement que dans les industries de production. Elle est plus grave dans les industries de pointe que dans les industries de masse. Elle est plus grave dans les industries de haute technologie que dans les industries de basse technologie. Elle est plus grave dans les industries de recherche et développement que dans les industries de production. Elle est plus grave dans les industries de pointe que dans les industries de masse. Elle est plus grave dans les industries de haute technologie que dans les industries de basse technologie. Elle est plus grave dans les industries de recherche et développement que dans les industries de production. Elle est plus grave dans les industries de pointe que dans les industries de masse. Elle est plus grave dans les industries de haute technologie que dans les industries de basse technologie. Elle est plus grave dans les industries de recherche et développement que dans les industries de production. Elle est plus grave dans les industries de pointe que dans les industries de masse. Elle est plus grave dans les industries de haute technologie que dans les industries de basse technologie. Elle est plus grave dans les industries de recherche et développement que dans les industries de production. Elle est plus grave dans les industries de pointe que dans les industries de masse. Elle est plus grave dans les industries de haute technologie que dans les industries de basse technologie. Elle est plus grave dans les industries de recherche et développement que dans les industries de production. Elle est plus grave dans les industries de pointe que dans les industries de masse. Elle est plus grave dans les industries de haute technologie que dans les industries de basse technologie. Elle est plus grave dans les industries de recherche et développement que dans les industries de production. Elle est plus grave dans les industries de pointe que dans les industries de masse. Elle est plus grave dans les industries de haute technologie que dans les industries de basse technologie. Elle est plus grave dans les industries de recherche et développement que dans les industries de production. Elle est plus grave dans les industries de pointe que dans les industries de masse. Elle est plus grave dans les industries de haute technologie que dans les industries de basse technologie. Elle est plus grave dans les industries de recherche et développement que dans les industries de production. Elle est plus grave dans les industries de pointe que dans les industries de masse. Elle est plus grave dans les industries de haute technologie que dans les industries de basse technologie. Elle est plus grave dans les industries de recherche et développement que dans les industries de production. Elle est plus grave dans les industries de pointe que dans les industries de masse. Elle est plus grave dans les industries de haute technologie que dans les industries de basse technologie. Elle est plus grave dans les industries de recherche et développement que dans les industries de production. Elle est plus grave dans les industries de pointe que dans les industries de masse. Elle est plus grave dans les industries de haute technologie que dans les industries de basse technologie. Elle est plus grave dans les industries de recherche et développement que dans les industries de production. Elle est plus grave dans les industries de pointe que dans les industries de masse. Elle est plus grave dans les industries de haute technologie que dans les industries de basse technologie. Elle est plus grave dans les industries de recherche et développement que dans les industries de production. Elle est plus grave dans les industries de pointe que dans les industries de masse. Elle est plus grave dans les industries de haute technologie que dans les industries de basse technologie. Elle est plus grave dans les industries de recherche et développement que dans les industries de production. Elle est plus grave dans les industries de pointe que dans les industries de masse. Elle est plus grave dans les industries de haute technologie que dans les industries de basse technologie. Elle est plus grave dans les industries de recherche et développement que dans les industries de production. Elle est plus grave dans les industries de pointe que dans les industries de masse. Elle est plus grave dans les industries de haute technologie que dans les industries de basse technologie. Elle est plus grave dans les industries de recherche et développement que dans les industries de production. Elle est plus grave dans les industries de pointe que dans les industries de masse. Elle est plus grave dans les industries de haute technologie que dans les industries de basse technologie. Elle est plus grave dans les industries de recherche et développement que dans les industries de production. Elle est plus grave dans les industries de pointe que dans les industries de masse. Elle est plus grave dans les industries de haute technologie que dans les industries de basse technologie. Elle est plus grave dans les industries de recherche et développement que dans les industries de production. Elle est plus grave dans les industries de pointe que dans les industries de masse. Elle est plus grave dans les industries de haute technologie que dans les industries de basse technologie. Elle est plus grave dans les industries de recherche et développement que dans les industries de production. Elle est plus grave dans les industries de pointe que dans les industries de masse. Elle est plus grave dans les industries de haute technologie que dans les industries de basse technologie. Elle est plus grave dans les industries de recherche et développement que dans les industries de production. Elle est plus grave dans les industries de pointe que dans les industries de masse. Elle est plus grave dans les industries de haute technologie que dans les industries de basse technologie. Elle est plus grave dans les industries de recherche et développement que dans les industries de production. Elle est plus grave dans les industries de pointe que dans les industries de masse. Elle est plus grave dans les industries de haute technologie que dans les industries de basse technologie. Elle est plus grave dans les industries de recherche et développement que dans les industries de production. Elle est plus grave dans les industries de pointe que dans les industries de masse. Elle est plus grave dans les industries de haute technologie que dans les industries de basse technologie. Elle est plus grave dans les industries de recherche et développement que dans les industries de production. Elle est plus grave dans les industries de pointe que dans les industries de masse. Elle est plus grave dans les industries de haute technologie que dans les industries de basse technologie. Elle est plus grave dans les industries de recherche et développement que dans les industries de production. Elle est plus grave dans les industries de pointe que dans les industries de masse. Elle est plus grave dans les industries de haute technologie que dans les industries de basse technologie. Elle est plus grave dans les industries de recherche et développement que dans les industries de production. Elle est plus grave dans les industries de pointe que dans les industries de masse. Elle est plus grave dans les industries de haute technologie que dans les industries de basse technologie. Elle est plus grave dans les industries de recherche et développement que dans les industries de production. Elle est plus grave dans les industries de pointe que dans les industries de masse. Elle est plus grave dans les industries de haute technologie que dans les industries de basse technologie. Elle est plus grave dans les industries de recherche et développement que dans les industries de production. Elle est plus grave dans les industries de pointe que dans les industries de masse. Elle est plus grave dans les industries de haute technologie que dans les industries de basse technologie. Elle est plus grave dans les industries de recherche et développement que dans les industries de production. Elle est plus grave dans les industries de pointe que dans les industries de masse. Elle est plus grave dans les industries de haute technologie que dans les industries de basse technologie. Elle est plus grave dans les industries de recherche et développement que dans les industries de production. Elle est plus grave dans les industries de pointe que dans les industries de masse. Elle est plus grave dans les industries de haute technologie que dans les industries de basse technologie. Elle est plus grave dans les industries de recherche et développement que dans les industries de production. Elle est plus grave dans les industries de pointe que dans les industries de masse. Elle est plus grave dans les industries de haute technologie que dans les industries de basse technologie. Elle est plus grave dans les industries de recherche et développement que dans les industries de production. Elle est plus grave dans les industries de pointe que dans les industries de masse. Elle est plus grave dans les industries de haute technologie que dans les industries de basse technologie. Elle est plus grave dans les industries de recherche et développement que dans les industries de production. Elle est plus grave dans les industries de pointe que dans les industries de masse. Elle est plus grave dans les industries de haute technologie que dans les industries de basse technologie. Elle est plus grave dans les industries de recherche et développement que dans les industries de production. Elle est plus grave dans les industries de pointe que dans les industries de masse. Elle est plus grave dans les industries de haute technologie que dans les industries de basse technologie. Elle est plus grave dans les industries de recherche et développement que dans les industries de production. Elle est plus grave dans les industries de pointe que dans les industries de masse. Elle est plus grave dans les industries de haute technologie que dans les industries de basse technologie. Elle est plus grave dans les industries de recherche et développement que dans les industries de production. Elle est plus grave dans les industries de pointe que dans les industries de masse. Elle est plus grave dans les industries de haute technologie que dans les industries de basse technologie. Elle est plus grave dans les industries de recherche et développement que dans les industries de production. Elle est plus grave dans les industries de pointe que dans les industries de masse. Elle est plus grave dans les industries de haute technologie que dans les industries de basse technologie. Elle est plus grave dans les industries de recherche et développement que dans les industries de production. Elle est plus grave dans les industries de pointe que dans les industries de masse. Elle est plus grave dans les industries de haute technologie que dans les industries de basse technologie. Elle est plus grave dans les industries de recherche et développement que dans les industries de production. Elle est plus grave dans les industries de pointe que dans les industries de masse. Elle est plus grave dans les industries de haute technologie que dans les industries de basse technologie. Elle est plus grave dans les industries de recherche et développement que dans les industries de production. Elle est plus grave dans les industries de pointe que dans les industries de masse. Elle est plus grave dans les industries de haute technologie que dans les industries de basse technologie. Elle est plus grave dans les industries de recherche et développement que dans les industries de production. Elle est plus grave dans les industries de pointe que dans les industries de masse. Elle est plus grave dans les industries de haute technologie que dans les industries de basse technologie. Elle est plus grave dans les industries de recherche et développement que dans les industries de production. Elle est plus grave dans les industries de pointe que dans les industries de masse. Elle est plus grave dans les industries de haute technologie que dans les industries de basse technologie. Elle est plus grave dans les industries de recherche et développement que dans les industries de production. Elle est plus grave dans les industries de pointe que dans les industries de masse. Elle est plus grave dans les industries de haute technologie que dans les industries de basse technologie. Elle est plus grave dans les industries de recherche et développement que dans les industries de production. Elle est plus grave dans les industries de pointe que dans les industries de masse. Elle est plus grave dans les industries de haute technologie que dans les industries de basse technologie. Elle est plus grave dans les industries de recherche et développement que dans les industries de production. Elle est plus grave dans les industries de pointe que dans les industries de masse. Elle est plus grave dans les industries de haute technologie que dans les industries de basse technologie. Elle est plus grave dans les industries de recherche et développement que dans les industries de production. Elle est plus grave dans les industries de pointe que dans les industries de masse. Elle est plus grave dans les industries de haute technologie que dans les industries de basse technologie. Elle est plus grave dans les industries de recherche et développement que dans les industries de production. Elle est plus grave dans les industries de pointe que dans les industries de masse. Elle est plus grave dans les industries de haute technologie que dans les industries de basse technologie. Elle est plus grave dans les industries de recherche et développement que dans les industries de production. Elle est plus grave dans les industries de pointe que dans les industries de masse. Elle est plus grave dans les industries de haute technologie que dans les industries de basse technologie. Elle est plus grave dans les industries de recherche et développement que dans les industries de production. Elle est plus grave dans les industries de pointe que dans les industries de masse. Elle est plus grave dans les industries de haute technologie que dans les industries de basse technologie. Elle est plus grave dans les industries de recherche et développement que dans les industries de production. Elle est plus grave dans les industries de pointe que dans les industries de masse. Elle est plus grave dans les industries de haute technologie que dans les industries de basse technologie. Elle est plus grave dans les industries de recherche et développement que dans les industries de production. Elle est plus grave dans les industries de pointe que dans les industries de masse. Elle est plus grave dans les industries de haute technologie que dans les industries de basse technologie. Elle est plus grave dans les industries de recherche et développement que dans les industries de production. Elle est plus grave dans les industries de pointe que dans les industries de masse. Elle est plus grave dans les industries de haute technologie que dans les industries de basse technologie. Elle est plus grave dans les industries de recherche et développement que dans les industries de production. Elle est plus grave dans les industries de pointe que dans les industries de masse. Elle est plus grave dans les industries de haute technologie que dans les industries de basse technologie. Elle est plus grave dans les industries de recherche et développement que dans les industries de production. Elle est plus grave dans les industries de pointe que dans les industries de masse. Elle est plus grave dans les industries de haute technologie que dans les industries de basse technologie. Elle est plus grave dans les industries de recherche et développement que dans les industries de production. Elle est plus grave dans les industries de pointe que dans les industries de masse. Elle est plus grave dans les industries de haute technologie que dans les industries de basse technologie. Elle est plus grave dans les industries de recherche et développement que dans les industries de production. Elle est plus grave dans les industries de pointe que dans les industries de masse. Elle est plus grave dans les industries de haute technologie que dans les industries de basse technologie. Elle est plus grave dans les industries de recherche et développement que dans les industries de production. Elle est plus grave dans les industries de pointe que dans les industries de masse. Elle est plus grave dans les industries de haute technologie que dans les industries de basse technologie. Elle est plus grave dans les industries de recherche et développement que dans les industries de production. Elle est plus grave dans les industries de pointe que dans les industries de masse. Elle est plus grave dans les industries de haute technologie que dans les industries de basse technologie. Elle est plus grave dans les industries de recherche et développement que dans les industries de production. Elle est plus grave dans les industries de pointe que dans les industries de masse. Elle est plus grave dans les industries de haute technologie que dans les industries de basse technologie. Elle est plus grave dans les industries de recherche et développement que dans les industries de production. Elle est plus grave dans les industries de pointe que dans les industries de masse. Elle est plus grave dans les industries de haute technologie que dans les industries de basse technologie. Elle est plus grave dans les industries de recherche et développement que dans les industries de production. Elle est plus grave dans les industries de pointe que dans les industries de masse. Elle est plus grave dans les industries de haute technologie que dans les industries de basse technologie. Elle est plus grave dans les industries de recherche et développement que dans les industries de production. Elle est plus grave dans les industries de pointe que dans les industries de masse. Elle est plus grave dans les industries de haute technologie que dans les industries de basse technologie. Elle est plus grave dans les industries de recherche et développement que dans les industries de production. Elle est plus grave dans les industries de pointe que dans les industries de masse. Elle est plus grave dans les industries de haute technologie que dans les industries de basse technologie. Elle est plus grave dans les industries de recherche et développement que dans les industries de production. Elle est plus grave dans les industries de pointe que dans les industries de masse. Elle est plus grave dans les industries de haute technologie que dans les industries de basse technologie. Elle est plus grave dans les industries de recherche et développement que dans les industries de production. Elle est plus grave dans les industries de pointe que dans les industries de masse. Elle est plus grave dans les industries de haute technologie que dans les industries de basse technologie. Elle est plus grave dans les industries de recherche et développement que dans les industries de production. Elle est plus grave dans les industries de pointe que dans les industries de masse. Elle est plus grave dans les industries de haute technologie que dans les industries de basse technologie. Elle est plus grave dans les industries de recherche et développement que dans les industries de production. Elle est plus grave dans les industries de pointe que dans les industries de masse. Elle est plus grave dans les industries de haute technologie que dans les industries de basse technologie. Elle est plus grave dans les industries de recherche et développement que dans les industries de production. Elle est plus grave dans les industries de pointe que dans les industries de masse. Elle est plus grave dans les industries de haute technologie que dans les industries de basse technologie. Elle est plus grave dans les industries de recherche et développement que dans les industries de production. Elle est plus grave dans les industries de pointe que dans les industries de masse. Elle est plus grave dans les industries de haute technologie que dans les industries de basse technologie. Elle est plus grave dans les industries de recherche et développement que dans les industries de production. Elle est plus grave dans les industries de pointe que dans les industries de masse. Elle est plus grave dans les industries de haute technologie que dans les industries de basse technologie. Elle est plus grave dans les industries de recherche et développement que dans les industries de production. Elle est plus grave dans les industries de pointe que dans les industries de masse. Elle est plus grave dans les industries de haute technologie que dans les industries de basse technologie. Elle est plus grave dans les industries de recherche et développement que dans les industries de production. Elle est plus grave dans les industries de pointe que dans les industries de masse. Elle est plus grave dans les industries de haute technologie que dans les industries de basse technologie. Elle est plus grave dans les industries de recherche et développement que dans les industries de production. Elle est plus grave dans les industries de pointe que dans les industries de masse. Elle est plus grave dans les industries de haute technologie que dans les industries de basse technologie. Elle est plus grave dans les industries de recherche et développement que dans les industries de production. Elle est plus grave dans les industries de pointe que dans les industries de masse. Elle est plus grave dans les industries de haute technologie que dans les industries de basse technologie. Elle est plus grave dans les industries de recherche et développement que dans les industries de production. Elle est plus grave dans les industries de pointe que dans les industries de masse. Elle est plus grave dans les industries de haute technologie que dans les industries de basse technologie. Elle est plus grave dans les industries de recherche et développement que dans les industries de production. Elle est plus grave dans les industries de pointe que dans les industries de masse. Elle est plus grave dans les industries de haute technologie que dans les industries de basse technologie. Elle est plus grave dans les industries de recherche et développement que dans les industries de production. Elle est plus grave dans les industries de pointe que dans les industries de masse. Elle est plus grave dans les industries de haute technologie que dans les industries de basse technologie. Elle est plus grave dans les industries de recherche et développement que dans les industries de production. Elle est plus grave dans les industries de pointe que dans les industries de masse. Elle est plus grave dans les industries de haute technologie que dans les industries de basse technologie. Elle est plus grave dans les industries de recherche et développement que dans les industries de production. Elle est plus grave dans les industries de pointe que dans les industries de masse. Elle est plus grave dans les industries de haute technologie que dans les industries de basse technologie. Elle est plus grave dans les industries de recherche et développement que dans les industries de production. Elle est plus grave dans les industries de pointe que dans les industries de masse. Elle est plus grave dans les industries de haute technologie que dans les industries de basse technologie. Elle est plus grave dans les industries de recherche et développement que dans les industries de production. Elle est plus grave dans les industries de pointe que dans les industries de masse. Elle est plus grave dans les industries de haute technologie que dans les industries de basse technologie. Elle est plus grave dans les industries de recherche et développement que dans les industries de production. Elle est plus grave dans les industries de pointe que dans les industries de masse. Elle est plus grave dans les industries de haute technologie que dans les industries de basse technologie. Elle est plus grave dans les industries de recherche et développement que dans les industries de production. Elle est plus grave dans les industries de pointe que dans les industries de masse. Elle est plus grave dans les industries de haute technologie que dans les industries de basse technologie. Elle est plus grave dans les industries de recherche et développement que dans les industries de production. Elle est plus grave dans les industries de pointe que dans les industries de masse. Elle est plus grave dans les industries de haute technologie que dans les industries de basse technologie. Elle est plus grave dans les industries de recherche et développement que dans les industries de production. Elle est plus grave dans les industries de pointe que dans les industries de masse. Elle est plus grave dans les industries de haute technologie que dans les industries de basse technologie. Elle est plus grave dans les industries de recherche et développement que dans les industries de production. Elle est plus grave dans les industries de pointe que dans les industries de masse. Elle est plus grave dans les industries de haute technologie que dans les industries de basse technologie. Elle est plus grave dans les industries de recherche et développement que dans les industries de production. Elle est plus grave dans les industries de pointe que dans les industries de masse. Elle est plus grave dans les industries de haute technologie que dans les industries de basse technologie. Elle est plus grave dans les industries de recherche et développement que dans les industries de production. Elle est plus grave dans les industries de pointe que dans les industries de masse. Elle est plus grave dans les industries de haute technologie que dans les industries de basse technologie. Elle est plus grave dans les industries de recherche et développement que dans les industries de production. Elle est plus grave dans les industries de pointe que dans les industries de masse. Elle est plus grave dans les industries de haute technologie que dans les industries de basse technologie. Elle est plus grave dans les industries de recherche et développement que dans les industries de production. Elle est plus grave dans les industries de pointe que dans les industries de masse. Elle est plus grave dans les industries de haute technologie que dans les industries de basse technologie. Elle est plus grave dans les industries de recherche et développement que dans les industries de production. Elle est plus grave dans les industries de pointe que dans les industries de masse. Elle est plus grave dans les industries de haute technologie que dans les industries de basse technologie. Elle est plus grave dans les industries de recherche et développement que dans les industries de production. Elle est plus grave dans les industries de pointe que dans les industries de masse. Elle est plus grave dans les industries de haute technologie que dans les industries de basse technologie. Elle est plus grave dans les industries de recherche et développement que dans les industries de production. Elle est plus grave dans les industries de pointe que dans les industries de masse. Elle est plus grave dans les industries de haute technologie que dans les industries de basse technologie. Elle est plus grave dans les industries de recherche et développement que dans les industries de production. Elle est plus grave dans les industries de pointe que dans les industries de masse. Elle est plus grave dans les industries de haute technologie que dans les industries de basse technologie. Elle est plus grave dans les industries de recherche et développement que dans les industries de production. Elle est plus grave dans les industries de pointe que dans les industries de masse. Elle est plus grave dans les industries de haute technologie que dans les industries de basse technologie. Elle est plus grave dans les industries de recherche et développement que dans les industries de production. Elle est plus grave dans les industries de pointe que dans les industries de masse. Elle est plus grave dans les industries de haute technologie que dans les industries de basse technologie. Elle est plus grave dans les industries de recherche et développement que dans les industries de production. Elle est plus grave dans les industries de pointe que dans les industries de masse. Elle est plus grave dans les industries de haute technologie que dans les industries de basse technologie. Elle est plus grave dans les industries de recherche et développement que dans les industries de production. Elle est plus grave dans les industries de pointe que dans les industries de masse. Elle est plus grave dans les industries de haute technologie que dans les industries de basse technologie. Elle est plus grave dans les industries de recherche et développement que dans les industries de production. Elle est plus grave dans les industries de pointe que dans les industries de masse. Elle est plus grave dans les industries de haute technologie que dans les industries de basse technologie. Elle est plus grave dans les industries de recherche et développement que dans les industries de production. Elle est plus grave dans les industries de pointe que dans les industries de masse. Elle est plus grave dans les industries de haute technologie que dans les industries de basse technologie. Elle est plus grave dans les industries de recherche et développement que dans les industries de production. Elle est plus grave dans les industries de pointe que dans les industries de masse. Elle est plus grave dans les industries de haute technologie que dans les industries de basse technologie. Elle est plus grave dans les industries de recherche et développement que dans les industries de production. Elle est plus grave dans les industries de pointe que dans les industries de masse. Elle est plus grave dans les industries de haute technologie que dans les industries de basse technologie. Elle est plus grave dans les industries de recherche et développement que dans les industries de production. Elle est plus grave dans les industries de pointe que dans les industries de masse. Elle est plus grave dans les industries de haute technologie que dans les industries de basse technologie. Elle est plus grave dans les industries de recherche et développement que dans les industries de production. Elle est plus grave dans les industries de pointe que dans les industries de masse. Elle est plus grave dans les industries de haute technologie que dans les industries de basse technologie. Elle est plus grave dans les industries de recherche et développement que dans les industries de production. Elle est plus grave dans les industries de pointe que dans les industries de masse. Elle est plus grave dans les industries de haute technologie que dans les industries de basse technologie. Elle est plus grave dans les industries de recherche et développement que dans les industries de production. Elle est plus grave dans les industries de pointe que dans les industries de masse. Elle est plus grave dans les industries de haute technologie que dans les industries de basse technologie. Elle est plus grave dans les industries de recherche et développement que dans les industries de production.



# par le laisser-aller libéral

la haute administration qu'avec l'univers des ateliers ou des laboratoires.

Particulièrement éclairante à cet égard est la politique de privatisation menée par M. Balladur. Le grand argentier proclamait l'avènement du « capitalisme populaire » en France en lançant dans les aléas de l'aventure boursière des millions de petits porteurs qui, eux, s'imaginaient jouer à un loto où l'on gagne à tout coup. Dans le même temps, toute plaisanterie mise à part cette fois, il utilisait les trois

quarts des 90 milliards de francs produits par les actifs mis en vente pour « boucler » le budget de l'Etat et compenser ainsi les pertes de recettes dues aux cadeaux fiscaux consentis aux catégories les plus privilégiées (8). Sans créer bien entendu un seul emploi nouveau, mais en plaignant des amis politiques sûrs dans les « noyaux durs » des sociétés privatisées et ainsi durement « verrouillées », pour reprendre la terminologie de M. Raymond Barre.

## Des idées-forces convergentes

**R**IEN d'étonnant donc qu'une telle politique n'ait eu strictement aucun effet positif, comme l'attestent les résultats désastreux du commerce extérieur d'octobre, qui portent à 32,8 milliards de francs le déficit cumulé des dix premiers mois de l'année.

Si elles apparaissent pour l'instant très peu dans le discours officiel des partis et organisations patronales ou syndicales, quelques idées-forces convergentes sur le diagnostic et sur l'avenir de l'industrie française commencent, cependant, à s'exprimer dans des secteurs très différents. On les voit formulées, souvent par fragments, dans les segments « rénovateurs » du patronat et des cadres que l'on trouve, par exemple, au Centre des jeunes dirigeants (CJD), dans l'Association française pour les cercles de qualité (AFPCRQ), à l'Association des cadres dirigeants de l'industrie pour le progrès social et économique (ACADI) ou à Entreprise et Progrès, qui regroupe plus d'une centaine de patrons « éclairés »; chez les chefs d'entreprises petites et moyennes à haut niveau de performance (voir ci-dessous l'article de Jean-Loup Moeschane); dans des clubs comme GAGNER, présidé par M. Pierre Chavance, République moderne, présidé par M. Jean-Pierre Chevenement.

ne à donner à la formation des hommes afin de mieux mobiliser la première des ressources de l'entreprise, qu'est la matière grise, et favoriser ainsi la capacité d'adaptation et l'esprit d'initiative dans un environnement toujours plus complexe et dépendant des percées technologiques, de la concurrence étrangère, etc. On ne peut pas dire que le dispositif actuel de formation des cadres présente soit la hauteur de la situation (9). Entre autres mesures, le club République moderne propose, dans ce domaine, la mise en place d'un crédit d'impôt-recherche calqué sur le crédit d'impôt-recherche (établi par M. Chevènement, alors ministre de la recherche et de la technologie, et élargi ensuite par le Gouvernement de M. Balladur), afin de stimuler les efforts des entreprises et en particulier ceux des PME.

A personnel formé, dirigeants à la hauteur : le modèle de gestion hiérarchique, cloisonné, autoritaire, du type néotaylorien encore dominant en France, est aujourd'hui devenu profondément anti-économique. Il a pourtant encore les faveurs de la droite pro-

fonde, ainsi que de beaucoup de dirigeants d'un CNPF en retard de plusieurs révolutions du management. En fait, un renouvellement en profondeur de la formation et du recrutement des dirigeants de l'industrie, aux mentalités souvent plus patrimoniales qu'entrepreneuriales, est aujourd'hui nécessaire si l'on veut faire donner toutes les potentialités des salariés. Ce qui implique leur droit à l'expression sur leur lieu de travail, amorcé par les lois Auroux de 1982, et leur participation accrue à la prise de décision à tous les niveaux, en acceptant toutefois la conflictualité comme un paramètre naturel de la vie de l'entreprise.

La compétitivité de l'industrie française requiert également une nouvelle approche de la gestion incorporant une circulation permanente et systématique de l'information, non seulement scientifique et technique (10), mais aussi économique, entre tous les agents de la production. Beaucoup de responsables ont pu constater que l'absence d'information est une matière grise importante, que, qui a donc son prix mais dont la maîtrise bien partagée fait la différence entre le succès et la faillite. Au-delà même des retards d'investissement et des friches de matière grise inutilisée, l'efficacité de la mise en œuvre du capital et du travail est aussi liée à des modes d'organisation à l'intérieur même de l'entreprise, et notamment à la manière dont l'information est utilisée : la pratique et la réflexion sont encore embryonnaires en France (11).

Reste enfin la question du « tissu » industriel, des formes de coopération à développer entre les entreprises elles-mêmes, entre entreprises et sous-traitants, banques, circuits de distribution, organisations de consommateurs, instances de normalisation, dispositifs

de recherche collective, regroupements pour l'exportation, etc. Il n'est pas indispensable d'aller chercher références et modèles au Japon : il suffit de regarder ce qui se passe aux frontières. Il est évident, par exemple, que la force de l'industrie allemande est largement due au maillage efficace qui s'est constitué entre Etat fédéral, Länder, laboratoires publics et privés, banques, associations scientifiques, sociétés d'ingénieurs, organismes de certification, fédérations professionnelles, etc. Chacun des partenaires ajoute sa force à celle des autres et « tire » l'ensemble. De même, la forte remontée de la compétitivité de l'Italie résulte, entre autres facteurs, de l'existence de pôles productifs locaux intégrant des PME qui ont investi massivement dans la recherche et le développement, dans l'automatisation de la gestion des stocks, de la fabrication et du contrôle de la production : « *Au tour de nous, nous encourageons la circulation des idées, la mobilité du travail, nous favorisons la constitution de filières cohérentes d'un même produit. C'est le cas, parmi d'autres, de la Via Tiburtina, dans la banlieue est de Rome (12).* »

En France, ce sont une habitude et une volonté de ce type de partenariat qui sont trop souvent défiant, aussi bien aux grands groupes publics et privés que dans les petites et moyennes entreprises. — Ce qui aura pour vocation à constituer des partenariats de gestion et de dynamisation des PME de leur environnement — qu'aux petites entreprises, elles-mêmes inspirées par la philosophie du « chacun pour soi ». Ce devrait être là un domaine privilégié de l'action de l'Etat, multipliant les actions incitatives pour encourager des partenaires potentiels qui s'ignorent à coopérer. Aucune « main invisible » ne fera ce travail, peu spectaculaire mais

nécessitant de sérieux moyens finan-

Cela présuppose cependant que les citoyens et leurs dirigeants se forment une idée claire du rôle qu'ils assignent à l'industrie dans la création des richesses et le mode de vie qui en découle. Ce n'est pas une simple affaire de chiffres mais bien davantage un problème de nature culturelle. Chacun sait que le système éducatif français privilégie la poursuite de l'abstraction aux dépens d'un rapport familier à l'outil et à la technique. Il n'est que de considérer le statut radicalement différent de l'apprentissage en France — où il est synonyme de déclassement — et en RFA, où il constitue une étape recherchée dans le processus de formation. D'où le très grande pénurie actuelle d'ouvriers qualifiés.

A cet égard les performances de l'industrie allemande, qui concourt aujourd'hui à hauteur de 42,7 % à la formation du produit intérieur brut (PIB), contre 36,1 % pour les services, sont à mettre en regard avec celles des États-Unis, où les pourcentages correspondants sont 31 % et 67 %. Sous la gestion de M. Reagan, l'expansion des services a certes créé des millions d'emplois, mais il s'agit en majorité de « petits boulots » précaires, mal rémunérés et à faible couverture sociale, conduisant à la précarisation financière des classes moyennes. Au point qu'un net retour du balancier s'amorce au profit d'une véritable réindustrialisation.

En France, où l'agriculture occupe une place plus importante qu'outre-Rhin et outre-Atlantique, la répartition industrie-services dans le PIB - 37,9 % et 58 % - est encore proche du modèle allemand mais pourrait s'orienter un peu plus vers une société « post-industrielle » à l'américaine, qui fait pourtant déjà figure de concept dépassé. Pour éviter une telle dérive, les idées existent, les hommes aussi, mais pas nécessairement aux postes de commande. Et l'heure de vérité de l'ouverture du marché unique européen se rapproche. L'invocation permanente de « 1992 », comme si la magie d'une date allait miraculeusement régler les problèmes en suspens, ne saurait cependant tenir lieu de politique.

BERNARD CASSEN

(8) Voir Christian de Bris, « Avalanches de bienfaits pour les privilégiés de la crise », *le Monde diplomatique*, février 1987, et Serge Federbusch, « De l'illusion à l'impasse », *le Monde diplomatique*, novembre 1987.

(9) Voir les articles de Robert Fomaert et Guy Valine, Mireille Azzoug et Jean-Loup Méthane dans *le Monde diplomatique*, novembre 1987.

(10) Les conclusions du colloque « Savoir/Produire », organisé en 1983 par la Mission interministérielle de l'information scientifique et technique (MIDIST), restent parfaitement d'actualité. Les actes en ont été publiés sous le titre *l'Information scientifique et technique dans l'entreprise de production*. La Documentation française, Paris, 1984.

(11) Voir Philippe Lorio, « Compétitivité : l'organisation fait la différence », *Politique industrielle*, automne 1987.

(12) Voir Giancarlo Santilli, « La troisième Italie : Tiburtina Valley », *les Temps modernes*, mai 1967.

Le premier thème commun de ces réflexions est celui de la priorité abso-

## La parole à des patrons qui réussissent

**Par**  
**JEAN-LOUP**  
**MOTCHANE**

**L'**exode en France des sociétés très performantes, dirigées par des patrons compétents et efficaces. Plusieurs d'entre eux s'expriment ici sur deux thèmes centraux de la rhétorique du gouvernement de M. Jacques Chirac : les aides financières de l'Etat à l'industrie et les perspectives de réalisation d'un marché unique européen en 1992.

Au cœur de la politique libérale actuellement conduite, se situe le retrait de l'Etat de la sphère économique. M. Pierre Berthomieu, fondateur et PDG du groupe Daiichi, société de services d'ingénierie et d'informatique de 600 personnes, ne rejette pas d'ailleurs d'une posture toujours volontiers favorable à l'entreprise, que l'industrie, il se déclare en revanche tout à fait hostile aux aides orientées, et en particulier à celles apportées aux entreprises en difficulté. Une manière, selon lui, d'encourager la mauvaise gestion. C'est aussi le point de vue de M<sup>me</sup> Francis Gomez, PDG de Westman SA (société de 700 salariés dont le tiers du chiffre d'affaires est réalisé à l'exportation), qui a pourtant bénéficié des aides de l'ANVAR, mais, dit-elle, et surtout parce que cela faisait plaisir à mes indigènes.

Un avis divergent est exprimé par M. Jean-Louis Gerondeau, président du directoire du groupe Zodiac (2 300 personnes, plus de 1 milliard de chiffre d'affaires). Selon lui, les avances remboursables de l'ANVAR, par exemple, sont un instrument extrêmement efficace pour mener à bien des projets qui à défaut, n'aboutiraient pas. A l'inverse, les mesures incitatives, comme le crédit d'impôt-recherche, ne lui

semblent pas de nature à changer la stratégie de recherche de l'entreprise. M. Jacques Dubois — pseudonyme que nous utiliserons pour préserver l'anonymat du PDG d'une entreprise d'armement de 600 salariés — estime au contraire que le crédit d'impôt-recherche lui a permis de renforcer, au bon moment, son potentiel productif et surtout d'effectuer une mutation indispensable de la mécanique vers l'électronique.

Bien qu'il ait déjà bénéficié du soutien du Centre français du commerce extérieur, M. Dominique Senneker, patron d'une entreprise familiale de 48 personnes, fondée en 1887 par son grand-père, et qui se consacre à la fabrication et à la distribution de produits fins pour beaux-vêtements, connaît mal les dispositifs des aides européennes. Il aimerait bien avoir un interlocuteur compétent qui puisse le renseigner... Il préfère les mesures générales, plus adaptées aux petites entreprises, que les aides sélectives sur projet. C'est aussi le sentiment de M. Patrick Genou, ancien ingénieur de l'Air liquide qui a fondé en 1980 une entreprise employant aujourd'hui 30 salariés. Il y aurait pourtant bénéficié cette année du créditimpôt-recherche et avait d'ailleurs déjà reçu une subvention de l'ANVAR, relativement modeste compte à ses yeux, pour une étude menée en commun avec un centre technique. S'il ne peut pas disposer de ces aides sélectives pour son entreprise, il se consolerait d'être uniquement pour l'instant, grâce à une connaissance

M. Philippe Delmas, président du directoire du CEP, entreprise de conseil de 1 550 personnes, privilégie lui aussi les aides financières spécifiques sur projet par rapport aux mesures indifférenciées. Sa société s'est vu attribuer deux bourses CIFRE, prenant en charge une partie du salaire de jeunes in-

teurs de recherche ; il figure aussi parmi les bénéficiaires du crédit d'impôt-recherche. Quant à M. Jean-Louis Riallin, PDG d'Odey-Cibac, groupe des industries alimentaires qui emploie 5 000 personnes, il adopte un point de vue plus général : les aides de l'Etat doivent avant tout intervenir comme un instrument de pilotage, afin d'orienter la croissance dans les secteurs que les pouvoirs publics estiment les plus favorables au développement économique. « Et c'est là, précise-t-il, que, sans être le moins du monde dirigiste, je regrette que le commissariat au Plan... soit un peu passé au second plan. »

« J'ai été très critique, poursuit-il, de la prééminence des opérations financières au détriment des opérations industrielles ; je gifle actuelle-  
ment ve avoir pour conséquence de réhabiliter les investissements industriels en faveur desquels il y aurait une politique fiscale à mener ; à basculer davantage les dividendes et moins la part de l'Etat en capital en faveur des entreprises nationales à l'égard de celles dans l'entreprise. C'est ce que font les Japonais. C'est ce que nous devrions faire en France. »

## Des stratégies de coopération

**A**UTRE grand thème gouvernemental de l'heure : le marché unique de 1992. Rien de neuf pour le plupart de ces pétroliers, qui se sont préparés depuis plusieurs années à l'abandon des barrières européennes. Ils envisagent en général des stratégies de coopération et de rapprochement avec des entreprises de leur secteur, implantées dans d'autres pays de la CEE. Des sociétés comme Zodiac ou Watamann possèdent d'ailleurs déjà en Europe un réseau de clients.

**Un point de vue unanime : la nécessité d'acquiescer une certaine taille pour résister à la concurrence.**

américain ou japonais. Presque tous se félicitent aussi des programmes de coopération technologique communautaires, tels Esprit, Brice, Race, et d'Eureka. Quant au gouvernement français, estime M. Jean-Louis Gerondeau, trois choses sont attendues de lui : contribuer à la mise en place réelle du grand marché européen ; éviter aux entreprises le choc de changements trop brutaux, car, dit-il, « la brutale chute des tarifs » milite pour une certaine forme de politique industrielle communautaire ; le président de Zodiac considère que l'Europe doit faire, des choix, puis les soutenir par des mesures appropriées.

Pour M. Philippe Delmas, la réalisation d'une entité économique européenne est inéluctable à long terme. Encore faut-il qu'elle soit en état de se battre à armes égales avec les Etats-Unis. Ainsi l'Etat doit-il jouer un rôle « facilitateur » auprès de l'entreprise. A cet égard, M. Jean-Louis Rinaldi soutiendrait d'abord voir effacer certaines disparités sociales et fiscales entre les pays européens, de manière à ne pas faire supporter aux industriels français des handicaps structurels insurmontables. Aussi, la politique qui consiste à abaisser les impôts directs et à maintenir à leur niveau les impôts indirects ne lui paraît-elle pas aller dans le bon sens. Interrogé sur les problèmes d'harmonisation monétaire, le PDG d'Oldi-Capax pense que c'est l'une des raisons de la crise actuelle est que la plus grande partie des échanges s'effectue en dollars. Mais l'établissement soutenable d'une monnaie européenne unique, l'ECU, signifierait l'harmonisation des politiques économiques des Etats membres de la CEE ». Mais, conclut-il, « on tombe dans une autre difficulté : celle de défendre nos hommes politiques européens d'insister dans leur rôle et même plus, d'insister

... grise, mais sans grand impact.  
L'emploi, le secteur spatial  
en France que douze mil-  
lions, n'aurait pas dû conduire  
à une telle déconvenue. Comme  
c'est le cas, des secteurs  
représentant un poids  
économique, particulièrement  
l'angle de l'emploi : méca-  
nique, bâtiment et industries agro-  
alimentaires (73), ces deniers  
ont de surcroît un intérêt po-  
tentiel pour le commerce extérieur pu-  
isque pour le seul mois d'octobre 1980,  
ils ont dégagé un excédent com-  
mercial de 1,2 milliard de francs.

Ces tendances lourdes, héritées de l'histoire, du paysage technologique et industriel français, la droite, la gauche, le centre, si, à fait que les agraires, les artisans, issus pour la plupart des professions libérales ou du monde des services de l'Etat, de la fonction publique, du secteur de l'Education nationale d'Etat, des laboratoires, ont très rarement l'opportunité concrète des entreprises. Les plus curieux, à temps perdu, peinent à trouver des conseils d'administration de grandes sociétés, comme M. Edouard Balladur, qui se proclame président de l'Industrie... Largement ignorants de l'économie réelle du développement technologique et même encore de celle de la production, nous ne passons pas à l'élaboration des PME, la privatisation nous autrètement un domaine assez économique, financières ou sociales, qui bénéficient aux entreprises, et que les grandes entreprises des dirigeants apparentés au régime monde politique et social qui leur. Leur proposition naturelle de privilégier les services qui ont le plus de points communs avec

(1) Discours de conclusion de la grande session du colloque sur l'avenir industriel de la France, organisée les 7 et 8 octobre 1984 par les commissaires de la production et les membres de l'Assemblée nationale, et qui a été publiée sous le titre *Quel avenir industriel pour la France ?* (Economic Documents, 1987, 402 pages, 125 F.).

22. Jacques Lecomte, « L'équation du Diable », n° 46, octobre-novembre 1981. Voir également les autres numéros de la collection « La France a-t-elle décroché ? » aux éditions de la Librairie.

« Voir Bernard Cassin, « On ne peut pas vivre sans l'entreprise », le Stock, 1987. »

149 Voir Michel Devillers, *Les entreprises sur qui compter, le secteur industriel pour la France*, op. cit.

Le Michigan diplomate  
Le Michigan diplomate  
Le Michigan diplomate

**Voir Claire Blandin**, « La technique devant une prosodie du genre », de *Monde*, 25 mai 1987; André-Pierre Schmitt, « La technique, prosodie médiévale », *Symposium et Archéologie*, octobre 1987.

Volvo Yves Farge. - Développement  
général. - Quel avenir industriel ?







# en guerre

**Par DOMINIQUE CHEVALLIER**

« Dans cet esprit, les Douze se déclarent favorables à la tenue d'une conférence internationale de la paix sous l'égide des Nations unies et avec la participation des parties intéressées, ainsi que de toute partie en mesure d'apporter une contribution directe et positive à l'établissement de la paix et de la sécurité ainsi qu'au développement économique et social de la région. De l'avis des Douze, cette conférence devrait constituer un cadre approprié pour les négociations nécessaires entre les parties directement concernées.

**« Pour leur part, les Douze seraient disposés à jouer leur rôle en ce qui concerne une telle conférence, sans à travers la présidence qu'individuellement, à rapprocher les positions des parties en vue de sa convocation... »**

Les deux derniers paragraphes se complètent utilement. La formule : «... sous l'égide des Nations unies et avec la participation des parties intéressées, ainsi que de toute partie en mesure d'apporter une contribution directe et positive... » est prolongée avec intelligence par : «... les Douze... à travers la présidence qu'individuellement... ». Cette expression rappelle une salutaire exigence. Ce ne sont pas seulement les Nations unies dans leur ensemble ou les membres permanents du Conseil de sécurité — la France et la Grande-Bretagne pour l'Europe — qui ont leur mot à dire, mais tout évidemment des forces se combattant les unes les autres, mais la communauté européenne qui doit intervenir en tant que telle et bénéficier des relations que chacun de ses gouvernements entretient avec les différents pays et organisations du Moyen-Orient. Ces derniers mois, MM. Leo Tindemans et Claude Cheysson l'ont clairement fait savoir par leurs déclarations à la presse et lors de leurs déplacements, l'un comme président du conseil des ministres de la CEE, l'autre en tant que commissaire européen chargé de la politique méditerranéenne et des relations Nord-Sud.

**L**a déclaration faite le 13 juillet 1987, à l'issue de la soixante-septième réunion ministérielle européenne, a rappelé combien il est urgent de négocier pour trouver une solution au conflit israélo-arabe, à la guerre entre l'Irak et l'Iran, à la situation dans le Golfe, et à la « violence au Liban ».

Ces problèmes ont été globalement évoqués parce qu'ils engagent aussi, à travers les évolutions qu'ils ont connues depuis trop longtemps déjà, nos intérêts stratégiques, nos moyens industriels, notre stabilité financière et notre rayonnement moral. Or leur gel risque de provoquer des conflits plus graves encore que ceux auxquels nous assistons.

La France et la Communauté européenne peuvent-elles se contenter de s'aligner sur ce mélange de passivité, d'aventurisme et d'égoïsme qui caractérise la politique menée par les Etats-Unis de la Méditerranée au Golfe ? Peuvent-elles observer passivement l'élaboration d'un ennemi communisme américano-soviétique dans la région ? D'après l'expérience que nous venons acquise au cours des quatre dernières années, cette tentative serait l'aboutissement hyper-réussi d'un projet de désuétude. Les puissances se livrent là à une partie pour laquelle elles ne se donnent ni les mêmes règles ni, évidemment, les mêmes fins.

D'autre part, les gouvernements européens ne doivent-ils pas, dès maintenant, prévenir les conséquences éventuelles du double jeu soviétique dans la guerre entre l'Irak et l'Iran, dans les négociations menées aux Nations unies pour tenter d'y mettre fin et dans bien d'autres affaires du Moyen-Orient? Même si cette attitude des dirigeants soviétiques est parfois interprétée comme une manifestation de leur embarras devant une situation qui leur échappe partiellement, l'Europe a-t-elle le droit d'attendre que les graves déséquilibres démographiques, sociaux, communautaires et culturels auxquels cette région est soumise et que les conflits armés

En raison de la conjoncture intérieure américaine, M. George Shultz a-t-il été mieux convaincu par le premier ministre Iztchak Shamir, ferme adversaire de ce projet ? Toujours est-il qu'il a aussi formulé des réserves sur la participation de l'URSS à la conférence, sous prétexte que ce qu'elle souhaite en tirer ne convient ni aux Américains ni aux Israéliens (5). Mais, outre que l'URSS est membre permanent du Conseil de sécurité, est-il possible d'ignorer sa présence et son rôle au Moyen-Orient, et par conséquent est-il possible de l'exclure d'un règlement négocié ? Si elle a déjà plusieurs fois mesuré les limites de sa propre action, elle ne peut pas ignorer que les seuls moyens de ruiner les effets d'accords conclus en dehors d'elle. De plus, M. George Shultz a cru bon de lancer son commentaire juste avant de se rendre lui-même à Moscou où il a repris des pourparlers avec les dirigeants soviétiques...

A l'occasion de crises survenues en Méditerranée orientale depuis une trentaine d'années, les gouvernements de l'Europe occidentale ont connu l'expérience de la solitude où les Etats-Unis, légitimement soucieux de ména-

l'attitude française et à établir des rapports directs avec les représentants de la Ligue des Etats arabes. Le rapprochement entre ces deux grandes organisations à vocation fédératrice permet d'institutionnaliser le dialogue euro-arabe en 1974.

ment appris aux Européens les dangers qu'elles leur faisaient directement courir; elles ont contribué à renforcer leur conscience commune pour trouver des solutions pacifiques, car la Communauté européenne s'est aussi révélée à elle-même dans les situations internationales périlleuses auxquelles elle a été confrontée. Les suites de la guerre qui s'est déroulée au Liban en 1982 ont souligné que, si la France et l'Europe restent passives, elles s'exposent à faire rapidement les frais d'une partie qui tournerait mal.

Envoierait-on des forces armées dans des zones où la guerre sévit pour se retirer au premier coup dur reçu, comme ce fut le cas au Liban au début 1984 ? Il est pourtant bien prévisible que des incidents risquent fort de se produire à partir du moment où des belligérants, et les mouvements qui leur sont alliés, ne voient pas dans des présences militaires occidentales une simple démonstration de neutralité. Lorsque des soldats ou des marins sont concentrés à proximité de champs de bataille, ils n'y sont pas seulement pour la parade. Leur mission est de protéger, ce qui est déjà intervenir. Il peut être légitime de choisir cette voie ; mais il faut alors en connaître les dangers, et par conséquent les dommages que l'on peut éventuellement subir soit d'un engagement accru, soit d'une recrudescence. Mieux vaut encore recourir à une action diplomatique déterminée, qui sera d'autant plus efficace qu'elle fera hautement entendre la voix de l'Europe et lui permettra d'exprimer sa puissance par la médiation.

Toute guerre trop longue engendre de nouvelles révolutions. Toute guerre longue est déjà en elle-même une révolution. Il convient de prendre au sérieux, il dirait, les iraniens qui déclarent que : « La libération de Mésopotamie passe avant celle de Kerdin et de Hérakulam » (5). « Nasser et les officiers libres égyptiens avaient eu un raisonnement comparable pour se décider à prendre le pouvoir au Caire (7). Les ambitions qui fondent leurs espoirs sur la déstabilisation peuvent craindre la paix. Raison de plus pour la rétablir ou pour la maintenir, car aucun dérapage n'est à exclure. La conférence internationale pour la paix au Proche-Orient a été initialement conçue pour faire enfin aboutir les propositions formulées dans la résolution 242, votée par le Conseil de sécurité en novembre 1967. Mais bien des négociations et bien des conflits se sont déroulés depuis lors. La guerre entre l'Irak et l'Iran a également aggravé les tensions à l'intérieur du monde arabe. Après la chaleur mobilisatrice des courants nationalistes arabes, les mouvements islamistes ont acquis une détermination qu'ils ont fortifiée en écoutant les insinuations de la modernisation et de la croissance. Il ne faudra donc pas être en retard d'une conférence. Pour l'éviter, il sera prudent de tenir compte de la résolution 598 ordonnant l'arrêt des hostilités entre l'Iran et l'Irak, adoptée à l'unanimité par le Conseil de sécurité le 20 juillet 1987.

adoptée à Venise en juin 1980, elle se prononça en faveur d'un règlement global pour garantir des frontières sûres et reconnues à tous les Etats de la région, y compris Israël, pour reconnaître au peuple palestinien le droit à l'autodétermination, pour associer l'OLP à la négociation. Elle affirma aussi sa pleine et entière solidarité à l'égard du Liban.

**La construction de l'Europe a bénéficié de la décolonisation. Dans la répartition des responsabilités qui s'est progressivement établie depuis la seconde guerre mondiale, les crises survenues au Moyen-Orient ont notam-**

## Définir le cadre d'un règlement global

**D**EPUIS la fin de l'hiver dernier, le président de la République, M. François Mitterrand, et le premier ministre, M. Jacques Chirac, ont répété à leurs interlocuteurs arabes et israéliens que la France veut la paix dans leur région par un règlement global dont une conférence internationale pourrait, au moins dans un premier temps, définir le cadre. Ils ont insisté sur un point essentiel : les efforts français s'inscrivent dans les objectifs solidaires que l'Europe s'est fixés.

Contrairement à ce qui a pu être dit et écrit, il n'est nullement malin que des gouvernements européens aient parfois des attitudes différentes à l'égard de tel ou tel régime du Moyen-Orient. Quand les relations se refroidissent momentanément d'un côté (Angleterre-Syrie, France-Iran...), elles sont maintenues de l'autre; le principal est que la voix de l'Europe se fasse entendre. Pour faire face aux tensions multiples qui menacent de déstabiliser le Moyen-Orient, il est nécessaire de conserver une grande souplesse dans l'initiative. La Communauté européenne y parvient grâce aux nuances politiques de ses différents gouvernements et à la diversité de leurs intérêts.

Au-delà des invectives stériles, au-delà des proclamations unanimes ignorant le concret, une conférence internationale pour la paix au Proche-Orient obligera chaque partenaire à prendre individuellement ses responsabilités, puis à respecter ses engagements dans le cadre d'un traité qui s'impose à tous. Mais une telle confé-

rence sera-t-elle jamais réunie? En tout cas, l'idée qu'une solution pacifique peut être trouvée réveille l'opinion publique; elle permet donc de faire progresser les négociations. La recherche d'un programme par une concertation véritable assurerait à la conférence des chances de se tenir et d'aboutir à la conclusion d'un ou de plusieurs accords. Il serait cependant dangereux de trop se leurrer. Les éléments de déstabilisation peuvent encore entraver la recherche de la paix et détourner le besoin qu'ont les peuples d'un minimum d'équilibre pour réaliser leur développement. L'effort à accomplir reste immense.

La paix à créer sera l'honneur de l'Europe, le gage de son avenir par les alliances contractées et par les amitiés renforcées. Il n'est pas d'espérance sans action; il n'est pas d'action sans espérance.

(1) Voir le *Monde diplomatique* de juin 1987, p. 4.

(2) Texte de la déclaration de Venise (13 juin 1980) dans: Dominique Chevallier, *Renouveau du monde arabe, 1952-1982*, Armand Colin, Paris, 1987, pp. 190-191.

(4) Cf. Edward W. Said, « L'Transcrite, une

crise aux multiples facettes», *Revue d'études palestiniennes*, n° 25, automne 1987, Editions de Minuit, Paris, pp. 97-138.

(5) *Le Monde*, 22 octobre 1987.  
(6) *Le Monde*, 25 août 1987.

(7) Cf. Gamal Abdel Nasser, *la Philosophie de la révolution*, Imprimerie nationale, Le Caire, 1954, et nombreuses rééditions.



« MARINES » AMÉRICAINS QUITTANT BEYROUTH EN FÉVRIER 1984

ger leurs propres intérêts, les ont souvent laissés. Aussi, inquiets d'assurer l'avenir indépendant des Etats dont ils avaient la charge, ont-ils réagi en consolidant leurs liens. Quelques dates, quelques faits, suffisent à le rappeler.

L'opposition des Etats-Unis à la malencontreuse expédition de Suez, en octobre-novembre 1956, fut ressentie comme une faille dans la solidarité atlantique par les responsables français d'alors; les concertations en vue de l'élaboration d'une communauté économique européenne en furent hâtées et aboutirent à la signature du traité de Rome, en mars 1957.

Le général de Gaulle mit fin à la guerre d'Algérie en 1962, consolida aussitôt après la position européenne par son rapprochement avec le chancelier Adenauer, et, dans un même élan, obtint la suppression des bases militaires américaines en France. Dans le contexte créé par l'offensive et la conquête israéliennes en juin 1967, il refusait aux actions des Etats-Unis et de l'URSS qu'elles provoquent, il renouela la si vieille politique de la France au Levant sur une base qui faisait clairement passer la paix par l'amitié avec les Etats arabes. Lors de la guerre

**PRODUITS  
DU  
TERROIR**

**VINS FINS D'ALSACE médaillés :**  
**Ch. SCHLERET,**  
*propriétaire-viticulteur à*  
**F 68230 TURCKHEIM**

**STERN**  
GRAVEUR  
depuis 1840

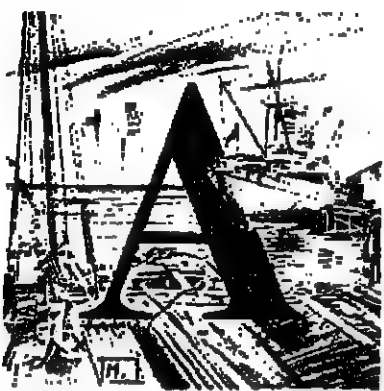
**Cartes de visite  
Invitations  
Papiers de haute qualité  
*le prestige de la gravure*  
Atelier: 47, Passage des Panoramas  
PARIS 2<sup>e</sup> TEL. 47.36.94.48-45.08.86.45**



# Quelque part à Cuba

**« On dépend toujours de quelqu'un », disent des responsables d'usine de cette petite ville côtière cubaine. Allusion aux lourdeurs bureaucratiques ? Désir d'une « perestroïka » comme celle, en URSS, de M. Gorbatchev ? Pas seulement. Francis Pisani explique pourquoi les citoyens de Cienfuegos sont, certes, désireux d'appliquer les consignes de « rectification » venues de La Havane mais demeurent surtout convaincus que l'amélioration de leur niveau de vie passe par l'intensification des échanges avec d'autres pays. De l'Est comme de l'Ouest.**

Par  
FRANCIS  
PISANI



U centre de la côte sud de l'île de Cuba, la ville de Cienfuegos s'étend sur une baie immense, ouverte à la mer par un goulet étroit mais qui permet l'entrée de bateaux de tonnage respectable.

Les fondateurs furent quarante-cinq colons français venus de Bordeaux sous la houlette d'un certain Louis de Clouet. Profitant de la décision des autorités de favoriser l'immigration blanche de peur de voir la majorité noire se rebeller comme à Haïti, ils fondèrent la « Villa de San Fernando de Jagua » le 22 avril 1819 et la rebaptisèrent onze ans plus tard « Villa de Cienfuegos », du nom du gouverneur de l'époque.

Malgré sa petite taille, Cienfuegos a la réputation d'être dotée d'une forte personnalité, un peu comme le sont, à leur façon, La Havane ou Santiago, les deux villes les plus importantes du pays. Serait-ce l'influence française ? Ou bien le fait qu'elle a toujours été blanche et raciste ? Jusqu'au triomphe de la révolution, le sud du Prado — l'avenue centrale, où la population aime à déambuler le soir venu — était réservé aux Blancs, et le nord, aux Noirs. Mais Cienfuegos est aussi connue pour le soulèvement du 5 septembre 1957, déclenché pour soutenir la guérilla de Fidel Castro. A moins que la réputation de Cienfuegos ne doive être attribuée au fait que les musiciens de l'orchestre Aragon, le groupe qui joue le meilleur son (ancêtre du cha-cha-cha et de la salsa), sont originaires de l'endroit.

Joaquín Ordoqui, cinéaste qui a choisi de vivre à La Havane, la présente comme « la ville la plus catholique de Cuba, celle qui abrite le plus grand nombre de gusanos [contre-révolutionnaires] convertis et une de celles qui ont reçu le plus de la révolution ».

Avec ses cent vingt mille habitants, Cienfuegos est aujourd'hui la capitale d'une province surgie il y a onze ans à peine de la nouvelle organisation territoriale. Une province en pleine croissance, qui produit du sucre, de l'électricité, du ciment, des poissons et des crustacés. Ville traditionnelle, Cienfuegos est en train de construire la première centrale nucléaire du pays, dont le chantier titanesque peut être aperçu de l'autre côté de la baie.

Secteur stratégique, l'énergie nucléaire est placée sous la responsabilité de « Fidelito », le propre fils de M. Fidel Castro. Les réacteurs de la centrale, de type BBR 40 refroidissement par eau, sont totalement différents de ceux de Tchernobyl.

Ville traditionaliste, d'architecture raisonnable et conservatrice, Cienfuegos s'agrandit aujourd'hui de nombreux quartiers neufs où fleurissent les grands immeubles, parfois peints de cou-

**Le travail dans un climat de nonchalance ; est-ce une usine ou une plage des Caraïbes ? On parle pourtant de productivité.**

leurs vives, pour faire face au choc du développement et, avec lui, au nombre considérable de travailleurs venus de tous les recoins de la république.

Amparo Buchaca est ingénieur électronicien dans une usine. Une usine pour de vrai, avec des machines, beaucoup de bruit et plein de cambouis partout. Notre accompagnatrice se déplace avec aisance dans ce milieu : elle est secrétaire de la cellule de la Jeunesse communiste. L'entreprise productrice d'éléments hydrauliques José-Martínez travaille pour l'exportation.

« Je dépends toujours de quelqu'un », explique le directeur, Ramon Fraga, quarante-trois ans. Corpulent, il parle avec autorité mais tutoie ses compagnons, qui entrent librement dans son bureau. Il ne maintient pas de distance excessive avec les autres et se dit partisan de l'élection des dirigeants par les ouvriers comme elle est pratiquée « dans d'autres pays socialistes. Ça donne plus de possibilités à celui qui dirige ». On n'en est pas encore là à Cuba, mais on tient compte de l'opinion des travailleurs. Lui-même a été désigné après que le syndicat et le parti se sont plaints de son prédecesseur.

Juan Himely, secrétaire de la section syndicale, dit que sa fonction est de « défendre les travailleurs, prendre en compte leurs réclamations et défendre les intérêts de l'entreprise, qui sont aussi les nôtres ». L'ordre d'exposition indique une hiérarchisation qu'on ne trouve pas partout. Il a récemment obtenu le renvoi de l'administrateur du réfectoire, où l'on mangeait trop mal.

En ce moment, l'entreprise a des problèmes d'approvisionnement et, au cours des cinq premiers mois de l'année, elle n'avait produit qu'un quart de ce qui était prévu par le plan. Et le manque d'autonomie n'arrange rien. « Je dépends d'un organisme et je dois passer par lui, explique Fraga : je ne peux pas vendre ce dont je dispose en excédent, je ne peux pas acheter à une centrale sucrière, par exemple, les 10 tonnes d'acier dont elle ne sait que faire et qui me font défaut ». Seule solution : se battre au sein du ministère dont il dépend contre les bureaucrates. Une lutte sans fin, où il est difficile d'avoir le dernier mot. Et Fraga voit d'un bon œil la « rectification », parce qu'« on envisage de donner plus d'autonomie aux entreprises ».

Ces problèmes d'organisation sont, d'après le directeur, « la seule raison » qui explique le retard dans la production. Mais, n'en déplaise au « compañero Fraga », le plus extraordinaire pour qui visite ce centre de travail, c'est le climat d'indolence, plus évocateur d'une plage caraïbe que d'une usine. Dix fois le regard du visiteur est attiré par des ouvriers en train de se promener ou de bavarder. En guise d'explication : « Sa machine marche bien, il n'a pas besoin de rester collé à elle ». « C'est leur quart d'heure de repos ». Le plus préoccupant est le manque de matière première qui désorganise le bon fonctionnement de l'entreprise. En fait, l'absence de patron se traduit par une amélioration réelle des conditions de travail, qui entraîne un abaissement de la productivité. Pourquoi ne pas l'accepter ?

Au cours de l'après-midi, j'ai pu assister à une assemblée syndicale dans le « cercle social » de l'entreprise : toit de tôle ondulée et sol de béton avec libre circulation de l'air tropical. Entre les portraits géants du « Che » et de Camilo Cienfuegos, les deux héros morts de la révolution, une phrase écrite en grosses lettres de bois proclame : « Lutter contre toutes les sortes d'erreurs et de déformations sera notre objectif fondamental ».

**« Nous connaissons les problèmes », disent les ouvriers. Mais ils voudraient bien savoir comment on se prépare à les résoudre**

Soixante-quinze ouvriers sur trois cents sont venus, en tenue de ville pour ceux qui terminent, alors que les autres ont déjà revêtu leur combinaison griseuse. Durant la partie réservée à la « liturgie communiste » — lecture des généralités du rapport d'activité, conclusions de l'envoyé du syndicat régional, — certains bavardent et rient, deux lisent des bandes dessinées, un autre fait des mots croisés et le directeur prend des notes qui n'ont probablement rien à voir avec la réunion.

La par un jeune homme imberbe du haut d'un pupitre situé à côté de l'estrade sur laquelle sont assis les cinq responsables, le rapport du syndicat commence en ces termes : « La section a navigué dans une mer d'erreurs. Elle n'a pas été à la hauteur des travailleurs, qui, non sans raison, nous regardent avec un certain dédain ». A voix basse, Amparo m'explique que la technique est connue sous le nom de *hara-kiri*. Elle consiste, quand on sait que l'on va être critiqué, à couper l'herbe sous le pied de l'attaquant en s'accusant, d'entrée de jeu, des pires défauts.

Il s'agit, en l'occurrence, de prévenir les attaques de ceux qui accusent les syndicats de freiner la rectification. « Sous prétexte de défendre les ouvriers, nous a expliqué un ex-syndicaliste, ils en arrivent à s'opposer à la modernisation, à l'effort que font les dirigeants pour améliorer la productivité, l'efficacité des entreprises, qui implique que les travailleurs travaillent plus ».

Il n'y aura pas d'attaques virulentes au cours de cette assemblée. Les préoccupations des ouvriers se traduisent par l'insistance avec laquelle ils abordent les problèmes concrets, immédiats. On parle de tout, depuis la saleté des toilettes jusqu'aux mésaventures de Manuel Garceran, ouvrier modèle qui, à son retour d'un voyage en Union soviétique — gagné comme récompense de son travail, — a découvert qu'il n'avait pas été payé. Étrange interprétation de l'appel lancé par M. Fidel Castro en faveur des stimulants moraux. Mais on a également abordé la non-réalisation des objectifs fixés par le plan, le manque de matière première, l'absentéisme élevé des jeunes et les facilités à accorder aux travailleurs qui étudient. La participation des présents est réelle. L'ouvrier cubain peut aborder librement des problèmes interdits dans les entreprises capitalistes, et personne n'a peur de parler.

Les travailleurs, cependant, ont perdu le goût de ce genre de réunion. Ainsi deux jours plus tôt s'étaient réunis en assemblée de production — organisée par la direction — pour discuter pratiquement des mêmes thèmes. Un ouvrier résuma fort bien la situation au cours de la seconde assemblée lorsqu'il déclara : « Nous connaissons les problèmes. Nous voudrions maintenant savoir comment on va les résoudre ». Une petite phrase qui contient une bonne part des drames du Cuba d'aujourd'hui.



COMMENCÉ en avril de l'année dernière pour éliminer les erreurs les plus inacceptables, les « stupidités », a même déclaré un jour M. Fidel Castro, le « processus de rectification » est une entreprise originale dans la mesure où, à la différence de ce qui se passe en ce moment en Union soviétique, ce sont les responsables des erreurs eux-mêmes — les dirigeants actuels — qui animent le mouvement.

Décidés à trouver un chemin qui leur soit propre, ils parlent peu de ce qui se passe en URSS. Mais, dans la rue, le journal les *Nouvelles de Moscou*, pour la première fois, se vend comme des petits pains.

Comme les autres dirigeants socialistes, M. Fidel Castro cherche à améliorer l'efficacité économique, mais, pour construire le

socialisme, il insiste sur le fait que « le fondamental, c'est la conscience ». Un retour partiel aux idées de « Che » Guevara et une reconnaissance que le pays n'a pas la capacité de distribuer tous les téléviseurs en couleur ou les voitures qui seraient nécessaires pour motiver les travailleurs avec des stimulants matériels.

Les Cubains ont déjà fait l'expérience d'une timide libéralisation économique au début des années 60, dont il a résulté — outre l'amélioration de la vie quotidienne de bien des citoyens — des phénomènes que la morale socialiste réprouve. « Dans notre effort pour rechercher l'efficacité économique, nous avons créé le boudon de culture d'une grande quantité de vices et de déformations, et ce qui est pis, de corruptions ! », a dit M. Fidel Castro. Ces problèmes ont surgi surtout au niveau des dirigeants intermédiaires, et le processus de rectification a pour objectif d'y mettre un terme.

Mais pas n'importe comment. « Nous ne voulons pas faire une révolution culturelle ici, nous ne voulons pas résoudre les problèmes au moyen de méthodes extrémistes et lancer les masses contre les responsables de ces faits irritants... Nous devons mener une lutte systématique, sérieuse, tenace, en exerçant des pressions du haut vers le bas et du bas vers le haut avec une grande force », a déclaré M. Fidel Castro lors de l'anniversaire de la victoire de la baie des Cochons, le 25 avril 1966.

Pour mesurer ce qui est en jeu dans la rectification, j'ai rendu visite à une petite entreprise, de celles qui ne sont pas indispensables pour la révolution mais qui, sans elle, auraient fermé ses portes depuis longtemps. Tel est le cas de la fabrique de valises Hermanas-Giral, située dans l'ex-rue Santa-Cruz, en plein centre de Cienfuegos, sorte de réminiscence d'un atelier du siècle dernier.

Une forte odeur de colle enveloppe une cinquantaine de femmes d'âge plutôt mûr, leurs machines à coudre antédiluviennes. Accrochées au plafond, d'immenses ventilateurs remuent l'air moite. Les murs sombres sont couverts d'affiches politiques, de mots d'ordre révolutionnaires et de plans de production non remplis. Sur ce fond obscur, le jaune ou le bleu brillants du vinyle de mauvaise qualité accrochent l'œil.

Tout le travail administratif, toute la comptabilité, se font, avec le crayon de nos grands-mères, sur ce papier jauni tiré de la pulpe de canne à sucre si caractéristique de Cuba et de ses efforts pour importer moins. Il y a aussi une petite machine à calculer qu'on transporte au gré des besoins d'un bureau à l'autre avec son transformateur plus gros qu'elle.

Luis Gada, l'administrateur, connaît tous les chiffres par cœur et me répond, les mains à plat devant lui sur le rebord de la table, comme un élève appliqué se présentant à un examen. Il emploie cinquante-neuf personnes, en très grande majorité des femmes. En 1987, il doit produire 56 964 valises destinées à la vente sur le marché national. Le vinyle vient d'Union soviétique et les autres composants d'Espagne, du Japon ou de Grande-Bretagne. Seule la doublure est cubaine.

Le *compañero* Gada m'explique avec une infinie patience les principes de ce qu'on pourrait appeler l'« économie *yo-yo* », qui consiste à « élever » chiffres, suggestions ou demandes et à attendre que « descendent » des réponses, orientations et ordres dans un

**Reynaldo, le vieux cordonnier, a connu le temps de la misère. Il ne regrette pas l'ancien système, sans se priver de critiquer le nouveau.**

va-et-vient sans fin. Situer à quel niveau les décisions sont prises est extraordinairement difficile, alors même que la réponse juste consiste presque toujours à dire au-dessus sans dire où.

Dans cette usine, la rectification arrive d'en haut et elle est appliquée sans initiative, presque en traînant les pieds. Ainsi en va-t-il de la traditionnelle *merienda*, ou collation, que tous les Cubains prennent deux fois par jour. Certains seraient pour la prendre et y passeraient — en raison des files d'attente — une heure ou plus. Ils disposent tous maintenant de quinze minutes et ne peuvent plus s'éloigner de leur poste de travail, ce qui fait grincer des dents.

Un autre thème central de la rectification est la lutte contre les abus dans la fixation des normes et des primes. Exemple : on établit une « norme » pour un peintre sur la base d'un travail réalisé au pinceau et on le maintient quand il travaille au pistolet, ce qui lui permet de *sobrecumplir* (dépasser) et de gagner sous la forme de « primes » des quantités d'argent égales voire supérieures à son salaire de base.

Depuis que M. Fidel Castro a abordé ce problème, beaucoup ont suspendu toutes les normes du jour au lendemain jusqu'à ce que le dirigeant lui-même soit obligé de préciser qu'elles ne sont pas mauvaises en soi mais doivent être calculées raisonnablement. Résultat : tout le système s'est paralysé. Et dans la fabrique de valises, « on rectifie », dit Luis Gada. Nous ne savons pas comment ça va fonctionner. On est en train de changer. Nous ne savons rien ».

Pour le reste, les choses suivent leur cours. « No hay » — expression clé de la pénurie qui veut dire « il n'y a pas » — de mètres pour mesurer la toile que l'on doit couper, « no hay » de crayons de couleur pour la marquer. Pis encore, le vinyle reçu n'est pas de l'épaveur voulue. Ce qui n'empêche pas que les valises se vendent toujours au même prix... décidé au niveau central.

Les ouvriers sont furieux et protestent au cours de leurs assemblées. « On ne peut pas travailler dans de telles conditions », dit Reynaldo Helpis, vieux cordonnier de soixante-huit ans. Mais Reynaldo se rappelle « l'autre système », dans lequel on ne lui donnait du travail que trois mois par an. « Quand mes enfants étaient malades, je ne pouvais pas les soigner », dit-il. Aujourd'hui ils sont techniciens, professeurs ou ingénieurs, sauf une de ses filles, qui est couturière. Reynaldo pense qu'« il serait plus rentable d'acheter les valises à l'étranger. On ne maintient l'usine que pour nous donner du travail ». Dans de telles conditions, on imagine que ses critiques soient, le plus souvent, contenues.

La jeune Magali Cobo, âgée de vingt-quatre ans, voit les choses différemment. A peine sortie de l'univers relativement pauvre d'un laboratoire, elle se heurte à tout. Responsable du contrôle de qualité, elle sait que la matière première n'est pas la bonne. Elle est autorisée à arrêter la production, mais... « les ouvrières sont de bonnes camarades », dit Magali, qui est militante de la Jeunesse communiste. Elles se préoccupent de la qualité, elles veulent bien faire. Leur seul défaut est qu'elles bavardent trop... Ah ! que

## à l'heure

La rectification est un processus complexe qui implique une prise de conscience collective. Elle ne se limite pas à des changements techniques, mais touche à l'ensemble de la culture et de la morale du peuple. C'est pourquoi elle est si difficile à mettre en œuvre.



La rectification est un processus complexe qui implique une prise de conscience collective. Elle ne se limite pas à des changements techniques, mais touche à l'ensemble de la culture et de la morale du peuple. C'est pourquoi elle est si difficile à mettre en œuvre.



La rectification est un processus complexe qui implique une prise de conscience collective. Elle ne se limite pas à des changements techniques, mais touche à l'ensemble de la culture et de la morale du peuple. C'est pourquoi elle est si difficile à mettre en œuvre.

La rectification est un processus complexe qui implique une prise de conscience collective. Elle ne se limite pas à des changements techniques, mais touche à l'ensemble de la culture et de la morale du peuple. C'est pourquoi elle est si difficile à mettre en œuvre.

La rectification est un processus complexe qui implique une prise de conscience collective. Elle ne se limite pas à des changements techniques, mais touche à l'ensemble de la culture et de la morale du peuple. C'est pourquoi elle est si difficile à mettre en œuvre.

La rectification est un processus complexe qui implique une prise de conscience collective. Elle ne se limite pas à des changements techniques, mais touche à l'ensemble de la culture et de la morale du peuple. C'est pourquoi elle est si difficile à mettre en œuvre.



*j'aimerais avoir une baguette magique pour résoudre tous ces problèmes ». Un instrument sans doute fort utile pour qui veut construire le socialisme dans les Caraïbes. Surtout s'il pouvait aider à régler les difficultés venues de l'extérieur.*

**OUS** avons perdu en 1986 entre 500 et 600 millions de dollars par rapport à ce que nous devrions être, et 1987 devrait être encore pire », confie un économiste du gouvernement. Cela oblige à réduire de moitié avec lequel Cuba réalise le. En raison du mauvais prix une partie du brut qui lui de des monnaies de l'Europe it se fournir en raison du ba travers des années difficiles.

Economiquement, cela n'est pas un drame grâce au commerce avec les pays socialistes, qui se maintient dans des conditions favorables. Mais la crise désorganise le dispositif économique, altère l'évolution en cours.

La fabrique de valises n'a ni la matière première ni les instruments adéquats pour travailler. « Nous cherchons à ne pas nous arrêter. Les options ne sont pas nombreuses. Nous devons produire avec ce qu'il y a, explique Dioscolides Torres, chef de production de l'entreprise dont dépend l'usine. Ce n'est pas un problème de mauvaise gestion : on ne nous fournit pas ce que nous demandons parce que ça ne se trouve pas dans le pays en ce moment. »

## SÉRIEUX ET INDOLIGENCE DES RÉUNIONS — OÙ EN SORTIRA-T-IL ?

Dans l'usine de composants hydrauliques, il s'agit avant tout d'un problème de réajustement. En réduisant ses achats dans les pays capitalistes, Cuba a dû augmenter ceux qu'il effectue dans les pays socialistes. « Il y a eu une certaine confusion dans l'établissement de nouveaux contrats avec la Tchécoslovaquie et des problèmes de prix avec la Bulgarie qui ont fait que nous n'avons pas signé à temps », explique le directeur Fraga.

La réduction des intrants disponibles oblige à hiérarchiser au niveau central les priorités, à exercer plus de contrôle sur les investissements. « L'idée est de décentraliser la gestion, de donner plus d'autonomie aux unités de base, dit-on à La Havane. Mais quand on réduit les importations de motifs, c'est le Guvernador [conseil des ministres] qui doit décider où vont les matières premières dont nous disposons. »

La crise empêche que la rectification aille à son rythme. Les premiers visés sont en effet certains bureaucrates placés aux postes de commande de l'économie. « Ils ont exercé durant des années une sorte de tyrannie virtuellement sans contrôle, nous a déclaré un dirigeant. Ils sont inquiets de ce que nous sommes en train de faire, méfians, et souffrent de la double pression de la crise et de la rectification. Nous ne pouvons pas affronter la crise et créer de l'instabilité à ce niveau. D'où la nécessité d'atténuer certaines critiques jusqu'à ce qu'on soit sorti de la conjoncture. »

Rectification ou pas, la préparation à la « défense » occupe toujours une grande place dans la vie quotidienne des Cubains, et les habitants de la province de Cienfuegos y consacrent un dimanche tous les mois. Au lieu de leurs plus beaux vêtements, ils mettent leurs habits de travail, beaucoup portent l'uniforme des militaires — chemise bleue, pantalon vert — et les plus grands arborent l'uniforme vert olive des forces armées. C'est le cas de Juan Quintana, dont le ceinturon soutient à grand peine un ventre plus habitué à consommer des bières et à lutter sans pitié contre le rebord d'un bureau qu'au parcours du combattant. Mais Juan Quintana est deuxième secrétaire du parti pour la municipalité de Cumanayagua, contiguë à Cienfuegos, et il appartient à l'état-major du village pour les périodes de crise. Tout en buvant à petites gorgées gourmandes son café fort et sucré, il explique la philosophie de la préparation militaire : « Nous nous préparons pour éviter la guerre, et en l'évitant nous la gagnons. »

Au bord de la route qui conduit à Cienfuegos, quatre professeurs de gymnastique font passer un test. La plus surprenante des milliciennes est Odilia Chacon, une belle Noire de soixante-cinq ans, bigoudis et foulard sur la tête. Elle court, fait des abdominaux, des tractions (à partir des genoux) et elle sante...

1,04 mètre. Je l'ai vue. Son admirateur le plus enthousiaste est son arrière-petit-neveu. Mais le sport ne suffit pas à Odilia. « Ce qui me plaît le plus, c'est le fusil », dit-elle. Un peu plus loin, une unité de dames déjà âgées s'entraîne au milieu d'un fou rire ininterrompu à lancer contre un arbre des *shurakens*, ces étoiles d'acier tranchantes, armes préférées des Ninja du Japon médiéval.

A quelques kilomètres de là, le bataillon 280 des milices des troupes territoriales (MTT) s'entraîne lui aussi. Le chef est un lieutenant-colonel à la retraite, les instructeurs sont vieux, gros et bon enfant. Répartis en petites unités, les hommes s'exercent au montage et au démontage des fusils, au tir, au lancement de la grenade, etc. La défense antiaérienne utilise des avions miniatures accrochés à des fils et déplacés par des poulies pour créer l'illusion qu'ils attaquent en piqué. Un Disneyland couleur kaki.

Des pelotons de troupes spéciales qui se reconnaissent plus à leur allure martiale, très distincte de la démarche décontractée des miliciens, qu'à leurs bérets rouges jouent le rôle de l'ennemi et ont pour objectif de prendre les positions défendues par les civils. Un gigantesque jeu de cache-cache pour adultes auquel participe toute la population, armes de guerre à la main. C'est en tout état de cause bon pour la santé...

Outre les tâches militaires confiées aux MITT, chaque zone doit assurer un fonctionnement minimum de la société. Désignées à cet effet, les brigades de production de défense sont composées des vieux et des femmes qui ne travaillent pas. Elles doivent veiller à la santé de la population, lutter contre les incendies, protéger des tunnels, garder les enfants dont les mères sont occupées ailleurs. Il est prévu que les écoles continuent à fonctionner avec des programmes spéciaux pour temps de guerre. Chaque brigade a une pépinière d'arbres fruitiers et de plantes médicinales qui permet en temps de paix... de donner aux enfants une éducation écologique.

« Ça a l'air d'être une comédie. On croirait de l'art. Mais c'est bien réel », conclut Juan Quintana. La Grenade a laissé un mauvais souvenir dont on a tiré des leçons. De tous ces exercices il devrait rester quelque chose. « La discipline dans le travail fait défaut », commentait Dioscolides Torres en parlant de l'usine de valises, mais les ouvriers ont de la conscience révolutionnaire à revendre. Ils sont prêts à lutter contre une invasion ou à aller en Angola. »

Pendant que certains se préparent à la guerre, d'autres se préoccupent du salut de leur âme. Mary Buchaca, soixante et onze ans, tante d'Amparo, assiste à la messe en l'église de Monserrat. A la fin de l'office, les cent cinquante fidèles, en majorité femmes et vieux, promènent une statue de Marie entre les rangées de chaises, comme s'ils n'osaient pas la sortir dans la rue. L'évêque Fernando Prego, plein d'octuocésité vaticane, me reçoit en compagnie du Père Ignacio, un jésuite austère et tendu. On sent chez eux à la fois l'amertume accumulée au cours de bien des années difficiles et la reconnaissance de ce qu'ils vivent une situation très particulière. « Le chrétien connaît les risques auxquels il s'expose, mais ils ne sont pas aussi terribles qu'il le croit », se contentent-ils, explique Fernando Prego. La position des autorités a changé, « mais pas tant que ça ». Il y a encore des pressions dans les écoles contre les catholiques, mais, « quand nous protestons, ça s'arrange toujours ». Aujourd'hui, les bons rapports entre croyants et athées sont la règle. Et ça commence au niveau de la famille, comme chez Mary Buchaca.

Aussi révolutionnaires qu'ils soient, les jeunes la respectent parce qu'« elle a une foi véritable » et qu'elle a vécu comme professeur sous tous les régimes. « Si la réincarnation existe, je reviens comme maîtresse d'école », dit-elle avec un sourire lumineux.

Mais elle a connu des moments difficiles dans les premières années de la révolution, quand on a confisqué les terres de son mari. « Le changement a été très brusque. Au début, je pensais que le diable était entré dans ma maison. » Et, vingt-huit ans plus tard, Mary n'est toujours pas convaincue : « Il y a beaucoup de choses que je n'accepte pas. La liberté est ce qu'il y a de plus beau. Je suis

**Bientôt trente ans que Mary a vu le diable entrer dans sa maison. Aujourd'hui, ses fils sont communistes mais ils « œuvrent en chrétiens ».**

*catholique. Je ne peux pas être communiste parce qu'ils sont athées. » Que pense-t-elle du fait que ses fils sont communistes, que l'un d'entre eux aide le Nicaragua en y construisant une usine ? Elle répond avec la plus grande tranquillité : « Ils œuvrent comme je voulais qu'ils œuvrent : en chrétiens. »*

« C'est difficile de critiquer une révolution qui compte à son actif des réalisations merveilleuses, explique un ex-guerrillero qui n'est plus en odeur de sainteté. Mais elle aurait pu être encore plus grande. » Nous avons voulu construire le socialisme de quinze manières différentes, sauf de la bonne, continue-t-il. Le socialisme n'est pas possible sans la démocratie. Pas la représentation, mais l'homme doit pouvoir poser les problèmes. Les gens savent que le capitalisme, c'est l'exploitation, que le socialisme, malgré ses erreurs, est supérieur. »

L'ouverture qui accompagne la rectification fait que les Cubains expriment leurs critiques de manière plus ouverte mais, comme le dit une jeune psychologue à peine sortie de l'Université et encore abasourdie par ce qu'elle découvre du monde du travail : « Ces critiques restent sans effet. La démocratie est nécessaire parce qu'il s'agit de lutter pour résoudre les problèmes de la révolution. »

« C'est la question du moment. Il faut de l'art et de la science pour y bien répondre », nous a-t-on dit en haut lieu à La Havane. Même s'ils voient clairement l'objectif, les dirigeants de la révolution donnent l'impression d'être encore en train de sonder le chemin. Ils ont tenté dans un premier temps d'ouvrir les congrès des

organisations de masses. Bien préparés, ils ont été le lieu de critiques sévères et de débats inconnus jusqu'alors, mais qui durent... le temps d'un congrès. M. Fidel Castro intervient personnellement au niveau de la base pour sortir les bureaucrates de leur immobilité et compte sur l'action de la jeunesse, qui n'a rien à perdre. *« Les jeunes tendent à être hypercritiques et exigeants. Ils nous jugent avec beaucoup de sévérité, mais avec une grande maturité »*, nous a dit un haut dirigeant.



**ES jeunes d'aujourd'hui,** voyez-vous, ce qu'ils veulent, c'est... je ne trouve pas mes mots. » Toute la préoccupation de Rosalia Buchaca, surnommée Chalia, sœur de Mary, est concentrée dans son regard. Ses gestes sont elle regarde avec de grands tension. Elle n'a rien perdu de la fille de la bonne société information discutable pour qui as de chercher son chemin.

« Liberté... », lui souffle à voix basse Liz, sa petite-fille de treize ans qui partage son fauteuil. Chevelure abondante, corps sveltes, yeux vifs, intelligents, observateurs, tout en elle exprime la confiance de la nouvelle génération, qui n'a pas connu le passé ni les premières années de ce processus et croit que tous les chemins du monde sont dégagés.

Appartenant à une vieille famille patricienne de Cienfuegos, liée au pouvoir sous différents régimes, les Buchaca illustrent les changements les plus récents de Cuba avec leur cortège de contradictions pour ceux qui les vivent. Les enfants sont presque tous militants de la Jeunesse communiste. Arturo, le père, est un pédicêtre reconnu et respecté. Le fait de travailler dans un des secteurs les plus dynamiques de la révolution semble l'avoir aidé à s'adapter. Sa femme n'a pas eu cette chance.

« Oui, c'est ça. Ils ont beaucoup de liberté, ils perdent le respect. Ils utilisent beaucoup de gros mots. » Chalie Buchaca, déci-

**La révolution  
peut aller de pair  
avec le rock et les jeans.  
Exigeants, impatients,  
les jeunes attendent  
beaucoup plus.**

dément, ne se sent pas bien. Sa famille n'est pas en question — elle lui a consacré toute sa vie et se compare volontiers au géant Atlas soutenant le monde sur ses épaules, — le problème, c'est les autres. Elle n'aime pas le tour que prennent certaines choses. Ou du moins elle a ses réserves. Il s'agit autant d'un conflit de générations que d'une attitude politique.

« Je me hurle à mes parents sur des questions de concepts », dit sa sœur, la prud'homme provinciale Amparo, sa fille : « L'amour, la vie... ils ne sont pas des concepts ! En la réalisant, l'adulte actualise la vie dans tout le pays grâce à un feuilleton de la télévision consacré à la vie sentimentale et sexuelle agitée des jeunes d'aujourd'hui : le gargon qui refuse d'assumer ses responsabilités face à la grossesse de sa compagne, les aventures d'une jeune fille dont le fiancé poursuit ses études en Union soviétique, l'état déplorable des *posadas*, ces hôtels de passage où ils vont faire l'amour... Le feuilleton montre tout, ce qui déclenche d'interminables discussions... »

« Ma mère dit que nous enseignons « ça » à la jeunesse, affirme Amparo, mais c'est la réalité d'aujourd'hui. Elle met un paravent devant ce qui implique le moindre changement. » Or les jeunes, à l'appel des dirigeants, sont partis en guerre contre ces paravents qui paralysent la révolution. Ils participent ainsi au « processus de rectification », qui est à mi-chemin entre la perestroïka de M. Gorbatchev et la révolution de Mao Zedong, sans être identifiable à aucun des deux.

« Les jeunes veulent vivre mieux, affirme ce père d'une fille de seize ans qui trouve normal d'être révolutionnaire tout en ayant envie de porter des jeans et d'écouter du rock. Pour eux, la santé et le confort sont essentiels. Ils veulent un emploi, un logement décent et un salaire honorable sous des conditions absolument normales. Et, puisque Cuba ne vit pas isolée, ils veulent aussi une voiture, une télévision en couleur et, pourquoi pas, un magnétophone. Pour toutes ces raisons, ils veulent que le pays se développe plus rapidement, et ils critiquent la révolution pour qu'elle aille de l'avant. »

« Nous essayons d'utiliser la jeunesse comme fer de lance à l'expulsion l'ex-guérillero... Or, elle ne respecte plus les vieux leaders de la révolution, elle lutte pour ses intérêts. Elle ne veut pas revenir au capitalisme, et de ce fait le socialisme doit chercher une autre issue. Il n'y a pas d'alternative. Ce qui dégoûte ici, ce n'est pas le système, mais c'est qu'il fonctionne mal. »

Mauricio Blanco, futur ingénieur de vingt-trois ans, rend compte à sa manière des espoirs d'un jeune : « La révolution a dû commettre des erreurs pour survivre, dit-il. Les gens continuent à reconnaître l'autorité de Fidel, mais ils ne se retiennent plus d'émettre des opinions, de signaler les erreurs, les limites. » Mauricio constate qu'il y a une grande différence culturelle entre La Havane et la province — ce qui n'est pas le cas dans le domaine économique, — mais se réjouit de cette multiplicité des points de vue : « C'est ce qu'il y a de mieux. C'est ce qui nous permet d'avancer. Il y a une grande diversité de critères et il y a une ouverture dans les médias, dans les réunions, dans la rue, entre les gens. Je voudrais que tout cela évolue plus vite. Les gens font état de leur mécontentement, et j'imagine que c'est un processus exponentiel. Ça a commencé lentement et, progressivement, ça devrait mordre. »

**FRANCIS PISANI**  
(*Lettrines de Jean Minguand*).



## « Yeelen » ou la magie des contes

Il y a certes, d'abord, massif, le naufrage. La famine, la dette, les coups d'Etat, les dictatures, l'apartheid, le SIDA, les invasions de criquets, la mort permanente des enfants et tant d'autres calamités sur ce continent tragique.

Et puis, comme de sous les décombres, des voix surgissent d'une puissance singulière qui disent, avec une troublante émotion, la détresse des gens et la nostalgie des racines anciennes. Parmi ces voix : celle du cinéaste malien Souleymane Cissé et de son film *Yeelen* ; celles des pièces de théâtre qu'évoque ci-dessous Michel Lobé Ewané, et dont le dramaturge congolais Tchicaya U Tam'Si rappelle (ci-contre) « les origines sacrées » ; ou encore celle de l'écrivain nigérien Abdoulaye Mamani dans sa nouvelle *Une nuit au Ténére* (page 24).

Les œuvres de ces auteurs contrastent, par leur richesse expressive et leur vitalité créatrice, avec le paysage désolant de tant de sociétés africaines bloquées.

Par IGNACIO RAMONET

Il était une fois, il y a des siècles et des siècles, dans une Afrique authentique et inviolée, le fils d'un terrible magicien qui avait plus de pouvoirs surnaturels que son redoutable père. Dévoré de jalousie, celui-ci tenta de tuer ce fils rival. Mais, protégé par sa mère, le jeune homme parvint à s'enfuir. Il traversa — en un long et périlleux voyage — le vaste pays bambara, toujours poursuivi par son père armé d'un « pilon magique ». Lorsque le jeune atteignit les confins du monde et l'orée du désert, un très vieil oncle, sage et aveugle, lui confia l'emblème de la connaissance absolue, l'« aile du Koré », qui lui permit d'affronter enfin — en un duel d'initiation — la fureur de son père.

Ce conte ne fait point partie du fonds de légendes anciennes du Mali. Il a été écrit par le cinéaste malien Sou-

leymane Cissé (1) pour servir de scénario à son nouveau film *Yeelen* (la lumière) (2), où il aborde, pour la première fois, une question essentielle : les fondements de la religion animiste.

« Avant l'expansion de l'Islam et du christianisme, déclare Souleymane Cissé, il y avait au Mali, chez les Bambaras, une religion et une mythologie profondément ancrées dans l'esprit des gens. C'était le koma, un ensemble de rites pratiqués par des initiés et permettant d'accéder à la connaissance suprême. Le savoir du koma est tout aussi rationnel — ou irrationnel — que la mythologie païenne grecque ou que la cosmogonie des Mayas. Il repose sur l'identification et la connaissance de signes prenant en référence le temps et l'espace. Il permettait d'expliquer tout l'univers de la vie et de la science.

« Avec l'arrivée des religions monothéistes venues du nord, l'Afrique a enterré sa propre théorie de la connaissance ; elle s'est refermée dessus, transformant son savoir en secret. Ceux qui, clandestinement, continuèrent d'interpréter le monde selon les anciennes sciences cosmogoniques furent traités de « sorciers » et leurs pratiques, jadis banales, de « sorcelleries ». Ce que certains appellent « magie africaine » n'est qu'un mode d'expression culturelle. Personnellement, je ne crois pas à la magie.

« Aujourd'hui, au Mali comme ailleurs, les gens ne se reconnaissent plus dans une modernité confuse, les jeunes surtout. Ils se retrouvent à cheval sur un enchevêtrement de cultures diverses et se demandent ce qui, dans cet enchevêtrement, leur appartient en propre. Nous sommes le continent des identités nées (3). Notre identité et notre véritable indépendance ne peuvent exister sans une conception profonde, claire, historique, de notre propre culture. Et la réponse ne peut venir d'une ethnologie essentiellement pratiquée par des étrangers, mais par l'apport créatif des artistes africains.

Le titre du film, *la Lumière*, est donc à prendre dans son sens voltairien. En dédramatisant l'univers de la magie, des « sorciers » et des féticheurs, Souleymane Cissé nous invite à regarder les phénomènes paranormaux d'un œil calmement rationnel et scientifique. « S'il y a des fétiches qui tuent, dit-il, c'est parce qu'ils sont confondues avec des poisons. Et l'hypnose est une vieille méthode de suggestion pratiquée partout. Après tout, dans une certaine mesure, l'identité européenne passe aussi par la connaissance des poèmes d'Homère, où il est largement question de magie (Circé transforme les compagnons d'Ulysse en pourceaux), de divination, d'interventions surnaturelles, etc. »



SCÈNE DU FILM DE SOULEYMANE CISSÉ  
Dans le cercle sacré des féticheurs.

Il reste que les ambitieux projets culturels de Souleymane Cissé — retour aux sources de l'authenticité africaine, considération dépressante de la « pensée magique » — auraient pu le conduire à réaliser un film pesant, laborieux et lourdement didactique. Il n'en est rien. *Yeelen* est un film d'une splendide beauté, d'une constante poésie. Et sans doute l'œuvre la plus réussie de la jeune cinématographie africaine.

**SOULEYMANE CISSÉ** — dans un style faisant penser à celui de Roberto Rossellini dans *La Prise du pouvoir par Louis XIV* — parvient à une très grande force expressive avec une extrême économie de moyens : peu de dialogues (en langue bambara) ; scènes d'action à peine suggérées ; montage net des séquences, sans temps morts ; longs plans sur de

superbes paysages ou sur les visages des héros. Cela confère à *Yeelen* à la fois un suprême raffinement et une force expressive quasi primitive. Ce sont des qualités en perdition dans le cinéma d'aujourd'hui. D'où l'extrême singularité et la grande fraîcheur de ce film de poète, de ce récit initiatique.

Souleymane Cissé en racontant, avec des images d'une grave pureté, une histoire mythique et un drame épique, parle sur la sensibilité des spectateurs, sur leur capacité à s'émouvoir encore et toujours sur l'éternelle magie des contes et des légendes populaires.

(1) Cf. Souleymane Cissé, « Cinéma malien : redéfinir la trame du quotidien », *Le Monde diplomatique*, septembre 1978.

(2) Ce film a reçu le prix du jury du Festival de Cannes en mai dernier. Il est diffusé en France depuis le 2 décembre 1987.

(3) Cf. à ce propos, le texte de l'écrivain kényan Ngũgĩ wa Thiong'o « Découverte l'écriture », *Le Monde diplomatique*, août 1987.

## Des scènes enfiévrées par le langage

Par MICHEL LOBÉ EWANÉ

QU'EST-CE qui peut bien rapprocher l'acteur noir sud-africain John Kani, qui interprète depuis quelques semaines *Othello*, de Shakespeare, au Market Theater de Johannesburg, et l'auteur et metteur en scène congolais Sony Labou Tansi, qui a présenté à Limoges (1) sa dernière pièce, *Moi, veuve de l'Empire*, en avant-première d'une tournée européenne ? Le premier veut se servir de la pièce de Shakespeare comme d'une arme contre l'apartheid ; pour la première

fois, en Afrique du Sud, le rôle d'Othello est interprété par un Noir dans une représentation professionnelle. Une occasion, selon l'auteur, de révéler un Shakespeare dénonçant l'injustice contemporaine (2).

Le second, Sony Labou Tansi, a également revisité Shakespeare pour réinventer à travers des personnages empruntés au théâtre classique (Cléopâtre, Jules César, Calpurnie, etc.) une histoire qui se situe « à la porte de la prochaine chute de l'Empire romain ». Cette tentative de réappropriation, loin d'être gratuite, est essentiellement subversive. « Et si nous étions tous des Romains ? », interroge l'auteur dans sa « Note au

metteur en scène ». « Et si nous étions en train de répéter tragiquement l'histoire ? »

« Notre époque ressemble beaucoup à l'époque romaine, nous a déclaré Labou Tansi. Il y a un centre du monde qui est l'Occident. Je crois que les Romains affamaient le reste de l'humanité pendant qu'ils créaient ce que j'appelle des somnifères : le symbole de tous les gaspillages de notre époque. Aujourd'hui la situation est la même. L'Occident affame le reste du monde.

La pièce raconte l'histoire d'une déraison amoureuse. Le dictateur Jules César est assassiné par Calpurnie, son neveu, qui convoite le trône et l'impératrice Cléopâtre. Mais Calpurnie doit affronter Othello, le cousin du défunt, lui aussi amoureux de l'impératrice et lui aussi assoiffé de pouvoir. Cléopâtre réussit à se jouer des deux ambitieux. Le premier est éliminé par le second et celui-ci piégé et empoisonné par l'impératrice, qui peut alors conclure : « La guerre est finie mais la conscience commence. Nous allons ouvrir l'histoire à tous les hommes. »

Cléopâtre, c'est cette part du monde qui reste affamée dans le silence de l'humanité. « C'est à cause de ce silence, affirme l'auteur, que j'ai créé une Cléopâtre noire, qui ne vienne pas du centre du monde, mais de la périphérie, bafouée, bâclée, porte-douleur... Il y a des hommes qui sont en dehors de l'histoire. Et nous nous disons civilisés. Il y a des barbares qui attaquent Rome. Aujourd'hui, les barbares sont dans Rome... »

AVEC *Le Fou*, la pièce de Bakri-Abd Jean-Pierre Guingand, on se retrouve en plein dans la périphérie chère à Sony Labou Tansi. C'est une pièce simple, mise en scène sobrement et exprimant un réalisme fort, bien rendu par la sympathique troupe du Théâtre de la Fraternité. Un couple de gens modestes (le mari est gardien d'immeuble) souhaite inscrire leur fils à l'école pour en faire « quelqu'un ». Les places sont rares, se monnayant en billets, en moutons, poulets, femmes, etc. Les parents ou amis qui interviennent se révèlent indifférents, cupides, impuissants. Le mari perd son calme, ses nerfs, devient fou et se tourne vers la violence. Cette pièce nous introduit dans la difficile réalité quotidienne de l'Afrique d'aujourd'hui : celle des gens pauvres, simples, aux ambitions légitimes, mais écrasés par une



« MOI, VEUVE DE L'EMPIRE », DE SONY LABOU TANSI  
Comme au temps des Romains, un centre et une périphérie

société injuste, dont les valeurs morales ont été balayées par les rigueurs des temps.

*La Tortue qui chante*, du Togolais Sémou Agbota Sinsou, nous fait pénétrer dans l'univers symbolique du conte africain. Un roi veut sommer son premier conseiller. Poste convoité par deux personnages ambitieux, Agbota Sinsou le chasseur et un beau-père Podogan. Pour les ridiculiser, le roi du village invente un stratagème : une tortue qui chante, et qui apparaît aux deux protagonistes comme le moyen de réaliser leur ambition. La tortue est porteuse de la morale de l'histoire : l'ambition excessive va de pair avec le malheur.

« Il y a toute une richesse dans la symbolique des contes, dans son langage poétique, imagé, explique le dramaturge togolais, toute une richesse qu'on est loin d'avoir exploitée. C'est celle-ci que j'ai tenté de mettre en évidence dans cette pièce. » La pièce n'en est pas moins actuelle. Elle fustige elle aussi la cupidité, la vaine ambition, la corruption. Mais l'auteur avance masqué. Ce qui lui permet justement cet emprunt à la symbolique du conte. « Je suis comme un fabricant de masques. Je façonne l'argile pour faire un masque. Un masque qui peut faire rire, qui peut faire peur, qui peut faire réfléchir. Je joue avec ce masque. » Le théâtre africain affiche ses ambitions thématiques et stylistiques, ses recherches,

ses faiblesses aussi, celles de ses acteurs et de ses mises en scène. Mais toujours ce besoin de dire, de faire du théâtre une « arme miraculeuse », cette recherche d'esthétique, cet attachement à la culture africaine (l'importance de la chorégraphie), à la réalité socio-politique, cette fièvre du langage. Mais aussi un théâtre de divertissement, qui se ressource dans l'humour africain.

(1) Du 3 au 16 octobre dernier, s'est tenu à Limoges le 4<sup>e</sup> Festival international des francophones. Un rendez-vous de « création contemporaine et d'échange artistique » autour du théâtre, auquel ont participé plusieurs troupes africaines à côté de troupes venues de Belgique, du Québec, du Suisse et de France.

(2) *International Herald Tribune*, 9 octobre 1987.

Édité par la SARL Le Monde  
Gérant : André FONTAINE,  
directeur de la publication.  
Administrateur général : Bernard WOUTES  
Imprimerie du « Monde »  
7, rue des Italiens  
75009 PARIS  
Commission paritaire des journaux  
et publications : n° 57 438  
ISSN : 0026-9395  
A la disposition des diffuseurs de presse  
pour modifications de service, demandes  
de réimpression ou autre, utiliser notre service  
de téléphone vert : (16) 1 65 56 11 11.

**NOUVEAUTÉS**

**EDITIONS PRÉSENCE AFRICAINE**

**NIIWAM suivi de TAAW de SEMBENE OUSMANE**  
Deux nouvelles dont les personnages luttent pour leur survie.  
Poche, 29 F.

**LE RÊTE DE LA MORT de J.-B. TATI LOUTARD**  
La mort est le personnage central de ce livre. Elle revêt plusieurs apparences. L'auteur saute de l'une à l'autre, à travers le personnage de Toua-zock et la magie du verbe. Dans ses bonds, il franchit à la hâte l'histoire récente de son pays et du Burkina-Faso.  
Roman, 70 F.

**DOUZE POUR UNE COUPE de CHEICK OUMAR KANTE**  
Ce récit est un reportage truculent sur la fête du ballon rond qui, sous certaines latitudes, fait et défait des révolutions...  
Roman, 65 F.

**SOUDAN de MESSAOUD JIR**  
Trente ans d'indépendance : mutations et obstacles au développement socio-économique.  
Essai, 118 F.

EDITION-LIBRAIRIE, 25-bis rue des Ecoles - 75005 PARIS  
Tél. 43-54-15-88 - 43-54-13-74

## CRÉATION AF

« Yeelen » ou la magie des contes

« Moi, Veuve de l'Empire », de Sony Labou Tansi

« Le Fou », de Bakri-Abd Jean-Pierre Guingand

« La Tortue qui chante », de Sémou Agbota Sinsou

« Niiwam suivi de Taa », de Sembene Ousmane

« Le Rête de la Mort », de J.-B. Tati Loutard

« Douze pour une Coupe », de Cheick Oumar Kante

« Soudan », de Messaoud Jir

## lauréats des mythes fondateurs

« Yeelen » ou la magie des contes

« Moi, Veuve de l'Empire », de Sony Labou Tansi

« Le Fou », de Bakri-Abd Jean-Pierre Guingand

« La Tortue qui chante », de Sémou Agbota Sinsou

« Niiwam suivi de Taa », de Sembene Ousmane

« Le Rête de la Mort », de J.-B. Tati Loutard

« Douze pour une Coupe », de Cheick Oumar Kante

« Soudan », de Messaoud Jir



LA CRÉATION AFRICAINE

L'homme est plus immense qu'il ne le suppose, de nos jours on l'inonde au lieu de le rafraîchir.  
René Chaz.

Les origines sacrées de notre théâtre

Par TCHICAYA U TAM'SI

L'écrivain congolais Tchicaya U Tam'Si s'interroge constamment — dans ses poèmes, ses pièces de théâtre, ses romans — sur le devenir des sociétés africaines et sur le vide politique qui a succédé aux fécondes années de lutte anticoloniale. Maintes fois il a dénoncé, dans de violentes satires — en témoignage, en particulier, son récent roman *Fruits si doux de l'arbre à pain* (Seghers, Paris, 1987), — les mœurs de ces hommes politiques prêts à vendre l'âme et la dignité de leur peuple. Dans le texte ci-dessous, Tchicaya U Tam'Si rappelle, une fois encore, la nécessité du recours à la tradition pour sauver l'identité d'un authentique théâtre africain.



« LA TORTUE QUI CHANTE »  
Un retour aux sources du rituel

autour du postulat, la danse l'anime, les effluves des ancêtres accompagnent son esprit sollicité jusqu'au terme de son voyage initiatique. L'état second.

De fait, aucune transe ne s'opère sans le concours de la danse, de la pantomime, du chant-musique et de la mise en scène du corps sollicité à dire, en de vertigineuses arabesques d'une gestuelle savante, ce qu'il tient en orage depuis la nuit des temps : une somme majeure d'énergies en expansion, énergies qui souffrent d'être contenues. Faire le tri des énergies fastes d'avec celles qui ne le sont pas, c'est s'assurer la connaissance des esprits qui font la ronde autour du monde.

Le théâtre total puise sa justification aux sources de la transe collective. Les modes d'expression qu'il intègre ne sont pas étrangers les uns aux autres, ils doivent concourir à la réalisation d'un symbole, c'est pourquoi il implique aussi la participation active de tous comme acteurs, celui qui n'est là que pour voir court un bien grave danger, car sa passivité le rend vulnérable. Proie facile des forces que le cérémoniel déchaîne. C'est ainsi que le port du masque devenait nécessaire pour assurer la protection des protagonistes, qui, sans son secours, pouvaient, dans un moment de relâchement, s'exposer au pire.

Bénéfice, le rituel magique ou sacré devient théâtre. L'artifice des acteurs, tous rôles confondus, prend le pas sur l'essentiel. Il ne s'agit plus de guérir, de libérer du mal, mais de créer une diversion ou encore d'aménager une plage de détente. Le rituel que le théâtre bénit ainsi aux fins de distraction

ou d'édification ne perd cependant pas le sens de ses origines sacrées. Le jeu auquel il convie est bien plus qu'une simple pédagogie, il est lui aussi curatif. Il s'agit de ne pas rester la mise en scène de l'acte que l'on veut jouer, car celui qui se trompe de rôle brouille le jeu et corrompt les équilibres vitaux. Le théâtre tire de la vie sa copie conforme. Qui ne s'est pris au jeu de boire, d'aimer ? Qui ne s'est pas joué à soi-même la farce de vivre ne saura jamais de quel poids est le vie sur son propre corps, sur son être intime ! On se purge de sa jouissance propre passion. On ne vit que mieux, les pores dilatés par le feu des mouvements de l'exercice que l'on se donne.

Le théâtre n'est pas seulement un acte mental — une excessive cérébralité le viderait de toute signification. S'il est aussi et surtout un exercice physique (au sens fort) et spirituel, il s'apparente beaucoup aux pratiques de l'exorcisme, parce qu'il y a prise de la psyché et parce qu'il y a invite à sortir de la chrysalide. Tout passe par le corps pour que l'âme exulte. Le théâtre célèbre un culte profane d'apparence. Il est le jeu que l'âme se joue à lui-même, le corps et la voix lui servant de hochet. Une spiritualité, finalement. Mais aussi une sociabilité, une convivialité. Il est, en effet, parmi les arts de la parole le plus ressemblant aux mythes fondateurs. C'est pourquoi il ne peut vivre sans la complicité de plusieurs. Il installe de tels rapports de solidarité qu'il apparaît, dans maintes sociétés, comme lieu des apprentissages des responsabilités que les membres d'une société ont les uns à l'égard des autres.

Après les mystères célébrés dans le secret des sanctuaires, s'offre à l'émotion le spectacle qui est dans le quotidien de la vie. Dans celui des errements du corps. Dans la rue. On fait un cercle autour d'un fou vêtu de guenilles et fardé de poussière. On rit et l'on s'émue de ce qu'il parodie la déraison du monde. On quitte ce cercle tout étonné qu'on ait pu rire ainsi de l'effluve qui s'est échappée sur l'innocence de ce simple d'esprit. Un peu plus loin, au coin d'une autre rue, se joue le drame de cette femme que son mari bafoué veut chasser proprement à coups de bâton. On rit des cris de la femme adoultère, on rit de la mauvaise fortune du mari. La vie s'écoule en « cent actes divers », mêlant farces et drames, drames et tragédies. Comédie humaine. Le spectacle est dans la vie courante. Pas de metteur en scène. Les protagonistes de la farce ou du drame qui se joue ne sont pas des professionnels. Ils ne sont rémunérés par personne, ils jouent à leurs dépens, pour leur compte. Les uns et les autres sont donc, tour à tour, spectateurs non payants, acteurs bénévoles. Le hasard — l'infortune — est le grand ordonnateur de tout cela.

Le théâtre à l'occidentale a désormais acquis droit de cité en Afrique. S'il n'y avait naguère pas un lieu précis où devait se donner en représentation le drame humain ou sa quête de l'absolu, comme entre parenthèses, désormais c'est sous les cimes d'un lieu clos de murs appelé théâtre que se donneront en représentation — loin de la poussière des rues, — comédies, drames et farces. Les bouleversements qu'ont connus les sociétés africaines ne sont pas étrangers à ce glissement. Ce n'est pas seulement par mimétisme que l'Africain s'est approprié une démarche théâtrale qui de prime abord n'apparaît pas comme telle dans son patrimoine. Le cadre de vie a changé, ont aussi changé les modes et méthodes de production et de reproduction des savoirs. Les chivages qui se sont installés ont ségrégué les genres. La séparation du sacré et du profane est venue par la spécialisation et la laïcisation du traitement des phénomènes sociaux.

Dans l'anonymat de la ville...

Les changements de civilisation produisent les mêmes effets. On le sait : dans l'Occident européen, celui des mystères, le processus a été identique à celui que connaît l'Africain. L'effet de rupture d'avec une tradition quasi sacerdotale du spectacle n'est pas le fait d'une perversion, mais procède de la nécessité vitale d'approfondir les formes de célébration les plus inhérentes aux nouveaux comportements et rapports dans la vie. Dans l'anonymat de la ville, on sature au bout de celui qui vous propose une distraction. La ville... Dakar, Abidjan, Ouagadougou, Brazzaville, sont des lieux d'éclosion et d'essai, où l'organisation de la vie tribale, ses rites, ses rituels, ses solidarités n'ont plus leur autorité naturelle. Si, par exemple, dans les quartiers populaires de Bamako le kotoba se joue encore à ciel ouvert, à l'ancienne, par tous, voisins du quartier et passants, dans une effervescente improvisation, bientôt ce ne sera plus possible. Le kotoba est déjà « mis en pièce » et « mis en scène ». Pour survivre, il devra se plier à l'exigence d'un décor de fortune, se suffire du talent brisé de quelques acteurs, se passer de la foule de la rue et se contenter de quelques spectateurs fortunés. Il avait, en sa vulgarité, perdu son caractère initiatique. En devenant spectacle de la rue, il pourrait préfigurer un théâtre de boulevard porté à la scène. Ne sera-t-il que cela ?

De même que le passage de l'oralité à l'écrit n'est possible que par la mise en place de règles et de structures de pensée et d'esthétique nouvelles, le passage du spectacle spontané de la rue à celui, construit, de la scène théâtrale postule pour une éthique et une esthétique qui obéissent à d'autres canons.

La folsie de textes du néo-théâtre africain, elle témoigne d'un fastueux appétit de spectacles, lieu d'épanouissement de toutes les humeurs et où s'essient tous les humeurs, n'administre pas toujours la preuve de beaucoup d'esprit de recherche quant aux nouvelles formes de langage et d'expression qui lui donneraient la légitimité d'une originalité. Héritière de la tradition du concept de théâtre total laïbe dans les rites et rituels — ceux par exemple de la transe, — la confusion des genres, quand elle est pratiquée, se révèle souvent comme une besogneuse juxtaposition hétéroclite de plages de danse d'une chorégraphie sans inspiration, de palabres, de farces, le tout lesté du poids d'un folklorisme douteux. Tout droit sorti de la fête de fin d'année scolaire, pour laquelle les premiers textes ont été écrits, ce théâtre hésite à se départir d'un certain didactisme. Certes, le néo-théâtre africain affiche d'authentiques réussites, et le souci d'ancrer ce nouvel instrument pousse certains des plus vigoureux de ces auteurs à effectuer un retour aux sources du rituel (entre autres), à la recherche des voies et des moyens d'une nouvelle expression théâtrale.

BOULEYMANE Cissé

superbes paysages ou sur les visages des héros... Cela confère à l'œuvre une force expressive quasi primordiale, sont des qualités en perdant du cinéma d'aujourd'hui. D'où l'usage singulier et la grande fraîcheur du film de poète, de ce récit initiatique.

Souleymane Cissé en roman avec des images d'une grande puissance mythique et un dialogue, sur leur capacité à s'émouvoir et toujours sur l'écran de ses comités et des légendes populaires.

- (1) Cf. Souleymane Cissé, « Un roman : l'œuvre de Souleymane Cissé », *Monde diplomatique*, septembre 1986.
- (2) Ce film a reçu le prix du jury au festival de Cannes en mai dernier. Il est diffusé depuis le 2 décembre 1987.
- (3) Cf. à ce propos, le texte de Souleymane Cissé, « Le monde diplomatique », *Le Monde diplomatique*, mai 1987.



« DE SONY LABOU TANSI »

ses faiblesses. Aussi, celles de l'acteur et de ses mises en scène. Mais toujours ce besoin de « faire du théâtre une « œuvre de la vie », cette recherche d'attachement à la culture (l'importance de la chorégraphie, l'importance de la danse, celle du langage. Mais aussi un autre divertissement, qui se ressente l'humour africain.

- (1) Du 3 au 16 octobre 1987, à Lomé, le 4<sup>e</sup> Festival des films africains. Un rendez-vous pour les cinéastes africains et d'origine africaine du théâtre, au sein des troupes africaines à l'étranger de Belgique, du Québec, de la France.
- (2) *International Herald Tribune*, 1987.

Édité par la SARL Le Monde  
Général : André PONTAUX  
directeur de la publication  
Administrateur général : Bernard B...  
Imprimé par le Monde  
7, rue des Laitiers  
93009 PARIS  
Communication par câble de presse  
et publications : 01-05  
ISSN 0025-3218  
A la disposition des abonnés  
pour modifications de service  
ou renseignements, au service  
de téléphone : (01) 45 00 00

Revue trimestrielle d'analyse et d'informations politiques sur l'Afrique contemporaine  
POLITIQUE AFRICAINE  
Année 1988  
N° 29 Mozambique : guerre et nationalisme  
N° 30 Elites noires et pouvoirs arabes  
N° 31 Le Congo, marxiste ?  
N° 32 Nigeria : la fédéralisme dans tous ses états  
ABONNEMENT 1988  
France 230 FF  
Europe, Maghreb, Afrique francophone (avion) 290 FF  
Amérique, Asie, Autres pays d'Afrique (avion) 400 FF  
Vous pouvez, bien sûr, acheter *Politique Africaine* au numéro (70 FF l'exemplaire)  
Bon de commande à retourner à : Editions Karthala - 22-24 bd Arago, 75013 PARIS  
Nom : \_\_\_\_\_ Adresse : \_\_\_\_\_  
s'abonne pour 1988 à la revue *Politique Africaine*.  
Cet envoi sera réglé : ☐ par chèque payable en France à l'ordre de Karthala  
☐ par mandat postal international

...COMPRENDRE L'ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL... ANTICIPER L'ÉVÉNEMENT...  
ABONNEZ-VOUS  
LE MONDE diplomatique  
Vous bénéficiez d'un tarif spécial  
Vous êtes certain de ne manquer aucun numéro  
Vous pouvez recevoir directement chez vous  
LE MONDE DIPLOMATIQUE dans le monde entier  
Pour vous abonner, renvoyez le coupon ci-dessous ou par MINTEL 36.15 LEMONDE puis ABO  
Je m'abonne pour 1 AN ☐ 6 MOIS ☐  
NOM \_\_\_\_\_ PRÉNOM \_\_\_\_\_  
ADRESSE \_\_\_\_\_  
CODE POSTAL \_\_\_\_\_ LOCALITÉ \_\_\_\_\_ PAYS \_\_\_\_\_  
Bulletin d'abonnement à renvoyer accompagné de votre règlement en francs (ou en devises négociables en France)  
Le Monde diplomatique Service des abonnements BP 50700 - 75422 Paris Cedex 09

TARIF ABONNEMENTS	1 AN	6 MOIS
	12 numéros	6 numéros
France, Andorre, Monaco, postes militaires et navales	162 F	80 F
ÉTRANGER VOIE NORMALE (toutes destinations)	225 F	125 F
VOIE AÉRIENNE		
Europe, Pays du Maghreb	280 F	138 F
Afrique, Proche-Orient, Moyen-Orient	271 F	148 F
Amérique du Nord/Sud, Corée, Madagascar, Form.	313 F	169 F
Asie, Australie, Océanie	343 F	184 F



## NOUVEAUX ÉLANS DE LA CRÉATION AFRICAINE

## Une nuit au Ténéré

Par ABDOULAYE MAMANI

Alors que les médias s'apprêtent, comme chaque année, à suivre frénétiquement le rallye automobile Paris-Alger-Dakar, un éditeur a demandé à treize écrivains — africains pour la plupart — de décrire, en autant de courts récits, les sentiments de ceux qui, sur le bord des routes poussiéreuses, regardent passer la caravane futuriste et vrombissante. Ces témoignages ne sont bien souvent, sur les petits écrans du Nord, que de fugaces silhouettes pittoresques et exotiques. Ces nouvelles, en contrechamp, nous permettent enfin de suivre cette fameuse course avec le regard des autres.

Né en 1932, au Niger, Abdoulaye Mamani est, en particulier, l'auteur d'un célèbre roman, *Sarraounia* (L'Harmattan, Paris, 1980). L'adaptation cinématographique de cette puissante fresque anticoloniale valut au réalisateur Med Hondo le Grand Prix du festival d'Ouagadougou en février 1987.

Sa nouvelle *Une nuit au Ténéré* fait partie du recueil réuni par Bernard Magnier, intitulé *Paris-Dakar. Autres nouvelles*, qui paraît le 3 décembre 1987, aux éditions Souffles (6, rue du Petit-Pont, 75005 Paris).

«Y EN a marre ! chef, nous dormi un peu.  
— OK, Si Moussa. Dormons un peu. La journée a été dure !  
— Eh oui, foudi Sahara ! Toujours merdé, toujours merdé. Toujours... »

Trois crevaissons depuis que nous avons quitté l'arbre du Ténéré, qui porte aujourd'hui le nom de Thierry Sabine. Le vieux Moussa ag Attawa, mon chauffeur-guide, n'en peut plus. Il est en rage. À travers son inséparable *litham* teint d'indigo décoloré une sueur bleue. Il a soif. Il est littéralement épuisé, et moi aussi d'ailleurs. Démonter, coller, gonfler, remonter les lourds pneus de Land Rover dans un terrain sablonneux et mou comme du coton. Se courber une fois, deux fois, dix fois, s'accroupir, se coucher sur le dos, sur le flanc, à plat ventre, se tortiller dans le sable mouvant comme de vils reptiles... Nous sommes au bout.

Déjà le soleil plonge dans le moutonnement des dunes rousses. Déjà une lune énorme et sans tache tremble dans un ciel d'une limpidité prodigieuse. Et le silence... un silence absolu. Si Moussa s'active autour d'une vieille gamelle remplie de charbons. Il entretient laborieusement un feu étique sur lequel mijote le thé à la menthe. La vie de l'homme targui ne se conçoit pas sans ce breuvage brûlant à couper le souffle. En tout lieu et en tout instant, on le voit s'accroupir ou étendu sur le flanc sirotant « son nectar favori ». D'habitude taciturne et méfiant, deux minuscules verres de thé l'animent incontinent et le poussent aux confidences.

— Yagra Yallah ! Ouiche ! Plus rien comme avant... Monde fini !

Lentement, Si Moussa défait son *litham*, qui coule à ses pieds comme un serpent désarticulé. Il libère sa bouche emprisonnée depuis l'aube. L'homme targui ne fait aucune confiance à la bouche. Il dit que de la bouche sort le fiel ou le miel, que de la bouche jaillit la meilleure et la pire des choses. Elle peut trahir, insulter et provoquer des guerres comme elle peut flatter, dire des mots sublimes. Dans une bouche close n'entrent pas le vent, le sable, les mouches, les djins et les mauvais esprits ; ouverte, elle peut dire des mensonges et des paroles blessantes. Comme la bouche peut attendre le cœur de la femme, elle peut faire couper le cou qui la porte.

Dans un borborygme profond, Si Moussa racle sa gorge et crache bruyamment loin dans le sable. Il est en mal de confidences et il sait que je l'écoute. D'ailleurs, qu'importe ! même si je ne l'écoute pas, il parlera. Il parlera pour le vent, pour le silence, pour le sable. Il parlera pour soulager son cœur et pour briser la solitude. Mais il sait que je l'écoute.

Si Moussa remonte le temps. Il dit son passé, sa tribu, sa vie et les temps nouveaux, qu'il ne comprend pas.

SI MOUSSA AG ATTAWAL KEL AIR est de noble lignée. Il est de la race des Aoulliminden, fiers et belliqueux, maîtres incontestés du pays de la soif. Au soir de sa vie, sa mère, une cousine de Firhoun « le terrible », lui a conté l'histoire de son sang. Son père, Attawal ag Hammadan, était aux côtés du célèbre guerrier à la bataille mémorable de Filin-gu, où les armes modernes des Français eurent raison du courage, du sabre et de la lance. Avec Firhoun ag Al Insar ag Annabar ag Kawa ag Agheber ag Karidenna, l'honneur et la fierté de tous les Touaregs d'hier et d'aujourd'hui, son père fut de ces guerriers intrépides qui immortalisèrent la tribu et forcèrent l'admiration dans tout le pays du Sahel. Ils furent terribles, les Touaregs d'avant la colonisation ! Tous ceux qui ont croisé le fer avec ces redoutables guerriers reconnaissent leur mépris solennel de la mort. Même les officiers blancs qui les vainquirent n'ont pas caché leur admiration devant tant d'intrépidité, tant de fougue et de courage.

Le colonel Couraud, le conquérant de l'Afrique, écrivait dans son carnet de route *Zinder-Tchad* :

« Deux Touaregs démontés, au moment où la charge s'est dispersée, prennent leur course, seuls, le sabre à la main, la tête dépassant le bouclier. Ils courent assez lentement dans le sable, en montant. Le feu se concentre sur eux. Ils courent toujours, invulnérables. L'un tombe à cinquante pas, l'autre continue seul. Je ne sais pas ce qu'il a essayé comme coups de fusil, j'ai vu ses yeux sombres sous le *litham*. Enfin, à vingt pas des baïonnettes, un coup de feu l'a abattu. Charger tout seul à pied, avec un sabre, un carreau hérissé de baïonnettes et éclatant de coups de fusil — voilà un brave ; nous en étions émus d'admiration. »

Où ! Il est de la race des seigneurs de la guerre, les Aoulliminden. « Ceux qui n'ont peur ni de Dieu ni du diable. Ceux qui

font ce qu'ils veulent. Ceux qui sont au-dessus de tous les autres. »

Si Moussa se souvient. Il connaît aussi ses moments d'intenses émotions aux heures troubles d'avant la consolidation de la « paix française ». Il se souvient des méharces tumultueuses où son intrépide tribu écumait l'immense Sahara, du Hoggar au lointain Tibesti. Juchés sur leurs rapides et infatigables méharis, ils traquaient les longues files d'azalais (1) lestés de sel gemme de Taoudénit et de Bilma. Ils se grisaient en des rendez-vous audacieux jusqu'aux rivages verts du *Djilibe* (2), où paissent par milliers les moutons sans laine des foulahs taciturnes. Ils contrôlaient en maîtres absolus les points d'eau, les riches palmeraies et les pâturages des oasis paradisiaques.

AUJOURD'HUI, Si Moussa est réduit à conduire les pas pacifiques des touristes harnachés de caméras et d'appareils photos. Au crépuscule de sa vie, il sillonne, inoffensif, ce même Sahara que lui et sa nombreuse tribu ont longtemps troublé des pas meurtriers de leurs méharis, de leurs cris de haine et du bruit infernal de leurs sabres.

Si Moussa se souvient du jour où, surpris au retour d'une razzia particulièrement fructueuse, lui et ses compagnons tombèrent entre les mains des tirailleurs sudaïses, ces fils d'écclaves qu'ils terrorisèrent durant des lustres. Blessés et honteux, ils furent entraînés au fort d'Agades, où ils connurent le sort humiliant des vaincus. Clotrés de jour comme de nuit entre quatre murs, chargés de fer tels des bourricots



enragés, ces fils du plein air périrent à petit feu, sous le regard impitoyable de leur grôlier. Privés de thé, de dattes et de lait de chamelle, nourris aux grains et à l'eau plate, les uns moururent de diarrhée et de dysenterie ou simplement d'indigestion, les autres, plus courageux, se suicidèrent par inanition, tandis que les rescapés quittaient le lieu couvert d'opprobre et de honte. Les tribus se disloquèrent, plusieurs de leurs femmes, ces douces et belles Targuins aux yeux de brasse, lassées d'attendre, se prostituèrent et donnèrent de superbes métis aux conquérants. Et, suprême déchéance, Si Moussa se reconvertis au *goum* (3) et devint un auxiliaire fidèle et impitoyable des Blancs pour traquer ses frères encore insoumis. Ainsi, d'ailleurs, il se conformait à la sagesse targuie, qui conseille de « baisser la main qu'on ne peut couper ».

Allah Akbar !... Surgi du fond des temps, un râle lugubre, un lamento triste à en mourir, l'*ougniden* (4), ce vieux chant de guerre targui aussi célèbre que le *litham*, recueilli au début du siècle dans le Hoggar profond par le jésuite Charles de Foucauld — ami des hommes bleus — et assassiné par ceux-là mêmes qu'il avait tant aimés.

« Je suis resté quelque temps aux tentes, en arrière des guerriers de l'expédition, puis je suis parti ; le froid de l'hiver et moi, nous allions à la rencontre l'un de l'autre. Je marchais rapidement dans le désert, j'avais mis dans mon cœur une provision de persévérance telle qu'elle ne put ni s'épuiser ni se refroidir. Je descendis dans la vallée de Tarat, serré dans mes vêtements et prêt pour le combat. J'avais hâte, je désirais le moment où on serait lâché les uns contre les autres. »

Ama, qui autrefois souhaitait la rencontre, court maintenant, il se réfugie sur la montagne comme un mouflon.

Moi, je me tiens arrêté au pied de la montagne, écoutant les nouvelles des pourparlers qui se font, mon cœur bouillonne, je ne puis le refroidir. J'ai laissé les troupeaux de l'ennemi aux amateurs de pillage.

Ils les ont entourés, les ont empêchés de s'échapper et les ont capturés ;

moi, je n'ai pas arrêté mon méharis auprès des chamelles et des chameaux.

Je serais entré au milieu des ennemis sans que rien n'ait pu m'arriver.

Si seulement ma main n'avait été hors de service au début de l'action... »

Et puis le silence...

Près du foyer dérisoire qui doucement finit de s'éteindre, Si Moussa s'est recroquevillé à même le sable nu, la tête enfouie dans sa *gandoura* de grosse cotonnade à rayures multicolores. Est-ce déjà le sommeil épais du voyageur épuisé par une rude journée de soif et de fatigue ou le long sanglot étouffé du désespoir ? Il dort ou il pleure. Si Moussa m'a laissé dans l'incommensurable solitude du Ténéré.

JE m'étends sur le dos. Dans le ciel violet, une lune énorme jette sa clarté crue sur une mer de sable sans limite. Tout est calme et immobile. J'écoute le silence, ce silence prodigieux, ce silence émouvant. Ma main erre sur le sable, plonge tout entière dans sa minérale fraîcheur. Comme la mer, il est vierge et il ne souille pas. Il est désespérément pur. Pas un atome de poussière. Un sable tamisé par des doigts divins. Rien de plus propre que ces granules de sable soufflés sans cesse par le vent. Les collines elles-mêmes, inlassablement érodées, disparaissent totalement et renaissent entièrement purifiées. Je fouille le firmament jusqu'à l'ivresse. Le ciel fourmille d'étoiles ; Orion s'écarte au zénith, la voie lactée scintille de ses myriades de perles et des pâles clartés glissent sur les dunes fantomatiques. Étoiles nouvelles, étoiles à dimension humaine, les satellites artificiels poursuivent leur ronde éternelle autour de la Terre.

Maintenant la nuit est totale. Le vide absolu. Le silence sublime. Insensiblement, le silence amène à méditer sur soi-même. L'homme ici s'abolit, en ce qu'il a de social ou d'artificiel devant la nature péremptoire et son apparente démesure. L'âme est mise à nu. C'est dans des lieux comme celui-ci que l'âme atteint la plénitude. Mais moi, à l'allégresse de l'esprit je mêle la joie physique, la joie liquide

de l'air sensuel qui m'enveloppe et qui m'émue. Dans cette solitude introuvable, aliment d'une orgueilleuse liberté, mon âme pleinement s'épanouit.

Où, le désert restitue à l'homme son contenu d'humanité. Le nudité, le dépeuplement, la simplicité forcent l'homme à rejeter en lui le vieux homme, le mettent face à face avec lui-même, lui seul. Les masques tombent et il ne reste plus que l'essentiel : l'homme fragile et vulnérable. Le bon. L'homme du premier matin. En plus, la paix profonde du désert venu du silence incommensurable efface les angoisses, calme les névroses et permet à l'homme de chasser la morbide, l'artificiel, le dérisoire et de replonger l'humain à la source de son être profond.

Je tends l'oreille, mais rien ne vient troubler ma quiétude. Si, un léger frémissement, une vibration de l'air semble secouer le silence opaque, tel le chant redouté du démon de l'erg dont parlent les vieux nomades. Et la nuit retombe dans sa merveilleuse quiétude. Nuit splendide. Nuit sublime... Mais qui dira jamais les nuits dans le sable du Ténéré ? Sur le désert apaisé ne passe plus la bourrasque. Après avoir tourné follement au-dessus de la steppe, chaque grain de sable a retrouvé son lit éphémère dans l'ossature dunaire.

Je bâille. Mes paupières s'alourdissent. Il fait froid. Le sommeil me tente. Mais non, je ne puis m'arracher au sortilège de cet instant délicieux tout gonflé de silence sous la lune, à l'enveloppement de tout ce qui est vidé de l'humaine substance, à la gloire de cet infini fascinant.

Mais déjà Vénaux rougeoyant du côté de l'Orient annonce que la nuit va finir. Lentement, les premières lueurs de l'aube repoussent la pénombre dans les creux des collines. Le regard se pose sur les longs plis parallèles des dunes toutes gaufrées des carcasses du vent. Le thé murmure dans la bouillotte de Si Moussa, qui, accroupi face à l'Est, rend grâce au ciel pour cette journée nouvelle. Une journée semblable à toutes les journées du Sahara ; inondée de lumières qui coulent à profusion, incandescentes et monotones.

(Copyright Editions Souffles, 1987.)

- (1) Caravanes de plusieurs milliers de chameaux chargés de sel et de dattes pour les marchés du sud.
- (2) Fleuve Niger.
- (3) Poléon méhariste, créé par les autorités françaises pour maintenir l'ordre dans les régions nomades.
- (4) Ce chant, connu depuis le combat d'Ouguiden à la fin du siècle dernier, prônait et exalta la lutte menée contre les adversaires.

أحمد المصطفى



12/12/87

# Dans les revues...

**PRÉSENCE AFRICAINE.** Un très riche numéro à l'occasion des quarante ans de la revue. Landing Savane examine les problèmes de population de l'Afrique et annonce un «nouveau ordre démographique» mondial. D'autre part, une longue étude d'Isaac Ngomah sur l'université, la société et le développement en Afrique centrale et la reproduction d'un entretien réalisé en 1969 avec l'écrivain James Baldwin. (N° 143, troisième trimestre, trimestriel, 100 F. - 25 bis, rue des Ecoles, 75005 Paris.)

**PEUPLES MÉDITERRANÉENS.** L'un des principaux enjeux de la guerre du Golfe est la survie du régime baasiste irakien au pouvoir depuis juillet 1968. Un excellent numéro de PEUPLES MÉDITERRANÉENS aide à lever le voile sur cette société, la place qu'y tient le pétrole, l'économie des élites baasistes, les limites du développement, ainsi que sur la majorité chiite éloignée des centres de décision mais qui détient les clés de l'avenir du système. (N° 46, juillet-septembre 1987, trimestriel, 75 F. - BP 1007, 75327 Paris Cedex 07.)

**CAHIERS D'ÉTUDE ET DE RECHERCHE.** Dans cette publication de l'Institut international de recherche et de formation à Amsterdam, une longue étude de Mario Ikyo qui replace le succès de l'économie japonaise dans sa dimension historique depuis 1945 : «Lutte de classe et innovation technologique». Un rapport indispensable. (N° 3, 1987, cinq numéros par an, 25 F. - CER/NSR, 2, rue Richard-Lenoir, 75101 Paris.)

**DÉFENSE NATIONALE.** L'ambassadeur Pierre Lacoste étudie le phénomène de la «guerre méditerranéenne», dont il souligne l'usage habile et, selon lui, dangereux quand elle est menée par l'URSS ou l'Iran. Également, sous la plume de Pierre Audouin, une analyse politique et économique du budget américain de la défense. (Décembre, mensuel, 38 F. - 1, place Joffre, 75700 Paris.)

**REVUE DE L'OTAN.** Lord Carrington, secrétaire général de l'OTAN, étudie les conséquences pour l'Alliance de l'élimination des communistes. (Octobre, bimestriel - Service d'information de l'OTAN, 1110 Bruxelles, Belgique.)

**NEW YORK REVIEW OF BOOKS.** «Et la suite?», demande Felix Rohatyn après le «baptême noir». Le banquier américain, qui avait été l'un des premiers à tirer la sonnette d'alarme, étudie aujourd'hui l'attention sur les difficultés de la routine en ordre des marchés boursiers et du système monétaire international. Dans le même numéro, un article d'Andrew Hacker sur la situation des Noirs aux États-Unis : «American Apartheid». (Vol. XXIV, n° 19, 3 décembre, septuagésime, mensuel, 2 dollars. - PO Box 948, Farmingdale, NY 11737, États-Unis.)

**ÉCONOMIE ET HUMANISME.** «Dette du tiers-monde : crise ou mutations?», un riche dossier dans lequel sont examinés les transformations du système monétaire international et la nouvelle stratégie des créanciers. (N° 297, septembre-octobre, bimestriel, 50 F. - 14, rue Antoine-Dumont, Lyon Cedex 08.)

**CAMPAGNES SOLIDAIRES.** Un article sur les échanges agricoles internationaux du soja et le rôle de «Chacun pour soi». (N° 3, novembre, mensuel, 15 F. - 64, rue de la Folie-Méricourt, 75011 Paris.)

**CERES.** Les échanges Sud-Sud, notamment l'intégration du marché au sein de la Conférence de coordination du développement de l'Afrique australe (SADOC) comme enjeu de la sécurité alimentaire. (N° 118, juillet-août (dernier rec), bimestriel, 4 dollars. - FAO, via Delle Terme di Carrara, 10100 Rome.)

**FAIM DÉVELOPPEMENT.** Le CCFD s'intéresse aux réfugiés et aux techniques de survie dans les «favelas» brésiliennes. (N° 43, novembre, mensuel, 3 F. - 4, rue Jean-Louis, 75001 Paris.)

**REVUE D'ÉCONOMIE FINANCIÈRE.** Raie une dizaine d'articles, un sujet

particulièrement d'actualité : l'Europe financière. (N° 2, septembre, trimestriel, 110 F. - 56, rue de Lille, 75007 Paris.)

**LA LETTRE DE SOLAGRAC.** Le dossier du mois est consacré à l'incidence de l'agriculture méditerranéenne des nouveaux pays de la Communauté dans la politique agricole commune, ainsi qu'aux effets de la PAC sur des pays non membres comme l'Algérie. (N° 64, novembre, mensuel, 13 F. - 185, rue de Charonne, 75011 Paris.)

**ÉCONOMIES ET SOCIÉTÉS.** Un numéro centré sur la place de l'agriculture dans les politiques économiques en Europe, aux États-Unis, et aussi dans quelques pays africains. (Tome XXI, n° 7, série «Progrès et agriculture», juillet, 120 F. - Presses universitaires de Grenoble, Grenoble.)

**PROBLÈMES ÉCONOMIQUES.** Au sommaire, une note du commissariat général du plan sur la dégradation du commerce extérieur industriel en France et deux études sur la politique régionale européenne. (N° 2049, 18 novembre, bimensuel, 7,50 F. - La Documentation française, Paris.)

**NEW LEFT REVIEW.** Une interrogation sur les raisons de l'échec travailliste aux élections de juin dernier et une analyse de la dynamique du Thatcherisme. (N° 165, septembre, bimensuel, 100 F. - PO Box 339, London W1V 3BH.)

**LA NOTE DE LIBRES.** Le point des recherches sur la relation équivoque entre automatisation et qualification, et une analyse des organisations patronales italiennes. (N° 13, troisième trimestre, trimestriel, abonnement mensuel 350 F. - 1, rue de la Folie-Méricourt, 75116 Paris.)

**LA REVUE NOUVELLE.** Une série d'articles sur la politique et la culture autrichiennes d'aujourd'hui. (N° 11, novembre, mensuel, abonnement mensuel 2300 francs belges. - 24, rue Potemkine, 1000 Bruxelles.)

**LETON.** Un dossier sur la Chine pour «mettre en évidence la continuité de l'idée démocratique dans la contestation du régime communiste qui remonte au mouvement des Cent Fleurs en 1957». (N° 14, septembre, bimensuel, quatre numéros : 100 F. - BP 70 75063 Paris Cedex 12.)

**JAPON ÉCONOMIE.** La nouvelle orientation de l'aide officielle japonaise au développement. (N° 209, gratuit. - 14, rue Charonne, 75116 Paris.)

**BULLETIN DE LA SOCIÉTÉ LINGUISTIQUE DE GÉOGRAPHIE.** Concerne totalement l'intégration territoriale en Europe de l'Est et en URSS. (N° 1-2, janvier-juin, trimestriel, 150 F. - Université Paul-Valéry, BP 5043, 34033 Montpellier Cedex.)

**CONSCIENCE ET LIBERTÉ.** Un numéro spécial sur «La vie religieuse en Pologne». Études sur toutes les minorités religieuses (juifs, orthodoxes, baptistes, méthodistes...) et sur «Le catholicisme dans la société et la vie quotidienne». (Octobre, mensuel, 30 F. - Schoenbuchstrasse 17, 3006 Berne.)

**LE COURRIER DES PAYS DE L'EST.** Une étude sur l'industrie de l'habillement à l'Est et une analyse de la réforme de l'entreprise en Pologne. (N° 322, octobre, mensuel, 41 F. - La Documentation française, Paris.)

**NON-VIOLENCE ACTUELLE.** Un dossier sur la Pologne et un témoignage sur la réforme agraire aux Philippines. (Novembre, mensuel, 15 F. - 20, rue du Désir, 45200 Montargis.)

**CAPITULOS DEL SELA.** Un numéro spécial, en anglais, sur «L'insertion de l'Amérique latine dans le commerce mondial». (N° 16, octobre, trimestriel, 5 dollars. - Agencía de correos 27053, Caracas 1010 A, Venezuela.)

**LIENS INTERNATIONAUX.** A lire : l'importante déclaration des théologues latino-américains réunis à l'occasion de la deuxième assemblée générale de l'Association ecuménique des théologues du tiers-monde. (N° 32, septembre, bimensuel, abonnement mensuel : 450 FB. - COELI, rue du Boudet, B-1000 Bruxelles.)

**LE JOURNAL DE LA PAIX.** Le mensuel de Pax Christi souligne l'importance aux États-Unis du «Mouvement des sanctuaires», principale force d'opposition à la politique de Washington en Amérique centrale. (N° 254, novembre, mensuel, 12 F. - 44, rue de la Santé, 75014 Paris.)

**PENSAMIENTO PROPIO.** Une conversation - sur Che Guevara, l'homme et le théoricien - entre l'écrivain Eduardo Galeano et le militant sandinista Tomás Borge. (N° 44, octobre, mensuel. - CRIES, Apartado 3516, Managua, Nicaragua.)

**ANTHROPOLOGIE ET SOCIÉTÉS.** Sur «Indiens, paysans et femmes d'Amérique latine». A lire : les articles de Luisa Parí («Le mouvement paysan au Mexique») et d'Osvaldo Montiel («Lo que es la paysanerie péruvienne»). (Vol. 11, n° 2, novembre, trimestriel, 9 dollars canadiens. - Université Laval, des anthropologie, Sébastien-Foy, Québec, G1K 7P4, Canada.)

**THE MIDDLE EAST JOURNAL.** L'expansion du commerce de la Turquie avec le Proche-Orient (Hafis Alder) et l'histoire du communisme égyptien dans les années 40 et 50 et ses rapports avec le marxisme (Joël Beinin). (Vol. 41, n° 4, novembre, trimestriel, 6,95 dollars. - 1761 N Street, NW, Washington, DC 20036, États-Unis.)

**ÉTUDES INTERNATIONALES.** Étude équilibrée, par Jean E. Mazouze, des données de la guerre entre l'Irak et l'Iran : les buts de guerre, les stratégies, les moyens et la responsabilité des grandes puissances. (N° 24, 3-67, octobre, trimestriel, 2 dollars. - BP 156, Tunis-Belvédère, 1012 Tunis.)

**JOURNAL OF PALESTINE STUDIES.** Mervin Bernstein, spécialiste israélien des territoires occupés, estime que le conflit israélo-palestinien ne revient aujourd'hui à ses dimensions originelles : une lutte intercommunautaire telle qu'elle s'exprimait à l'époque de la révolte arabe de 1936. Conclusion : Israéliens et Palestiniens doivent trouver ensemble une solution «à l'abri des forces extérieures». (Vol. XVII, n° 1, automne, trimestriel, 4,95 dollars. - Georgetown Station, PO Box 25301, Washington DC 20087-3343.)

**MIDDLE EAST REPORT.** Un numéro spécial sur les droits de l'homme au Proche-Orient. Également, un article de Diana Johnston sur les Verts allemands et Israël. (N° 149, novembre-décembre, bimestriel, 3,50 dollars. - MERIP, Room 518, 475 Riverside Drive, New York, NY 10115.)

**LES CAHIERS DE L'ORIENT.** Un dossier sur la Tunisie après Bourguiba et une longue étude sur la pensée de Hafez el-Assad à travers l'analyse d'une dizaine d'entretiens réalisés entre 1976 et 1987. (N° 7, troisième trimestre, trimestriel, 98 F. - 80, rue Saint-Denis, 75007 Paris.)

**RECE ACTUALITÉS.** Les difficultés de paiement de la Côte d'Ivoire, aggravées par la chute des cours du café et du cacao, qui représentent 60 % des exportations totales. (N° 225, septembre, dix numéros par an, 60 F. - Banque française du commerce extérieur, 21, boulevard Haussmann, 75427 Paris Cedex 09.)

**REVIEW OF AFRICAN POLITICAL ECONOMY.** Plusieurs articles sur le développement en Afrique du Sud. (N° 39, trois numéros par an, abonnement mensuel : 9 livres. - Regency House, 75-77 St-

Mary's Road, Sheffield S2 4AN, Grande-Bretagne.)

**COISSANCE DES JEUNES NATIONS.** Un dossier sur le SIDA en Afrique et un supplément préparé par le CCFD sur l'apprentissage du développement. (N° 239, novembre, mensuel, 24 F. - 163, boulevard Malesherbes, 75009 Paris Cedex 17.)

**CAHIERS MARXISTES.** «Marx et le sous-développement» : Emmanuel Wallerstein scrute la pensée de Marx pour en tirer des conclusions sur le phénomène de sous-développement, inconnu il y a cent ans. (N° 155, novembre-décembre, 100 francs belges. - 20, avenue de Stalingrad, 1000 Bruxelles.)

**POUVOIRS.** Malgré son titre, «La tradition politique», ce numéro est avant tout une revue de science politique, tant la tradition politique est inséparable des traditions religieuses, professionnelles, familiales et autres. (N° 42, automne, trimestriel, 79 F. - PUF, 12, rue Jean-de-Beauvais, 75005 Paris.)

**POLITIQUE INTERNATIONALE.** Un numéro particulièrement copieux s'ouvre sur un entretien avec le «candidat» Michel Rocard sur ses vues en matière de politique étrangère. Puis des dossiers sur la sécurité en Europe, le communisme en Iran, le destin avec les États-Unis : le Sud-Est asiatique. (N° 37, automne, trimestriel, 65 F. - 11 bis, rue du Bois-de-Boulogne, 75116 Paris.)

**L'ACTUALITÉ RELIGIEUSE DANS LE MONDE.** Sous le titre «L'ère, le temps d'un synode», une étude sur la réforme liturgique de Rome pour «les documents liturgiques bien fides». (15 novembre, mensuel, 25 F. - 163, boulevard Malesherbes, 75009 Paris Cedex 17.)

**FUTURES.** Michel Gaspard examine quatre scénarios de contribution des services à la création d'emplois. Il ressortirait qu'entre 2 et 4,5 millions de chômeurs en l'an 2000. (N° 114, octobre, abonnement, 43 F. - 55, rue de Varenne, 75341 Paris Cedex 07.)

**LA PENSÉE.** Dans la revue de l'Institut de recherches marxistes, une étude sur l'expérience de la flexibilité et de la précarité de l'emploi dans l'Angleterre de M<sup>rs</sup> Thatcher. (N° 258, juillet-août, bimestriel, 62 F. - 64, boulevard A.-Blanc, 75013 Paris.)

**PROJET.** Une étude sur le droit au revenu social garanti et les techniques de réalisation de ce droit. (Novembre-décembre, bimestriel, 52 F. - 14, rue d'Assas, 75006 Paris.)

**COLLECTIF.** Cette nouvelle revue regroupe des responsables et animateurs des différentes composantes du mouvement syndical. Elle se propose, en particulier, de contribuer au débat sur le projet social et de participer à l'élaboration de réponses syndicales. (N° 16, décembre, bimestriel, 40,50 F. - La Documentation française, Paris.)

**APRÈS-DEMAIN.** L'audiovisuel entre public et privé. A lire : les textes de Jean Martin et de Bernard Langlois. (N° 296, novembre, mensuel, 35 F. - 27, rue Jean-Dolant, 75014 Paris.)

**POSITIF.** Un entretien avec le réalisateur John Boorman, auteur du film «Hope and Glory», chronique de l'Angleterre en guerre vue par un enfant. (N° 321, novembre, mensuel, 35 F. - 1, quai Conti, 75006 Paris.)

**SCIENCES ET TECHNIQUES.** Les fiches de présentation des cinquante-huit nouveaux projets Euréka adoptés à Madrid en septembre et la description des premiers pas de la télévision haute fidélité en Europe. (N° 42-43, novembre-décembre 1987, mensuel 30 F. - 2, rue Béranger, 75003 Paris.)

l'un sur l'illettrisme en France, et en particulier sur ses effets économiques et sociaux ; l'autre sur la lutte des clans en Iran, à la veille d'élections électorales. (N° 11, septembre, trimestriel, 25 F. - Christian Terras, 281, cours Emile-Zola, M<sup>rs</sup> C. 69100 VB-Karlsruhe.)

**REVUE DE L'OCCIDENT MUSULMAN ET DE LA MÉDITERRANÉE.** Sous le titre «Monde arabe, migrations et identité», un ensemble d'études faisant ressortir les enjeux, pour l'homme et pour les sociétés, d'un phénomène perçu dans sa dimension historique et géographique, du Maghreb au Machrek. (N° 43, premier trimestre (dernier rep), trimestriel, 65 F. - Edilud, Aix-en-Provence.)

**REVUE DE SCIENCE CRIMINELLE ET DE DROIT PÉNAL COMPARÉ.** Une étude détaillée des législations antiterroristes des différents pays de la CEE ainsi qu'une analyse de la jurisprudence sur le terrorisme et élaboration à la Cour européenne des droits de l'homme. (N° 3, juillet-septembre, trimestriel. - 35, rue Tournafort, 75248, Paris Cedex 06.)

**LE DÉBAT.** Une livraison entièrement consacrée à l'émergence d'une nouvelle science de l'esprit : la cognition. (N° 47, novembre-décembre, cinq numéros par an, 68 F. - 49, rue de La Vierge, 92120 Montrouge.)

**INCOM.** Premier numéro de la revue des membres de l'Institut méditerranéen de la communication. A lire : «Satellites de communication et identité culturelle» par Pierre Noël. (N° 1, octobre, trimestriel, 50 F. - 15, rue de Valenciennes, 75006 Paris.)

**CPE BULLETIN.** Un bilan du développement des marchés des télécommunications au Royaume-Uni et un exposé des différentes options qui s'ouvrent au Congrès s'il veut améliorer la position compétitive des États-Unis dans les services. (N° 41, octobre, dix numéros par an, abonnement annuel : 700 F. - ADITECH, 96, boulevard A.-Blanc, 75013 Paris.)

**LE TEMPS STRATÉGIQUE.** Numéro hors série sous le titre : «La presse, à quel point est-elle à l'heure de l'électronique est en train de chambouler la presse écrite. (Novembre, trimestriel, 25 F. - Case postale 418, 2, rue Bory-Lynghe, 1211 Gêneve 11.)

**DOSSIERS DE L'AUDIOVISUEL.** Sur les feuilletons et les séries à la télévision, des textes de Jacques Siclier, Marcel Jullian, Umberto Eco et Jean-Pierre Desseaux. (N° 16, décembre, bimestriel, 40,50 F. - La Documentation française, Paris.)

**APRÈS-DEMAIN.** L'audiovisuel entre public et privé. A lire : les textes de Jean Martin et de Bernard Langlois. (N° 296, novembre, mensuel, 35 F. - 27, rue Jean-Dolant, 75014 Paris.)

**POSITIF.** Un entretien avec le réalisateur John Boorman, auteur du film «Hope and Glory», chronique de l'Angleterre en guerre vue par un enfant. (N° 321, novembre, mensuel, 35 F. - 1, quai Conti, 75006 Paris.)

**SCIENCES ET TECHNIQUES.** Les fiches de présentation des cinquante-huit nouveaux projets Euréka adoptés à Madrid en septembre et la description des premiers pas de la télévision haute fidélité en Europe. (N° 42-43, novembre-décembre 1987, mensuel 30 F. - 2, rue Béranger, 75003 Paris.)

à paraître le 10 décembre

A la demande de ses lecteurs

**LE MONDE DIPLOMATIQUE**

lance une collection « MANIÈRE DE VOIR »

rassemblant par thèmes ses principaux articles

**LE MONDE diplomatique DES SOCIÉTÉS MALADES DE LEUR CULTURE**

Manière de voir I

«Toute crise - et pas seulement les crises économiques - agit dans la tête des gens.»

CLAUDE JULIEN.

La crise est souvent présentée comme un dérèglement strictement économique. Les experts rivalisent d'explications savantes sur le mal et ses remèdes. Les citoyens ne les suivent pas.

Le Monde diplomatique s'interroge sur la société elle-même et sur les valeurs d'une classe politique fascinée par les progrès technologiques sans penser à leurs finalités. Il reste à inventer un projet de civilisation.

Au regard trop étroit des spécialistes, le Monde diplomatique oppose sa propre «manière de voir».

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

96 p. - 38 F

BON DE COMMANDE

DES SOCIÉTÉS MALADES DE LEUR CULTURE

NOM : ..... PRÉNOM : .....

ADRESSE : ..... CODE POSTAL : .....

LOCALITÉ : ..... PAYS : .....

Commande à faire parvenir avec votre règlement à :

**LE MONDE - Service Vente au numéro - 7, rue des Italiens, 75427 PARIS CEDEX 08**

TARIF FRANCE hors d'expédition incluse **42 F**

TARIF ÉTRANGER hors d'expédition incluse **45 F**

## LECTEURS SOLIDAIRES

Nous avons lancé, dans nos deux précédents numéros, un appel à des «lecteurs solidaires» afin de constituer un fonds permettant d'abonner au Monde diplomatique des institutions ou organismes situés dans des pays qui limitent strictement les sorties de devises, ou dans des pays dont le taux de change est très défavorable.

En réponse à ces appels nous avons reçu, pour l'instant, les sommes suivantes :

29 chèques de 50 F.....	1450 F
33 chèques de 100 F.....	3300 F
1 chèque de 150 F.....	150 F
11 chèques de 200 F.....	2200 F
18 chèques de 250 F.....	4500 F
14 chèques de 313 F.....	4382 F
<b>TOTAL.....</b>	<b>15982 F</b>

Ce fonds sera géré par un comité constitué par les suivantes personnalités :

- M<sup>me</sup> Claire Brisset, fonctionnaire de l'UNICEF, Genève.
- M. Jacques Chonchol, ancien ministre de Salvador Allende, directeur de l'Institut des hautes études d'Amérique latine à Paris.
- M. Pierre de Charentenay, directeur de la revue des Jésuites Cahiers pour croître aujourd'hui, Paris.
- M. Edmond Joue, professeur à l'université Paris-I, Panthéon-Sorbonne.
- M. Tchicaya U Tamsi, romancier, poète et dramaturge congolais.

Ce comité choisira les bibliothèques, centres de recherche, universités, instituts, groupements associatifs, organisations humanitaires, etc. auxquels nous pourrions envoyer gratuitement notre journal.

Si vous souhaitez participer à ce mouvement de solidarité, remplissez le bulletin ci-dessous :

M. ou M<sup>me</sup> .....  
rue .....  
Code postal.....  
lecteur du « Monde diplomatique » depuis ..... ans, versé par  
☐ chèque bancaire ☐ chèque postal  
la somme de :  
☐ 250 F pour un abonnement en Afrique ou au Proche-Orient.  
☐ 313 F pour un abonnement en Amérique latine.  
ou de ☐ 50 F ☐ 100 F ☐ 200 F, destinés au fonds commun «LECTEURS SOLIDAIRES» pour un abonnement attribué par le comité chargé de gérer le fonds.  
(Chèques libellés à l'ordre du Monde diplomatique et adressés au Monde diplomatique, - Lecteurs Solidaires, 7, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09.)



## les livres

## DES AÇORES À L'INDE PAR LA TOSCANE

## Le naufrage des vies ravagées

FEMME DE PORTO PIM ET AUTRES HISTOIRES, d'Antonio Tabucchi (traduit de l'italien par Lise Chapuis), Christian Bourgois, Paris, 1987, 108 pages, 60 F.  
 NOCTURNE INDIEN, d'Antonio Tabucchi (traduit de l'italien par Lise Chapuis), Christian Bourgois, Paris, 1987, 119 pages, 60 F.  
 PETITS MALENTENDUS SANS IMPORTANCE, d'Antonio Tabucchi (traduction de Martine Dejardis, revue par l'auteur), Christian Bourgois, Paris, 1987, 182 pages, 90 F.

LES écrivains italiens occupent à nouveau, aujourd'hui, dans le champ littéraire international, l'une des toutes premières places. Dans un registre particulier, le relief des Italo Calvino et Elsa Morante — pour ne citer que des disparus récents — est assuré par une nouvelle génération, dont Antonio Tabucchi apparaît indiscutablement comme l'un des figures de proue. L'éditeur Christian Bourgois ne s'y est pas trompé, qui publie, coup sur coup, trois de ses ouvrages, composés d'une vingtaine de brefs récits, souvent de véritables chefs-d'œuvre.

Si la ressemblance physique d'Antonio Tabucchi avec James Joyce est frappante, peut-être ne s'agit-il que d'un « petit malentendu sans importance », car c'est plutôt du côté de Kipling, de Melville et de Borges que se découvrent ses connivences littéraires. Jorge Luis Borges qui écrivait : « La littérature n'est, du reste, rien d'autre qu'un rêve dirigé ».

« Rêves dirigés », les récits d'Antonio Tabucchi le sont incontestablement, sans compter que le rêve comporte toujours, transposés, des éléments de la veille. La veille, pour Tabucchi, ce sont les « années de plomb » du terrorisme gauchiste en Italie. « Cet hiver qui nous surpris tous », écrit-il dans son récit intitulé *Petits malentendus sans importance*, qui donne son titre à l'un des ouvrages. Les protagonistes, réunis le temps d'un procès, « petit malentendu sans solution », le narrateur, le juge et le terroriste accusé, sont d'anciens amis, naguère amoureux d'une même jeune fille rousse qui, à défaut d'être épousée, subira l'ablation de la poitrine. « Chaque équivoque, chaque malentendu suscite la mort », écrivait déjà Albert Camus.

La veille, c'est aussi, dans *Nocturne indien*, le voyage en Inde d'un personnage en quête d'auteur : le narrateur recherche un ami disparu tout en écrivant un roman qui est l'hypothétique histoire que raconte l'ami disparu recherché par le narrateur. Étrange boucle, dénouée dans le superbe dialogue final du récit par une femme, photographe de l'abjection de Calcutta et qui sert de révélateur à ce *Nocturne indien* (1).

La veille, c'est encore l'archipel des Açores, la pêche à la baleine, la lecture des poètes, Fernando Pessoa, Antonio Machado, Charles Baudelaire, les bons livres de voyage que Tabucchi affectionne tant, parce que, écrit-il : « Ils ont le pouvoir d'offrir un ailleurs théorique et plausible à notre ici compact et inéluctable ».

Bien d'autres lieux, Paris, Biarritz, Lisbonne, New-York, et bien d'autres situations, sont déclinés dans ces récits où les affinités de trame et d'écriture permettent d'appréhender la profonde originalité de l'œuvre de cet écrivain singulier. Cette géographie de l'inspiration (une illisible carte ancienne des Açores clôt *Femme de Porto Pim* et *autres histoires*, qui en est la légende) alimente la « propulsion au mensonge » revendiquée par l'auteur. Ses récits sur le mode hypothétique naissent précisément des discordances et des lacunes de la complexité faisant que « la volonté s'en remet au rêve ». Mais c'est parce que ses rêves personnels ne lui suffisent pas à « combler les vides entre les choses » que Tabucchi ne peut pas s'empêcher d'écrire. Et il écrit admirablement bien. Laconisme de l'expression et homogénéité de la facture traduisent de façon fort originale les sensations du malaise d'aujourd'hui et le naufrage de tant de vies ravagées.

PARADOXALEMENT, la « matière » des récits, c'est le désarroi culturel contemporain, ce sont les trous noirs, les angles morts, les incertitudes du cours des choses et des êtres, peuplés d'inconnus, de fausses évidences, de réalités inventées et de fictions réelles, de nostalgies et d'équivoques. Tabucchi promène son miroir moderne sur le bord des sentiers qui bifurquent. C'est *Stendhal revu par Borges*, sauf qu'il est passé de l'autre côté du miroir comme l'aurait fait Lewis Carroll avec « sa vieille manie d'épier les choses depuis l'autre bord », écrit-il, sorte d'Alice au pays des malentendus. Un de ses personnages n'évoque-t-il pas son « déshérence enfantine du monde » ? Ces malentendus, dont Tabucchi dit par ailleurs que les écrivains baroques les avaient « dirigés en métaphores du monde ».

Enfin, métaphores de l'écriture : les femmes, à la cruelle beauté qui « fait battre les tempes », comme Yehorath la femme-murène de Porto Pim, tuée à coups de harpon, ou Sparafucile, tueuse à gages qui se laisse aimer avant d'exécuter sa proie, ou l'énigmatique Myriam, « transportée » par la Bugatti royale de Froust. Ces femmes se taisent, comme l'écriture, « au-delà du mensonge », entre la mort des mots qui emprisonnent la vie souvent absurde d'aujourd'hui. Qu'aucune littérature ne soit vraiment saisi.

FRANÇOIS VITRANI.

(1) Ce livre vient de recevoir le prix Médicis étranger.

## CULTURE

## POUR UNE POIGNÉE D'ÉLECTRONS. — Yves Stourdz

★ Fayard, Paris, 1987, 431 pages, 140 F.

Un ouvrage en forme d'hommage qui reprend des textes, dont certains inédits, écrits entre 1973 et 1986 par Yves Stourdz, mort en décembre 1986 à l'âge de trente-neuf ans. Intellectuel passionné par la réflexion sur la technique et l'innovation, Stourdz était tout autant un homme d'action. Il fut l'un des concepteurs du projet Euratom et, surtout, sous l'impulsion de Jacques Attali, le créateur puis le directeur du Centre d'études des systèmes et technologies avancées (CESTA), porte d'observation et organisme de diffusion des technologies dans le tissu industriel et social, cité comme exemple de réussite à l'étranger. Un CESTA que le gouvernement de M. Chirac, sans doute autant par ignorance des enjeux industriels d'un tel organisme que par vindicte politique, vient précisément de dissoudre.

Brillants et éclectiques, les textes réunis dans *Une poignée d'électrons* constituent une réflexion originale sur le pouvoir et la communication. De fait, une véritable réflexion d'anthropologie comme on le verra en lisant, par exemple, l'étonnante *Autopsie d'une machine à laver* : le décodage de cet outil du confort ménager est une véritable leçon de science sur la culture industrielle française, où l'écritisme des ingénieurs renforce le conservatisme des grandes entreprises.

B. C.

## FRANCOPHONIE

## LA COOPÉRATION MULTILATÉRALE FRANCOPHONIE. — Conférences et débats, sous la direction de Gérard Conac, Christine Desouches, Louis Sabourin

★ Economica, Paris, 1987, 378 pages, 95 F.

La francophonie, une idée neuve ? Certes non. Il demeure néanmoins que dans ce cadre s'accomplit aujourd'hui un important mouvement de réflexion, qui associe à la France les États par lesquels transite la pratique du français. Du Québec à la Belgique, du Sénégal au Maghreb, on parle surtout, on agit, le français, mais pour des raisons historiques différentes. Cette langue peut-elle être un trait d'union privilégié entre ceux qui la parlent ? Pour les populations francophones émigrées en terre nord-américaine, elle est certes un important moyen d'affirmation culturelle. Mais le débat aujourd'hui se déplace vers le Sud. La francophonie peut-elle développer de nouveaux moyens pour faire reculer le sous-développement sur le continent africain ? Il lui faut aujourd'hui faire la preuve qu'elle peut apporter aux populations qui s'y associent volontiers une forme originale de partenariat.

C'est à cet « exhaustif » travail de recherche que se sont livrés universitaires, responsables politiques et étudiants de toutes nationalités. Il en résulte un véritable ouvrage de référence, clair et bien construit, qui évalue les enjeux et identifie les obstacles de cet ensemble désormais moins flou.

CAROLE DANTY.

## POLITIQUE

## LA HAUTE COUR. 1789-1987. — Raymond Lindon et Daniel Anson

★ Presses universitaires de France, Paris, 1987, 180 pages, 52 F.

La Haute Cour, devant laquelle comparaitra peut-être l'ancien ministre Christian Naciri, prit naissance le 23 juillet 1987 pour juger les « dépositaires du pouvoir qui se seraient rendus coupables de crime de lèse-nation ». Un autre 23 juillet, en 1945, s'ouvrait le procès le plus marquant de l'histoire de cette juridiction, celui de Philippe Pétain. Raymond Lindon et Daniel Anson, avocats, ont choisi un style vif et journalistique pour raconter l'évolution de la plus ancienne Cour encore en action — elle a survécu à neuf régimes — mais mise en sommeil depuis vingt-sept ans. Dans l'ordre chronologique, sont évoqués un à un tous les procès célèbres de la France à ses dirigeants indigènes : le maréchal Ney, le prince Louis-Napoléon, Joseph Caillaux, Pierre Laval...

DENIS RUELLAN.

## TOUT VA TRÈS BIEN, MONSIEUR LE MINISTRE. — Daniel Schneidermann

★ Belfond, Paris, 1987, 340 pages, 120 F.

Si la coupe entre les élites au pouvoir et le commun des mortels — l'une des causes majeures des dysfonctionnements du système démocratique — a souvent été analysée, Daniel Schneidermann, au terme d'un passionnant reportage au sein de la « classe » politique française, rapporte une multitude de faits et d'anecdotes qui l'illustrent. Un extraordinaire système de protection — véritable « enclume au milieu de la société civile » — s'est mis en place autour d'un personnel politique érigé prêt à tout sacrifier au nom du pouvoir. Rien de ce que vit le commun des mortels n'y a cours, et, bien sûr, personne n'y connaît le prix de la baguette de pain ou de la carte Orange, tout en étant intarissable sur les meilleures manières d'assurer le bonheur des citoyens.

Les plus puissants alliés de cette politique spectacle sont les « grandes signatures » de la presse, alimentant plus qu'exploitant le fonds de commerce des petites phrases, et tirant leur légitimité de la fréquentation quotidienne des témoins de la vie publique.

BERNARD CASSEN.

## RELIGION

## JEAN XXIII. Le pape du Concile. — Peter Hebblethwaite

★ Le Centurion, Paris, 1987, 288 pages, 170 F.

Le 25 novembre 1963, naissait à 15 kilomètres de Bergame, dans une famille de très modestes moyens, Angelo Giuseppe Roncalli. Au cours d'une vie qui devait durer plus de quatre-vingt ans, il ne romprait jamais ses liens avec ce terroir de Sotto il Monte, sa culture populaire et religieuse.

L'ami de l'auteur de grande culture, Peter Hebblethwaite, entre les grandes étapes de la vie de celui qui devait devenir Jean XXIII. Un récit de peu de temps, mais utilisé avec précision pour l'essentiel consacré à un concile attentivement historique. Il se verra jamais dans l'histoire. Il a aussi le mérite de situer dans la carrière d'Angelo Roncalli dans son environnement italien et international. Cette étude capitale d'un homme est aussi une très bonne analyse des rapports complexes entre l'Eglise et le monde.

J. D.

## RELIGION, DEVELOPMENT AND AFRICAN IDENTITY. — Kristin Holst Petersen (ed.)

★ Scandinavian Institute of African Studies, Uppsala, 1987, 163 pages.

Le monde africain est totalement religieux, soit inspiré par les religions traditionnelles, soit par l'islam, soit par le christianisme. Cette réalité religieuse conditionne un certain rapport à la modernité et au développement. Chacun des trois grands traditions se relie aux autres et agit sur elles. Les pays africains ont fait des choix fort divers quant à leur acceptation ou non d'une religion d'État. Il s'agit de modes très variés et complexes des rapports du monde civil et du monde religieux, surtout si l'on songe que l'attachement à une religion importée ne signifie pas forcément la mort de la religion indigène.

Ce livre tente de dénouer cet écheveau. Il rassemble autour de ce thème huit contributions faites à un séminaire de six jours tenu en 1984 à Uppsala : des monographies sur le Zimbabwe, l'Afrique de l'Ouest, Madagascar, des synthèses sur l'identité chrétienne africaine ou sur la femme dans le développement du continent. Ces travaux savants aboutissent à la question fondamentale de l'identité elle-même.

PIERRE DE CHARENTENAY.

Des professionnels de l'écriture  
à votre service pour  
Rédiger, rassembler, enregistrer  
le livre que vous portez en vous.

Ecrire à :  
SOS Manuscrit  
11, Rue Boyer-Barret  
75014 Paris

## STRATÉGIE

## SÉCURITÉ ET DÉARMEMENT EN EUROPE.

— Jean Klein

★ Institut français des relations internationales, Paris, 1987, 387 pages, 185 F.

C'est la première fois qu'un Français est rassembler l'ensemble des problèmes soulevés par les diverses approches du désarmement, qu'il s'agisse de la réduction des forces conventionnelles ou des négociations sur les forces nucléaires, en particulier celles à portée intermédiaire et à plus ou moins courte portée. Le mérite de Jean Klein, qui a réuni cette synthèse, est d'autant plus grand que, pour bien des chefs de cet ensemble, l'analyse elle-même n'avait pas été faite. De surcroît, l'auteur a pris soin d'inscrire les entreprises de désarmement dans le cadre politique et stratégique qui, seul, peut les expliquer.

Jean Klein en traite sans aucun conformisme et sans crainte d'aller à l'encontre des modes qui prévalent ou prévalent encore, par exemple à propos du rapport des forces conventionnelles en Europe, de l'enchaînement qui conduit au déploiement, de part et d'autre, d'armes nucléaires dites « à portée intermédiaire » ou du prétendu « couplage », que, selon certains, elles établissent entre les États-Unis et l'Europe. On lira, à cet égard, les chapitres où l'auteur décrit avec complaisance les volontés et les contradictions des positions occidentales, ainsi que l'évolution de la politique française. Mais l'essentiel du livre est de bien faire apparaître que la question du désarmement n'est décidément plus cet objet de rêve, de spéculation et d'illusion qu'il fut longtemps : au contraire, il s'est plus dissocié des préoccupations stratégiques de toutes les puissances, de l'évolution du rapport des forces, et des changements économiques, techniques ou scientifiques qui en sont tantôt la cause, tantôt la conséquence. Bref, le désarmement est maintenant au cœur des relations internationales et par conséquent, suivant l'expression de Jean Klein, « il est l'affaire de tous ».

PAUL-MARIE DE LA GORCE.

● Décerné pour la première fois, le Prix Casterx a été attribué par le conseil d'administration de la Fondation pour les études de défense nationale à l'ouvrage, *La Puce, les Hommes et la Bombe*, de Pascal Boniface et François Heisbourg, publié chez Hachette (voir le compte rendu dans *Le Monde diplomatique*, septembre 1987).

## LES ACCORDS SALT. — Norburg K. Goller

— Michel A. Calvo

★ Editions Bréylant, Bruxelles, 1987, 210 pages, 320 F\$ (équivalent de 160 F\$ en francs suisses), sous le titre *The Salt Agreements*.

Trop d'espérances déçues, trop d'illusions trompées, surtout entre les deux guerres mondiales, ont détourné l'opinion publique de la question du désarmement. Rien ne semble pouvoir ébranler son scepticisme. Mais, à l'instar de la science, les idées repues, même si elles valent d'être remises à jour, et, s'agissant de désarmement, l'actualité y contraint.

L'ouvrage de Michel A. Calvo et de sa femme, Norburg K. Goller-Calvo, compile dans une lecture, la formation de juristes les a conduits naturellement à accorder la plus grande part aux aspects juridiques de l'ensemble des textes très hétérogènes — traités, accords, déclarations et résolutions — qui ont successivement constitué les accords SALT-I et II. Mais les auteurs ne sont pas oubliés : les fondements techniques et scientifiques de ces accords, c'est-à-dire la possibilité offerte par les satellites d'identifier, au moins jusqu'à un certain point, les armements qu'il s'agit de déceler et de contrôler, les armements qu'il s'agit de limiter en nombre ou même, éventuellement, de détruire.

M. Paul C. Warkie, responsable des affaires de désarmement à Washington durant plusieurs années, montre, dans une introduction qui ne va pas sans critique, que des accords devaient possibles dès lors qu'ils pouvaient être contrôlés. Mais il souligne aussi leur nécessité à un certain moment de la compétition stratégique entre les États-Unis et l'Union soviétique. Michel et Norburg Calvo ont tenu compte au moment de compiler les accords de désarmement de ces deux super-puissances avaient atteint, de part et d'autre, un volume sans proportion avec les objectifs à détruire, en même temps que la nécessité permanente de ces capacités de destruction et donc de dissuasion risquant d'être remis en question par l'extension des moyens antimissiles. De là les accords conclus, en particulier celui de 1972, prohibant les armements de destruction dans l'espace. Le doyen Collier explique à ce propos, dans sa préface, qu'il est aujourd'hui contrôlé par l'initiative de défense stratégique (IDS) du président Reagan.

P.-M. G.

## TÉMOIGNAGE SUR NOTRE TEMPS

## Une civilisation en son miroir

LES DÉMONS DE LA COUR DE ROHAN, de René-Victor Pilhes, Albin Michel, Paris, 1987, 435 pages, 120 F.

RAISSIMES sont les écrivains français contemporains — romanciers, poètes, dramaturges — qui prennent à bras-le-corps les drames de notre temps, comme l'ont fait ou le font, tout près de nous, par exemple, un Sciascia, un Luzzi, un Frisch, un Boll. L'époque est, globalement, celle de l'édification frivole, reflet animé d'une croyance implicite en une ère d'expansion illimitée, en une société repue et sans fracture. Écrivains ignorants des tourments proches, anectodiques, des Clandel, Jouve, Bernanos, ou Breton qui, il est vrai, se seraient mal accommodés de la philosophie des grandes surfaces ou des solides culturels de la télévision.

S'attaquer de front aux problèmes du siècle ne suffit certes pas à faire de la bonne littérature : n'est pas Balzac qui veut. Fouailler le passé pour mieux déchiffrer le présent n'est pas à la portée du premier venu, et l'Albanais Ismail Kadare est à cet égard exemplaire.

Il se trouve pourtant un écrivain qui trouble l'époque, et qui l'estime troublée, ou, plus exactement visqueuse, malsaine, accablée de nuances et que ne fascine pas l'ordinateur ni son programme incorporé le nazisme, la trahison, les compromissions, tous les ingrédients du chaos de demain pour peu que le présent aussi, au nom des intérêts du jour, certaines victimes, ou leurs descendants, du chaos d'hier.

Voilà deux ans, avec *La Pompe*, René-Victor Pilhes nous avait, en haute Arizone, à Tononabre, fait sentir les peu ragoutants fumets s'exhalant de cette sauce fin de siècle, où se marient les réactions d'hier et celles de notre temps, en d'autres termes la collaboration antisémite et le grand capital « post-moderne » (1). D'après, dans ce brassage de générations et de catégories sociales, l'ancienne résistance et la nouvelle — ou se prétendant telle — se hâssaient contre ce monde nauséabond au fil d'une histoire du plus fou baroque qui, comme on dit, ne se résume pas.

VOICI, avec *Les démons de la cour de Rohan*, la suite et la fin de cette folle tranchée de vie et de mort. Nous naviguons toujours en plein baroque avec une explication finale du mystère, où ce baroque se dissout pour laisser place au froid éros politique.

Dans ce second volet de l'histoire, le terrorisme tient, en apparence, une place essentielle. Des jeunes, opérant « sous le joug d'une logique implacable et démente », se sont transformés en « démons ». Ils se lancent dans la lutte armée, contre Franco, le stalinisme, l'impérialisme, le capitalisme. Quelque part en haute Arizone, ils s'entraînent, tuent un banquier enlevé et « jugé », mais aussi se querellent jusqu'à la rupture. Une rupture qui a pour source le drame proche-oriental : les jeunes juifs abandonnent le combat révolutionnaire lorsque tombent, lors d'actions terroristes, des Israéliens. Le Proche-Orient est partout dans le livre, il hante les débats parisiens comme ceux des grottes pyrénéennes. L'auteur, à travers des personnages divers, exprime son « angoisse » de voir « cette affaire israélo-palestinienne » bien sûr « déborder à la face et dans le ventre du monde ». Et il ne cache pas sa stupeur de voir succéder d'antisémitisme quiconque vitupère la collaboration « d'une partie de l'établissement juif » avec la vieille droite antirépublicaine... et antisémite, qui ne cesse de se poser en amie d'Israël. Des remarques qui ne plairont pas à tous.

Omniprésent, le terrorisme n'est pourtant dans le livre que le reflet fon, démoniaque, le miroir saignant d'une civilisation elle-même folle, démoniaque, d'un monde sans foi ni loi. René-Victor Pilhes est un écrivain témoin de son temps. Et il fait très mauvais temps.

JACQUES DECORNOY.

(1) *Le Monde diplomatique* de février 1985 a publié des extraits de *La Pompe* ainsi qu'un article d'Yves Tournier intitulé : « Écrivains en peine sur le réel ? L'imaginaire social ».

## ÉCONOMIQUE

## SÉCURITÉ EN ARMES.

★ Le Monde diplomatique, Paris, 1987, 100 pages, 50 F.

Le monde des armes est un monde à part, un monde où les règles du jeu sont différentes de celles du monde civil. C'est un monde où les armes sont produites, vendues, achetées, utilisées, détruites, dans une logique qui est souvent à l'opposé de celle du monde civil. C'est un monde où les armes sont produites, vendues, achetées, utilisées, détruites, dans une logique qui est souvent à l'opposé de celle du monde civil.

## MONDE

## ÉVÉNEMENTS ET DÉVELOPPEMENT.

★ Le Monde diplomatique, Paris, 1987, 100 pages, 50 F.

Le monde des armes est un monde à part, un monde où les règles du jeu sont différentes de celles du monde civil. C'est un monde où les armes sont produites, vendues, achetées, utilisées, détruites, dans une logique qui est souvent à l'opposé de celle du monde civil. C'est un monde où les armes sont produites, vendues, achetées, utilisées, détruites, dans une logique qui est souvent à l'opposé de celle du monde civil.

## PACIFIQUE

## PERSONNE ET

★ Le Monde diplomatique, Paris, 1987, 100 pages, 50 F.

Le monde des armes est un monde à part, un monde où les règles du jeu sont différentes de celles du monde civil. C'est un monde où les armes sont produites, vendues, achetées, utilisées, détruites, dans une logique qui est souvent à l'opposé de celle du monde civil. C'est un monde où les armes sont produites, vendues, achetées, utilisées, détruites, dans une logique qui est souvent à l'opposé de celle du monde civil.

## LES PLUS NATIONALES

★ Le Monde diplomatique, Paris, 1987, 100 pages, 50 F.

Le monde des armes est un monde à part, un monde où les règles du jeu sont différentes de celles du monde civil. C'est un monde où les armes sont produites, vendues, achetées, utilisées, détruites, dans une logique qui est souvent à l'opposé de celle du monde civil. C'est un monde où les armes sont produites, vendues, achetées, utilisées, détruites, dans une logique qui est souvent à l'opposé de celle du monde civil.

## CHRONIQUE

★ Le Monde diplomatique, Paris, 1987, 100 pages, 50 F.

Le monde des armes est un monde à part, un monde où les règles du jeu sont différentes de celles du monde civil. C'est un monde où les armes sont produites, vendues, achetées, utilisées, détruites, dans une logique qui est souvent à l'opposé de celle du monde civil. C'est un monde où les armes sont produites, vendues, achetées, utilisées, détruites, dans une logique qui est souvent à l'opposé de celle du monde civil.

## PRO

★ Le Monde diplomatique, Paris, 1987, 100 pages, 50 F.

Le monde des armes est un monde à part, un monde où les règles du jeu sont différentes de celles du monde civil. C'est un monde où les armes sont produites, vendues, achetées, utilisées, détruites, dans une logique qui est souvent à l'opposé de celle du monde civil. C'est un monde où les armes sont produites, vendues, achetées, utilisées, détruites, dans une logique qui est souvent à l'opposé de celle du monde civil.

## ANNEXES

★ Le Monde diplomatique, Paris, 1987, 100 pages, 50 F.

Le monde des armes est un monde à part, un monde où les règles du jeu sont différentes de celles du monde civil. C'est un monde où les armes sont produites, vendues, achetées, utilisées, détruites, dans une logique qui est souvent à l'opposé de celle du monde civil. C'est un monde où les armes sont produites, vendues, achetées, utilisées, détruites, dans une logique qui est souvent à l'opposé de celle du monde civil.

## TRANSPARENCE

★ Le Monde diplomatique, Paris, 1987, 100 pages, 50 F.

Le monde des armes est un monde à part, un monde où les règles du jeu sont différentes de celles du monde civil. C'est un monde où les armes sont produites, vendues, achetées, utilisées, détruites, dans une logique qui est souvent à l'opposé de celle du monde civil. C'est un monde où les armes sont produites, vendues, achetées, utilisées, détruites, dans une logique qui est souvent à l'opposé de celle du monde civil.

## EN UN

★ Le Monde diplomatique, Paris, 1987, 100 pages, 50 F.

Le monde des armes est un monde à part, un monde où les règles du jeu sont différentes de celles du monde civil. C'est un monde où les armes sont produites, vendues, achetées, utilisées, détruites, dans une logique qui est souvent à l'opposé de celle du monde civil. C'est un monde où les armes sont produites, vendues, achetées, utilisées, détruites, dans une logique qui est souvent à l'opposé de celle du monde civil.







## L'ÉLAN BRISÉ DE LA SOLIDARITÉ

## L'Éthiopie, encore !

Par CLAIRE BRISSET

**L'**ETHIOPIE, encore ! Oui, encore. La catastrophe alimentaire, la famine, sont de nouveau là, s'offrant au regard d'une opinion mondiale que l'on dit, qui s'affirme, « fatiguée » d'une telle répétition. D'une opinion mondiale qui ne répond plus guère, tout absorbée qu'elle est par les menaces boursières, l'évolution du dollar, par de médiocres campagnes prélectorales, aux États-Unis, en France. Six millions d'Éthiopiens, aujourd'hui, sont menacés d'une hécatombe, et l'opinion, nous dit-on, est « lassée ». Pourquoi ?

Parce que la racine du problème, disent les bonnes âmes, est aujourd'hui politique. Comme si le génocide des juifs, des tziganes et des malades mentaux pendant la seconde guerre mondiale avait trouvé ses racines ailleurs que dans la politique. Un scandale « politique » serait-il, du fait de ce simple qualificatif, acceptable ? Mérite-t-il d'être purement et simplement évacué, chassé du regard, du seul fait de ce jugement sommaire ?

Car c'est un jugement sommaire. La nouvelle catastrophe qui s'abat sur l'Éthiopie n'est pas seulement « politique ». Elle est d'abord climatique. Les premières pluies, celles qui sont nécessaires aux semailles, ont bien eu lieu en juin et au début de juillet. Les paysans ont donc planté. Depuis, la pluie s'est interrompue et les récoltes ont été perdues, totalement dans certaines régions du pays, comme l'Erythrée, le Tigré, le nord du Wollo, partiellement dans d'autres. Le déficit alimentaire est chronique en Éthiopie. Il atteint bon an mal an environ 500 000 tonnes. Il aura cette année plus que doublé, et le pays n'a pas de réserves. Pourquoi ? Parce qu'il est d'une pauvreté endémique - 110 dollars de revenu par tête et par an - qui lui interdit de résister à une secousse climatique d'une telle ampleur.

La famine est telle, dans le Nord surtout, que les paysans ont recommencé, comme en 1984-1985, à migrer vers les villes, vers les anciens points de distribution de l'aide, solution désespérée et en elle-même catastrophique. Car les camps sont parfois des remèdes pires que le mal : ils permettent, certes, de fournir une alimentation d'urgence, mais ils sont source d'épidémies, de déracinement, l'entassement même y sème l'horreur. Tous les organismes d'aide présents en Éthiopie font l'impossible pour éviter cette solution extrême. Mais il est déjà très tard.

## L'appel réitéré

**I**l est tard, car la « lassitude » de l'opinion s'exprime dans les chiffres de l'aide. Pourtant, dès septembre, l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a tenté d'alerter les donateurs. Dès ce moment, les missions présentes sur place ont su que le déficit dépasserait 1 million de tonnes et elles l'ont dit. Le gouvernement éthiopien, accusé lors de la dernière famine d'avoir tenté de dissimuler la gravité de la situation, a fait la même évaluation et l'a rendue publique. Le 26 septembre, M. Edouard Saouma, directeur général de la FAO, lançait un appel spécial pour l'Éthiopie, annonçant des récoltes catastrophiques et demandant en urgence l'envoi d'au moins 950 000 tonnes de céréales pour les mois à venir. Le 7 novembre, réitérant cet appel, il

précisait : « Il est actuellement certain que la production totale de céréales pour 1988 accusera une chute spectaculaire (...). Afin d'éviter la réouverture des camps, des allocations supplémentaires d'aide à l'Éthiopie doivent être effectuées et les secours acheminés d'urgence vers les régions affectées. »

## Des vivres pour trois semaines

**Q**UELQUES jours plus tard, l'Organisation des Nations unies pour les secours en cas de catastrophes (UNDRO) lançait à son tour un appel à l'aide, soulignant que, dans les seules provinces du Nord, trois millions de paysans n'avaient plus que trois semaines de vivres et qu'il faudrait reprendre les larges aéroports de secours vers les zones totalement isolées.

Le 18 novembre à son tour, de New-York, M. James P. Grant, directeur général du Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF), demandait aux donateurs 22 millions de dollars. La famine en elle-même, disait-il, n'est pas seule à tuer : dans ces situations extrêmes, le manque d'eau, de médicaments, le froid, tuent tout autant. Il faut donc aussi prévoir de l'aide non alimentaire. Les 22 millions de dollars que demande l'organisation seront ainsi affectés à l'action sanitaire d'urgence, à la réparation des puits, à la fourniture d'argent liquide aux associations paysannes mêmes, pour que celles-ci puissent s'approvisionner sur place, etc. Mais l'appel sera-t-il entendu ?

Pour ce qui concerne l'aide alimentaire, seulement 350 000 tonnes avaient été annoncées à la mi-novembre, notamment par la Communauté européenne, le Programme alimentaire mondial, l'Australie, l'Autriche, la Grande-Bretagne, les États-Unis et plusieurs organisations non gouvernementales. On mesure à ce chiffre l'ampleur des besoins encore non couverts. Le 19 novembre, la CEE décidait d'y ajouter une aide d'urgence de 10 millions d'ECU, destinée notamment à établir un pont aérien entre les ports et Mékélé, capitale du Tigré. Cette aide financière permettra l'achat

de réservoirs d'eau, de médicaments, de tentes, car la constitution de camps, soulignait-on à Bruxelles, « apparaît inévitable ».

Malgré cette aide d'urgence, tout laisse prévoir que la situation risque d'être pire encore que celle de 1984-1985, car alors une mobilisation sans précédent de l'opinion internationale avait permis d'atténuer quelque peu l'ampleur du désastre. Qu'en sera-t-il cette fois ?

Lorsqu'on sait qu'il faut à l'aide quelque six mois avant de parvenir à destination finale, étant donné les énormes problèmes logistiques qui se posent, les difficultés du transport intérieur - notamment, on imagine à l'avance que, dans bien des cas, les secours arriveront trop tard. A moins, bien sûr, que l'aide déjà sur place puisse être acheminée et que le flux des secours ne soit interrompu à aucun moment.

## « Ouvrir les routes de la survie »

**C'**EST ici qu'intervient, précisément, la « politique ». Il serait plus exact d'employer le terme de « guerre », car c'est bien une guerre, celle du désespoir, que se livrent aujourd'hui le gouvernement d'Addis-Abeba et les mouvements érythréens et tigréens.

L'Éthiopie est, depuis septembre dernier, une « République démocratique et populaire » - alors que le régime se qualifiait lui-même, précédemment, de « provisoire », - et la nouvelle Constitution accorde l'autonomie interne à cinq régions, dont l'Erythrée et le Tigré. Cette stabilisation des structures, cette autonomie dont les rebelles disent qu'elle n'est qu'un mot, leur ont donné l'énergie du désespoir. Les Érythréens se battent depuis vingt-sept ans pour l'indépendance ; les Tigréens, eux, revendiquent une forte autonomie interne. Pour Addis-Abeba, satisfaire à la première revendication - créer une Érythrée indépendante - serait non seulement amputer l'Éthiopie d'une partie notable de son territoire et de sa population, mais aussi couper son accès à la mer ; satisfaire à la seconde, ce serait, estime le gouvernement central, encourager le développement de toutes les forces centrifuges qui, en Éthiopie, sont puissantes et, pour certaines, tel le Front Oromo, armées.

Aussi le gouvernement n'a-t-il nullement l'intention de lâcher prise, et continue-t-il, contre vents et marées, d'investir la moitié de son maigre budget dans l'effort militaire. Érythréens et Tigréens, de leur côté, jouent eux aussi la politique du pire puisqu'ils ont manifestement décidé d'attaquer les convois d'aide, comme ils l'ont fait le 23 octobre. Ce jour-là, vingt-trois camions portant le drapeau des Nations unies et transportant 450 tonnes d'aide alimentaire ont été attaqués et brûlés par les rebelles. Une autre attaque a eu lieu le 11 novembre, contre un convoi d'aide privé.

Cette attitude, que M. Michael Priestley, coordonnateur à Addis-Abeba de toutes les aides des Nations unies, a qualifiée de « diabolique », est aussi suicidaire. Car elle risque d'aliéner tout le crédit dont les mouvements rebelles disposaient encore dans certains cercles de l'opinion internationale. Les rebelles ne tomberont-ils pas, en attaquant les convois d'aide, exactement sous la même accusation que celle que l'on n'a cessé de lancer, depuis deux ans, contre le gouvernement d'Addis-Abeba : l'utilisation de la famine comme instrument de pouvoir ?

C'est précisément pour cette raison que le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) a lancé, le 12 novembre à Genève, par la voix de son président, M. Cornelio Sommaruga, un appel solennel pour « ouvrir les routes de la survie ». Appel au gouvernement central pour qu'il ouvre les axes, non pas à son gré, mais en permanence. Appel aux rebelles pour qu'ils laissent passer l'aide.

Quand le cynisme s'ajoute ainsi au désastre climatique pour jeter six millions d'Éthiopiens sur les routes, quand l'opinion mondiale, fatiguée ou distraite, se détourne de ce pénible spectacle, que faire ? Sans doute garder à l'esprit ce qu'écrivait le fondateur de la Croix-Rouge, Henri Dunant, dans l'*Avenir sanglant* : « L'opinion publique est le plus puissant des potentats : que ceux donc qui se croient chargés de la guider, de la diriger, viennent en aide aux amis de la paix, en jetant, pour avertir du danger, un cri d'avertissement prolongé et que ce cri soit répété par cent mille échos dans tous les pays du monde. »



(Thierry Thévenet)

12 pages - 1987

Éthiopie	1 page
Liban	1 page
Libéria	1 page
Libye	1 page
Malawi	1 page
Mali	1 page
Mozambique	1 page
Niger	1 page
Nigeria	1 page
Roumanie	1 page
Soudan	1 page
Tanzanie	1 page
Togo	1 page
Tunisie	1 page
Zimbabwe	1 page

QUAND L'ÉCONOMIE  
La fau

PLACE DE L'ÉCONOMIE - en 1987, l'économie mondiale a connu une année de croissance modérée, mais avec des déséquilibres importants. Les pays développés ont connu une récession, tandis que les pays en développement ont continué à croître, mais à un rythme plus lent. Les tensions géopolitiques ont continué à peser sur l'économie mondiale.

Les tensions géopolitiques ont continué à peser sur l'économie mondiale. Les conflits en Éthiopie, au Liban, au Libéria, au Libye, au Malawi, au Mali, au Mozambique, au Niger, au Nigeria, en Roumanie, au Soudan, en Tanzanie, au Togo, en Tunisie, au Zimbabwe, ont continué à perturber les échanges commerciaux et à entraîner des pertes humaines et matérielles considérables.

Les tensions géopolitiques ont continué à peser sur l'économie mondiale. Les conflits en Éthiopie, au Liban, au Libéria, au Libye, au Malawi, au Mali, au Mozambique, au Niger, au Nigeria, en Roumanie, au Soudan, en Tanzanie, au Togo, en Tunisie, au Zimbabwe, ont continué à perturber les échanges commerciaux et à entraîner des pertes humaines et matérielles considérables.

Les tensions géopolitiques ont continué à peser sur l'économie mondiale. Les conflits en Éthiopie, au Liban, au Libéria, au Libye, au Malawi, au Mali, au Mozambique, au Niger, au Nigeria, en Roumanie, au Soudan, en Tanzanie, au Togo, en Tunisie, au Zimbabwe, ont continué à perturber les échanges commerciaux et à entraîner des pertes humaines et matérielles considérables.

Les tensions géopolitiques ont continué à peser sur l'économie mondiale. Les conflits en Éthiopie, au Liban, au Libéria, au Libye, au Malawi, au Mali, au Mozambique, au Niger, au Nigeria, en Roumanie, au Soudan, en Tanzanie, au Togo, en Tunisie, au Zimbabwe, ont continué à perturber les échanges commerciaux et à entraîner des pertes humaines et matérielles considérables.

Les tensions géopolitiques ont continué à peser sur l'économie mondiale. Les conflits en Éthiopie, au Liban, au Libéria, au Libye, au Malawi, au Mali, au Mozambique, au Niger, au Nigeria, en Roumanie, au Soudan, en Tanzanie, au Togo, en Tunisie, au Zimbabwe, ont continué à perturber les échanges commerciaux et à entraîner des pertes humaines et matérielles considérables.

## Dans ce numéro :

## PAGE 2 :

Un livre de la Heritage Foundation : La « révolution conservatrice » contre M. Reagan, par Ingrid Carlander.

## PAGES 3 à 5 :

LA CHINE APRÈS LE RÉCENT CONGRÈS DU PARTI COMMUNISTE : Vers le « troisième pas historique » ? par Xavier Luccioni. - Les minorités nationales au gré des variations de la politique générale, par Jean-Philippe Béja. - Socialisme... ou tentation capitaliste, par Jacques Decourcy.

## PAGES 6 et 7 :

Fin de l'état de grâce pour M. Gorbatchev, suite de l'article de Jean-Marie Chauvier.

## PAGES 8 à 15 :

LE TRIOMPHE DE LA DÉRAISON, suite de l'article de Claude Julien. - L'art et la manière de convertir une dette en pactole, par Frédéric F. Chalmers. - Quand le tiers-monde subventionne le développement des pays riches, par Claire Brisset et Boudewijn Molhuysen.

- Voici revenir le temps des magiciens, par Ignacio Ramonet. - Technologie et modernité : les signes du déclin, par Jean Glapet.

## PAGES 16 et 17 :

DÉBATS ÉLECTORAUX ET EXPLORATION DE L'AVENIR : Des lendemains industriels hypothésés par le libéralisme, par Bernard Cassen. - La parole à des patrons qui réussissent, par Jean-Loup Métais.

## PAGE 18 :

Le rempart du nationalisme dans l'Iran en guerre, par Pierre Metzger.

## PAGE 19 :

L'Europe solidaire pour la paix au Moyen-Orient, par Dominique Chevallerier.

## PAGES 20 et 21 :

QUELQUE PART A CUBA : Cienfuegos à l'heure de la « rectification », par Francis Fissel.

## PAGES 22 à 24 :

NOUVEAUX ÉLANS DE LA CRÉATION AFRICAINE : « Yeelen » ou la magie des contes, par Ignacio Ramonet. - Des scènes enfiévrées par le langage, par Michel Labé Ewané. - Les origines sacrées de notre théâtre, par Tchicaya U Tamsi. - « Une nuit au Ténéré », une nouvelle d'Abdourahmane Mamane.

## PAGE 25 :

Dans les revues...

## PAGES 26 et 27 :

LES LIVRES DU MOIS : « Weimar en exil », de Jean-Michel Palmier, par Yves Florenne. - « Nocturne indien », d'Antonio Tabucchi, par François Vitrant. - « Les Démones de la cour de Rohan », de René-Victor Filles, par Jacques Decourcy.

Le Monde diplomatique du mois de novembre 1987 a été tiré à 145 000 exemplaires.

Décembre 1987

السلامة العامة